

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 2 NOVEMBRE 2015

PROCES-VERBAL

Ordre du jour

Conseil municipal du 2 novembre 2015

- Appel nominal.
- Désignation d'un secrétaire.
- 1 - Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 19 juin 2015 – Approbation. M. BOLO *(Page 9)*
- 2 - Conseil municipal – Décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des Collectivités Territoriales – Compte rendu. M. BOLO *(Page 10)*
- 3 - Conseil municipal – Désignations. M. BOLO *(Page 10)*
- 3A - Vœu du Conseil municipal de Nantes de soutien à la réussite de la Cop 21. M. BOLO *(Pages 10 à 13)*
- 4 - Débat d'Orientations Budgétaires pour 2016. M. BOLO *(Pages 14 à 35)*
- 5 - Vie Etudiante – Convention « Campus Nantes » 2015-2017 entre la Ville de Nantes, Nantes Métropole et l'Université de Nantes – Approbation. M. SALECROIX *(Pages 35 et 36)*
- 6 - Associations Vie Etudiante – Quatrième répartition de subventions – Approbation. M. SALECROIX *(Page 36)*
- 7 - Subventions au titre des actions éducatives – Crédit de Noël et fonds de roulement – Approbation. Mme NAËL *(Pages 36 et 37)*
- 8 - Associations gestionnaires des écoles privées sous contrat – Participation financière de la Ville – Attribution de subventions facultatives – Classes de découverte – Aménagement des rythmes scolaires – Avenants aux conventions – Approbation. Mme NAËL *(Pages 37 à 39)*
- 9 - Associations sportives – Quatrième répartition de subventions – Conventions et avenants – Approbation. M. REBOUH *(Pages 39 et 40)*
- 10 - Vie associative – Quatrième répartition de subventions – Avenants – Approbation. Mme BASSAL *(Pages 40 à 42)*
- 11 - Adolescence et Jeunesse – Action « chantiers découverte et remobilisation » - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Nantes, Nantes Métropole et Nantes Habitat / Pépinière d'initiatives jeunesse quartiers Ouest Bellevue – Avenants – Subventions – Approbation. M. MARTIN *(Pages 42 à 44)*

12	- Petite enfance – Convention entre Nantes et Saint-Herblain pour la mise en commun des places d'accueil d'urgence sur le quartier de Bellevue – Approbation.	Mme RODRIGUEZ	<i>(Pages 44 et 45)</i>
13	- Politique publique petite enfance – Associations gestionnaires de multi-accueils petite enfance – Construction, acquisition et aménagement de locaux – Subventions d'équipement.	Mme RODRIGUEZ	<i>(Pages 45 et 46)</i>
14	- Création de la maison de la tranquillité publique – Lancement d'une procédure adaptée – Approbation.	M. NICOLAS	<i>(Pages 46 à 57)</i>
15	- Agenda d'Accessibilité Programmée des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public – Demande d'approbation au Préfet.	M. BLINEAU	<i>(Pages 57 à 60)</i>
16	- Rapport sur la situation en matière de développement durable 2014/2015 – Information.	M. QUERO	<i>(Pages 60 à 68)</i>
17	- Renouveau de la labellisation de la politique énergie/climat – Démarche européenne Cit'ergie – Approbation.	Mme LAERNOES	<i>(Pages 68 à 70)</i>
18	- Atelier Santé Ville – Convention d'attribution de subvention ACSé – Approbation.	Mme BENÂTRE	<i>(Page 70)</i>
19	- Participation au Comité National MONALISA (MOBilisation NATIONALE contre L'ISolement des Agés) – Approbation.	Mme PIAU	<i>(Pages 70 à 74)</i>
20	- Lutte contre les violences conjugales – Adhésion au dispositif de téléprotection grave danger – Convention – Approbation.	Mme MEZIANE	<i>(Pages 74 à 77)</i>
21	- Politique publique Migration Intégration Diversités – Attribution d'une subvention exceptionnelle à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) – Approbation.	Mme BASSAL	<i>(Pages 77 à 83)</i>
22	- Echanges internationaux et Cosmopolis – Soutien aux projets – Subventions – Approbation.	Mme DANIEL	<i>(Pages 83 et 84)</i>
23	- Associations culturelles – Quatrième répartition de subventions – Conventions et avenants – Approbation.	M. MARTINEAU	<i>(Pages 84 et 85)</i>
24	- Prix des arts visuels de la Ville de Nantes – Approbation.	M. MARTINEAU	<i>(Pages 85 et 86)</i>
25	- Lecture publique et associations culturelles – Quatrième répartition de subventions – Convention – Dispositions diverses – Approbation.	M. SEASSAU	<i>(Pages 86 à 88)</i>
26	- Politique publique du patrimoine – Subvention – Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Ravalements obligatoires et restaurations – Approbation.	M. CHATEAU	<i>(Pages 88 à 90)</i>
27	- Dénomination de voies – Approbation.	M. CHATEAU	<i>(Page 90)</i>

28	- Transactions foncières diverses – Approbation.	Mme LEFRANC	<i>(Pages 90 à 93)</i>
29	- Convention entre la Ville de Nantes et le Centre Communal d'Action Sociale – Approbation.	Mme HAKEM	<i>(Pages 93 à 96)</i>
30	- Rapport d'activité de Nantes Métropole – Information.	M. BOLO	<i>(Pages 97 à 99)</i>
31	- Avis sur le projet de schéma de coopération et de mutualisation de la Métropole nantaise.	Mme LEFRANC	<i>(Pages 99 et 100)</i>
32	- Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation.	Mme LEFRANC	<i>(Pages 100 et 101)</i>
33	- Dispositions relatives aux marchés publics : Fonctionnement et Travaux – Convention – Approbation.	M. CHATEAU	<i>(Pages 101 et 102)</i>
34	- Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) – Rapport du 2 juillet 2015 – Approbation.	M. BOLO	<i>(Pages 102 et 103)</i>
35	- Association Les Amis de Saint Vincent de Paul – Réhabilitation d'une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) Saint Vincent de Paul – Emprunt de 1 000 000 € auprès du Crédit Coopératif – Garantie d'emprunt de la Ville à hauteur de 50 % - Convention – Approbation.	M. BOLO	<i>(Page 103)</i>
36	- Décision Modificative 2015 n° 2 et dispositions diverses à caractère budgétaire et financier – Approbation.	M. BOLO	<i>(Pages 103 à 105)</i>

SEANCE DU 2 NOVEMBRE 2015

La séance débute à 9 heures.

Elle est présidée par Mme Johanna ROLLAND.

Assisté de : MM. BOLO, ROBERT, Mme CHIRON, M. SEASSAU, Mme DANIEL, MM. CHATEAU, HUARD, REBOUH, NICOLAS, MARTINEAU, Mmes CHOQUET, BENÂTRE, BASSAL, TOUCHEFEU, BIR, M. ASSEH, Mmes RODRIGUEZ, PIAU, M. MARTIN, Mmes PADOVANI, HAKEM, LEFRANC, NAEL, MM. TRICHET, BLINEAU

Sont également présents : Mme MEYER, MM. MOREAU, LE BRUN, Mmes BOCHER, SOTTER, M. NOURY, Mmes BASSANI-PILLOT, MEZIANE, BLIN, M. DANTEC, Mme SALOMON, MM. MARAIS, GUISSÉ, Mme FAVENNEC, MM. SOBCZAK, JUNIQUE, QUERO, MAUDUIT, Mmes COPPEY, LAERNOES, MM. BELHAMITI, DEMIREL, SALECROIX, SALAÜN, Mme RIO, MM. RENAUME, ROUSSELY, Mmes GUERRA, KRYSMANN, HOUËL, M. GRÉLARD, Mmes HAMEL, GARNIER, MM. BAINVEL, RICHARD, STEKRIDEL, FOURNIER, Mme GHENAÏ.

Est excusée: Mme CISSE (pouvoir à M. DEMIREL).

Secrétaire

M. MARTINEAU est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire.

IV – 8

Mme LE MAIRE – Chers collègues, je vous propose de vous asseoir pour que nous puissions démarrer notre séance. Je vais commencer par l'appel.

Mme le Maire procède à l'appel.

Chers collègues, comme vous le savez, nous allons démarrer notre Conseil municipal de ce jour par un hommage à trois anciens élus municipaux. M. le Premier Ministre, cher Jean-Marc, MM. les anciens Maires, cher Alain Chénard, cher Patrick Rimbart, Mme la Députée, Mesdames, Messieurs, chers collègues, avant d'ouvrir ce Conseil municipal, nous souhaitons rendre hommage à trois anciens élus qui nous ont quittés : Jean Canevet, André Burgaudeau et Guy Goureaux, trois hommes engagés au service des autres, au service de notre Ville et de ses habitants. Trois hommes de conviction qui, leur vie durant, ont défendu leurs valeurs.

Jean Canevet s'est engagé très jeune. À 15 ans, alors ouvrier au chantier naval à Saint-Nazaire, il adhère à la CFTC. Cet engagement syndical allait marquer toute sa vie. Dès les lendemains de la guerre, au cours de laquelle il refuse de servir au titre du STO, il se consacre pleinement à cette action syndicale. Il le fait avec la volonté de faire progresser les droits des travailleurs, d'améliorer leurs conditions matérielles, et toujours dans une perspective de justice pour tous.

Entré en 1945 à la SNCF, il contribue fortement à la création d'une section CFTC. Poursuivant son inlassable investissement, Jean Canevet représente les cheminots CFTC puis CFDT de Nantes jusqu'en 1968, puis les agents de maîtrise et les cadres jusqu'en 1974. Il exerce de nombreuses délégations régionales et nationales ainsi que des responsabilités interprofessionnelles de premier plan.

C'est dans ce cadre qu'il dirige la commission appelée « cartel des transports », créée à l'initiative de l'union locale CFDT, mais qui regroupait également la CGT et de nombreuses associations familiales et de logement. Au sein de cette commission furent élaborées des réflexions novatrices qui allaient contribuer à la politique ambitieuse de transport public menée à Nantes entre 1977 et 1983, dont Jean Canevet allait être un acteur important auprès d'Alain Chénard.

Car l'engagement de Jean Canevet fut également politique. C'est en effet lui qui a conduit de 1977 à 1983, auprès d'Alain Chénard, la politique des transports publics à Nantes. Il l'a fait en tant qu'Adjoint et en tant que Président de la SEMITAN. Sous sa présidence fut en particulier réalisée la première ligne du nouveau tramway nantais, faisant de Nantes une Ville pionnière dans le renouveau de ce mode de transport.

Avec le recul, cela pourrait presque paraître naturel, mais cela ne le fut pas, loin de là. Faire le choix du tramway, c'était faire un vrai choix politique, audacieux et innovant. C'était refuser le tout automobile, c'était le choix de la mobilité pour tous où les transports publics et en particulier le tramway contribuent à la cohésion de notre Ville, à la dessiner, contribuent au lien social.

Comme il n'était pas homme à ne plus agir, Jean Canevet, à l'issue de sa vie professionnelle, est resté administrateur de la SEMITAN jusqu'en 2000 et s'est investi au sein de l'Union fédérale des retraités CFDT.

Engagé, André Burgaudeau l'était aussi, très profondément. Il avait en particulier à cœur de défendre et de promouvoir la laïcité, cette règle essentielle du vivre ensemble qui permet à chacune et chacun de vivre sa foi ou son absence de foi en toute liberté, dans le respect de l'autre. Elle formait à ses yeux une conquête essentielle, un véritable patrimoine républicain qu'il a toute sa vie promu avec force et enthousiasme.

Mais André Burgaudeau était un homme aux passions variées. Il aimait notamment le rugby, ce qui avait fait de lui un fervent supporter du Stade Nantais Université Club, le SNUC, qui dans les années 50 avait son siège au Café royal, rue Vauban, où André Burgaudeau passait souvent saluer ses amis.

Sa volonté de servir, sa capacité d'engagement, André Burgaudeau les a aussi exercées en tant qu' élu municipal. Il l'a fait une première fois aux côtés d'Alain Chénard de 1977 à 1983, en tant que Conseiller délégué au commerce, et une seconde fois dans l'équipe de Jean-Marc Ayrault, de 1989 à 1995, où il avait en charge les droits de place, les monuments historiques et les voies privées.

IV – 9

Et puis, c'était un amoureux de sa Ville qu'il connaissait bien et où il avait tenu un commerce d'appareils audiovisuels avec sa femme rue de Budapest avant de s'installer à Chantenay. Toujours passionné, il avait soutenu ces dernières années le projet de réinstallation de la statue de la Délivrance à proximité des Tables mémoriales. Il m'en avait parlé, et ce à de nombreuses reprises. Suite à l'avis favorable du Conseil nantais du patrimoine, j'ai donné mon accord en juillet dernier pour qu'elle soit installée dans le square du Maquis-de-Saffré.

Cette volonté d'agir au service des autres caractérise également profondément Guy Goureaux, décédé le 19 octobre dernier. Il aurait pu se contenter d'une brillante carrière universitaire, lui qui a exercé les fonctions de Doyen de la faculté des sciences, mais cela n'aurait guère été compatible avec sa soif de justice et sa volonté d'action. Cela, en d'autres mots, ne lui aurait pas ressemblé.

Chrétien militant, Guy Goureaux a eu à cœur de traduire sa foi par et dans son engagement. Cela l'a conduit à être un des principaux initiateurs puis animateur du cercle Jean-XXIII qui regroupait les chrétiens de Nantes et de sa région. Ils ont mené de 1963 à 1980 une action touchant de nombreux domaines, avec toujours l'objectif de contribuer à la construction d'une société plus juste, d'une société moins dure pour les plus démunis et les plus fragiles.

L'engagement de Guy Goureaux fut aussi politique. Il a siégé au Conseil général de 1976 à 2001. Élu à la Ville de Nantes de 1977 à 1995, il a en particulier exercé auprès d'Alain Chénard les fonctions d'Adjoint au Maire chargé de la vie économique et de l'emploi. Il a rempli cette fonction à un moment difficile sur ce plan pour Nantes, un moment où notre Ville devait faire face à de lourdes mutations affectant son tissu économique. Le déclin de la Navale, les transformations du secteur agroalimentaire étaient autant de difficultés à affronter. Guy Goureaux s'y est investi avec une énergie et une volonté jamais démenties.

Pour Guy Goureaux, la fonction d'élu, c'est au plus près du terrain, au plus près des habitants qu'elle devait s'exercer. Ceux qui l'ont bien connu le savent et soulignent toujours combien il était attaché à sa fonction d'Adjoint de quartier du Ranzay, qu'il a exercée auprès de Jean-Marc Ayrault de 1989 à 1995.

Rencontrer les gens, les aider, de toutes les manières possibles, parfois simplement par son écoute bienveillante, constituait pour lui un véritable plaisir, une profonde satisfaction. Il a d'ailleurs continué, bien après avoir quitté cette fonction d'Adjoint, à apporter son aide dès qu'il le pouvait aux habitants de son quartier.

Le décès de Jean Canevet, André Burgaudeau et Guy Goureaux nous fait perdre trois hommes de conviction, d'engagement, de valeur et d'action. Je veux dire ici, nous voulons dire ici à leurs familles, à leurs proches présents parmi nous, à leurs amis, à tous ceux qui les connaissaient et les appréciaient, que nous partageons leur peine.

Mesdames, Messieurs, je vous propose d'observer une minute de silence.

Une minute de silence est observée.

Mme le Maire quitte la présidence.

M. BOLO, Adjoint, Président de séance – Mes chers collègues, je vous propose de continuer l'ordre du jour de notre séance traditionnellement par la désignation d'un secrétaire de séance. Est-ce que M. David Martineau accepterait cette lourde charge ? Merci, David.

M. BOLO, Adjoint, Président de séance, donne lecture de l'exposé n° 1, intitulé :

Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 19 juin 2015 – Approbation

M. BOLO, Adjoint, Président de séance – Le premier dossier est, traditionnellement également, le procès-verbal de la séance, de notre séance du 19 juin 2015. Y a-t-il des questions, des observations, des demandes de modifications à ce procès-verbal ? Pas de demande d'intervention ? Le PV est adopté.

Le Conseil approuve.

IV – 10

M. BOLO, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 2, intitulé :

Conseil municipal – Décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des Collectivités Territoriales – Compte rendu

M. BOLO, Adjoint, Président de séance – Vous avez également eu communication, conformément à la loi, des décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Y a-t-il des questions ou des observations sur ces décisions ? Il n'y en a pas.

Le Conseil prend acte.

M. BOLO, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 3, intitulé :

Conseil municipal – Désignations

M. BOLO, Adjoint, Président de séance – Nous pouvons aller directement à la question des désignations, le troisième dossier. Nous avons des désignations à mettre en œuvre pour l'association ou l'organisme SIDA Info Service. Je vous propose, merci beaucoup, c'est l'association nationale SIDA Info Service qui a pour but de faire fonctionner les services de téléphonie et de télécommunication sociale comportant en premier lieu les numéros d'appel, etc.

Il faut désigner un représentant de la Ville au sein du Conseil d'administration de cette association. Je vous propose de désigner Marie-Annick Benâtre représentante de la Ville au sein de cette association.

Nous devons également nommer le représentant de la Ville au sein du Conseil d'école de l'école primaire Léon-Say. Je vous propose que ce soit Rachel Bocher.

Et nous devons enfin désigner un représentant titulaire de la Ville au sein du Conseil d'administration du collège Claude-Debussy et je vous propose que ce soit Pierre-Yves Le Brun. Y a-t-il des questions, des observations ? Je vous remercie beaucoup.

Le Conseil approuve (abstention du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

M. BOLO, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 3A, intitulé :

Vœu du Conseil municipal de Nantes de soutien à la réussite de la COP 21

M. BOLO, Adjoint, Président de séance – Pascale Chiron a demandé la parole.

Mme CHIRON, Adjointe – Merci. J'aurais souhaité que Mme le Maire soit présente, j'espère qu'elle arrivera au cours de l'interpellation.

Mme le Maire, chers collègues, le vœu sur la COP 21 qui va être présenté dans un instant, nous l'avons voulu, nous l'avons proposé. Ce vœu dit d'abord qu'il faut être volontaires à tous les niveaux et d'abord à l'échelle des collectivités.

Mme le Maire, nous l'avons annoncé à la presse ensemble jeudi dans le cadre d'une majorité rassemblée.

Mme le Maire reprend la présidence.

Je parle du vœu, Mme le Maire. Vendredi, le Premier Ministre a pris la responsabilité d'une nouvelle provocation sur le dossier de Notre-Dame-des-Landes, alors que les principaux recours ne sont pas terminés, notamment après un avis défavorable au projet émanant du Conseil d'État. Le Premier Ministre veut encore passer en force.

Or, ce respect des recours juridiques est au cœur de notre accord, Mme le Maire. Nous regrettons votre prise de position dans la presse hier, même si c'est dans le cadre d'un texte

IV – 11

collectif. Notre société est fragile. Elle est en tension. Prendre le risque d'une telle annonce, c'est activer le vent de la révolte citoyenne à la veille de la COP 21.

Avec une telle arrogance gouvernementale, les dérapages sont inévitables, vous le savez bien. Prendre le risque de relancer au forceps ce projet inutile maintenant, c'est incohérent avec l'objectif affiché par la France pour la COP 21. Un mois avant de dérouler le tapis vert aux grands chefs d'État du monde entier, pourquoi dérouler en force un tapis de béton sur le plus grand château d'eau de la Loire-Atlantique ?

En prenant le risque de bafouer l'accord du Président de la République qui est de respecter les procédures juridiques jusqu'à leur épuisement, le Premier Ministre bafoue la démocratie et toutes les lois environnementales, nationales, européennes. Vous soutenez cela aussi.

Mme le Maire, un contrat se doit d'être respecté. Aujourd'hui, le nôtre est remis en cause. C'est pourquoi nous ne participerons pas au vœu devenu aujourd'hui incohérent, ni au débat budgétaire, exercice prospectif dont le cadre est aujourd'hui remis en cause. En conscience et en responsabilité, nous reviendrons pour les délibérations collectivement travaillées au service des Nantaises et des Nantais. Je vous remercie.

Sortie de la salle du groupe des élus écologistes et citoyens (14 élus).

Mme LE MAIRE – Chers collègues, je vous demande un petit peu d'attention et je vous propose que nous puissions comme prévu procéder à la lecture du vœu sur la COP 21, un sujet important, un sujet déterminant à l'échelle locale, à l'échelle nationale, à l'échelle européenne et internationale. Pascal Bolo.

M. Bolo donne lecture du vœu du Conseil municipal de Nantes de soutien à la réussite de la COP 21.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc le vœu qui vient d'être proposé aux voix. Pardon, Mme Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci, Mme le Maire. Je voudrais simplement vous dire que l'on reste très interrogatifs, voire même carrément dubitatifs, avec mes collègues de la droite et du centre, sur la portée potentielle de ce type de vœu que M. Bolo porte régulièrement au sein de cette enceinte municipale.

On a plutôt du mal à comprendre l'intérêt que peut avoir la Ville de Nantes à interpellier ainsi pêle-mêle l'Union européenne, le Gouvernement français, les leaders mondiaux, les États industrialisés. Quand on lit dans le texte du vœu : « La Ville de Nantes demande aux États de parvenir à un accord historique lors de la COP 21. », on se dit que quand même, ce n'est pas très sérieux.

Alors, évidemment un objectif du vœu aurait pu être de donner un signal aux verts en interne, mais je crois que l'on vient tous d'entendre Mme Chiron. On a pu constater ensemble que c'était manifestement parfaitement inopérant.

Vous avez affiché, Mme le Maire, une belle unité la semaine dernière dans la presse avec vos collègues de la majorité sur la question du DOB. Vous venez de nous donner à nouveau une belle démonstration de la « coopération conflictuelle » que vous conduisez avec vos alliés verts telle qu'elle a été théorisée par Jean-Philippe Magnen. Je reprends ses termes.

Sur le fond, je voudrais vous rassurer tout de suite, j'aurais bien aimé rassurer également nos collègues verts, mais vous leur direz de ma part : évidemment, nous sommes tout à fait favorables à la lutte contre le réchauffement climatique, et je laisserai d'ailleurs mon collègue Hervé Grelard en dire un mot juste après.

Nous sommes bien, Mme le Maire, contre le réchauffement climatique. D'ailleurs, nous sommes aussi contre la faim dans le monde, nous sommes aussi pour l'égalité hommes-femmes, et je dois vous dire que très franchement, on ne voit pas l'intérêt de ce type d'exercice au sein de

IV – 12

cette enceinte. Nous vous invitons à vous occuper en priorité des problèmes des Nantais et à préférer l'action plutôt que les vœux pieux.

Vous connaissez comme nous, puisque nous parlons de climat, l'effet papillon. Je crains qu'en brassant du vent à Nantes, nous finissions par créer un ouragan à l'autre bout de la planète. Merci de votre attention, et compte tenu de ces éléments, nous ne participerons pas au vœu que vous nous proposez.

Mme LE MAIRE – Merci. Je crains qu'en traitant avec autant de légèreté les questions climatiques... Je ne prendrai qu'un seul exemple. Quand on mesure ce que sera demain le nombre de réfugiés climatiques si collectivement la société ne prend pas ses responsabilités, je crains, Mme Garnier, qu'une fois de plus, vous ne fassiez passer vos affaires de « politicaillerie » et de campagne régionale et de cinéma dans l'enceinte de ce Conseil municipal avant l'intérêt des Nantais.

La deuxième chose que je voudrais vous rappeler, Mme Garnier, c'est ce qui fonde les Villes à parler sur ce sujet. 75 % des habitants aujourd'hui habitent dans les villes. Quand nous sommes allés à Bruxelles il y a 10 jours, invités au titre de la présidence d'Eurocities, mais aussi au titre de Nantes à conclure la convention des collectivités locales : 6 000 collectivités locales rassemblées, Nantes invitée à conclure cette matinée. Si nous sommes sollicités sur ce type d'initiative, c'est bien parce que Nantes agit, et si les villes ont leur mot à dire et si les villes sont fondées à agir, à prendre leurs responsabilités, mais aussi à porter une voie politique dans cette période de COP 21, c'est parce que, quand on traite sérieusement ces sujets et que l'on sait que les villes sont en partie les premières responsables de la pollution et qu'elles sont donc aussi les premières à être les territoires de solution pour demain, Mme Garnier, oui, à Nantes on agit et on traite ces sujets avec sérieux. On le fait dans l'intérêt des Nantais. Mais Nantes, c'est aussi la sixième métropole française.

Donc, oui, je serai présente à Paris pour porter ces paroles. Je note d'ailleurs que Bordeaux, Lyon, sont aujourd'hui sur le même type de position. Les Villes et les élus qui prennent leurs responsabilités font les deux : agissent sur le terrain et portent une parole politique dans l'enceinte des Conseils municipaux, à l'échelle du pays, et au titre d'Eurocities à l'échelle de l'Europe. Hervé Grelard.

M. GRELARD, Conseiller municipal – Merci, Mme le Maire. Moi, je ne suis pas en campagne électorale, mais j'ai les mêmes réserves que Mme Garnier pour des raisons que je vais exprimer.

Tout d'abord, vous savez que je suis très attaché à la question de la réforme de la gouvernance et que les négociations qui s'engagent dans le cadre de la COP 21, toutes les logiques de développement durable, sont extrêmement dépendantes d'une nouvelle façon de fabriquer les décisions, que ce soit à l'échelon local, à l'échelon national ou à l'échelon international.

Ma mobilisation et la mobilisation du centre sur les sujets liés à l'environnement et au développement durable n'est pas à démontrer. Lorsque j'ai travaillé en collectivité locale, j'étais mobilisé sur ce sujet-là. À titre professionnel, j'ai été un des porteurs d'un des premiers Agendas 21, appliqué à toute une profession en France. Il me semble que l'exemplarité à ce titre-là n'est pas à démontrer.

Simplement, sur ce sujet de la gouvernance, vous nous proposez un vœu qui est élaboré dans le cadre d'une commission. On reçoit ce vœu en dernière minute. Ce n'est vraiment pas un texte qui est co-élaboré avec l'ensemble des groupes en tout cas qui constituent cette assemblée, probablement les groupes de la majorité, même si certains viennent de quitter cette assemblée, mais pas ceux qui siègent dans la minorité.

Cette commission des vœux c'est une véritable commission de censure, Mme le Maire, qui ne correspond pas du tout aux engagements que vous avez pris. Moi, je vous invite à réformer la manière dont elle fonctionne. Vous pouvez rire, mais à chaque fois c'est la même chose,

IV – 13

c'est-à-dire que vous nous prenez avec beaucoup de dédain, beaucoup de mépris sur ces questions-là. Mais moi, j'attends que vous nous associiez.

À aucun moment l'opposition ne peut proposer un vœu qui sera soumis évidemment au vote en commission des vœux, qui passera sous les fourches caudines de la majorité, qui ne sera pas présenté dans cette assemblée. C'est une des rares commissions... c'est un des rares gestes que vous pouvez faire à l'égard de votre opposition que de lui permettre de temps en temps de mettre en débat dans cette assemblée un sujet qui lui semble un sujet d'ordre majeur.

Donc pour cette raison-là, Mme le Maire, nous ne participerons pas au vote sur la COP 21 parce qu'effectivement, tous ces sujets nécessitent une vraie réforme de fond de gouvernance, je le répète, localement, nationalement et de manière internationale, et que vous n'êtes pas exemplaires sur ce point.

Par ailleurs localement nous ne sommes pas non plus exempts de montrer la voie. Effectivement on interpelle les États, l'Union européenne, l'ensemble des acteurs internationaux, mais il y a un certain nombre de sujets, de risques de décrochage localement. Vous connaissez ma mobilisation autour de la LGV et c'est un vrai sujet en termes de développement durable et de dérive climatique. L'utilisation du train et des transports en commun, l'avenir du port, Notre-Dame-des-Landes, la manière dont on va gérer le développement des transports en commun, l'interconnexion des lignes de tram, la question des véhicules électriques. Autant de sujets sur lesquels on a pu appeler votre attention et qui n'évoluent pas positivement, sur lesquels on n'a pas nécessairement de réponses, pour revenir à quelques sujets locaux sur lesquels on pourrait témoigner d'une véritable mobilisation, même si sur d'autres sujets, je le reconnais, il y a des avancées certaines.

Pour toutes ces raisons Mme le Maire, les élus de l'UDI ne participeront pas au vote sur ce vœu.

Mme LE MAIRE – Merci. Juste une remarque de méthode. Je ne peux que regretter l'absence des représentants de la droite et du centre dans le moment de la commission où justement, l'objectif était de pouvoir échanger sur le vœu. Oui ?

Mme GUERRA, Conseillère municipale – Je me permets du coup juste de vous préciser que je fais partie de cette commission, j'en ai été informée la veille à 14 heures 46. Il ne m'était professionnellement pas possible de me dégager moins de 24 heures avant cette commission.

Mme LE MAIRE – Très bien, c'est noté. Je mets donc aux voix ce vœu.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Quant à moi, Mme le Maire, on m'avait donné comme horaire 11 heures 30 au lieu de 11 heures. Je suis arrivée à 11 heures 20. J'ai d'ailleurs eu la joie de croiser mon collègue Aymeric Seassau qui m'avait attendue gentiment.

Mme LE MAIRE – Je vous propose que l'on n'éternise pas le débat. Je veux bien rendre public le moment auquel sont envoyées les convocations, je veux bien rendre public le moment auquel vos assistantes respectives reçoivent ces convocations. Je crois qu'il ne faut quand même pas trop souvent se défausser de ses responsabilités.

Je mets aux voix ce vœu.

Le Conseil approuve (non participation au vote du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Mme LE MAIRE - Merci. Je vous propose donc que nous puissions passer au point 4 à l'ordre du jour aujourd'hui, à savoir notre Débat d'Orientations Budgétaires.

IV – 14

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 4, intitulé :

Débat d'Orientations Budgétaires pour 2016

Mme LE MAIRE – Chers collègues, avant de passer la parole à Pascal Bolo, juste quelques mots. Nous allons débattre ce matin et poser la stratégie financière pour la Ville de Nantes pour l'année 2016 et au-delà. Je dis volontairement : « pour l'année 2016 et au-delà » parce que chacun mesure que les choix que nous allons faire cette année seront décisifs dans les grands équilibres du mandat.

Notre prochain Conseil, au mois de décembre, permettra, une fois cette stratégie posée, d'entériner concrètement nos choix budgétaires à l'occasion du vote du budget. C'est donc une étape dans la construction de ce budget dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Chacun le mesure : ce débat intervient dans un contexte contraint. Pour mémoire, je rappelle que la baisse des dotations de l'État à la Ville de Nantes représente 25 millions d'ici 2017. En deux ans, 2014 et 2015, la ponction est déjà effective à hauteur de 10,6 millions. Pour 2016 ce seront sans doute 7 millions d'euros. C'est pour le moins conséquent, je ne reviens pas sur ce sujet sur lequel nous nous sommes les uns et les autres largement exprimés.

Pour autant, nous faisons le choix que Nantes reste à l'offensive. À l'offensive parce qu'il en va de l'intérêt de la Ville, parce qu'il en va de l'intérêt des Nantaises et des Nantais. Ainsi sont prévus sur le mandat 356 millions d'euros d'investissement : le reflet d'une ambition réelle, le reflet que notre Ville est à l'offensive pour répondre aux besoins des habitants, pour préparer l'avenir au service des usagers, du service public, de la solidarité, de l'égalité.

Ce projet, il est porté naturellement en cohérence à la Métropole et à la Ville pour répondre aux défis qui sont devant nous : le développement de notre territoire au service de l'emploi, et la vigilance à préserver la qualité de vie qui fait, je crois, la singularité nantaise. Répondre aux enjeux de quotidienneté, d'égalité, de solidarité, de sécurité, voilà l'action dans laquelle nous sommes engagés.

La stratégie financière qui va vous être proposée ce matin repose sur trois principes : ne pas augmenter les taux d'imposition de la Ville comme je m'y suis engagée devant les Nantaises et les Nantais, la stabilité de la dette, et un plan d'économies qui sera arrêté avec un objectif cible à hauteur de 10 millions d'euros.

C'est à partir de ces orientations que Pascal Bolo va nous présenter la stratégie financière de la Ville, que nous allons débattre aujourd'hui, avant de préparer le budget 2016 qui sera soumis à notre Conseil au mois de décembre. Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint – Merci Mme le Maire. Effectivement, traditionnellement, comme le prévoit le Code général des collectivités territoriales, nous allons avoir un débat que je vais essayer d'introduire sur les orientations du budget que nous adopterons au Conseil municipal de décembre.

Évidemment, le budget d'une collectivité locale n'est pas sans origine, en tout cas il dépend assez largement d'une situation économique globale et générale. Cette situation, vous la connaissez. Il y a une reprise graduelle de l'économie française, peut-être pour dire qu'elle n'est pas aussi nette et aussi forte que nous le souhaiterions tous, avec une croissance inscrite (en tout cas en termes de prévision du projet de loi de finances 2016) de 1,5 % et de 1 % d'inflation en 2016.

Nous sommes toujours dans un contexte de croissance extrêmement faible, trop faible, et d'inflation également extrêmement faible.

La situation des finances publiques : le redressement est en marche puisque le déficit public se réduit. Il s'est réduit en plus ces dernières années dans la justice, puisqu'il y a eu une réduction en France des inégalités entre les plus démunis et les plus riches de nos concitoyens, ce qui montre bien que les mesures qui avaient été prises dans les premières années du quinquennat

IV – 15

de François Hollande sous la houlette de Jean-Marc Ayrault ont été des mesures de redressement prises, mais également dans la justice.

Dans ce contexte, les collectivités locales font face évidemment à une situation nouvelle. On dit « nouveau paradigme » parce que c'est le mot à la mode, c'est aussi pour dire, plus simplement, que la situation que nous connaissons n'est pas une conjoncture qui serait défavorable, n'est pas un effort qui nous serait demandé momentanément et qui pourrait cesser lorsque la situation se serait redressée.

Non, nous sommes bien face à une nouvelle structure de financement, un nouveau modèle économique de financement des collectivités locales. Donc, nous avons une poursuite de cet effet ciseaux que nous avons constaté ensemble depuis plusieurs années, une réduction des marges de manœuvre avec une épargne qui continue de décroître malgré des dépenses de fonctionnement toujours mieux maîtrisées, et une réduction de l'investissement public local avec une diminution de plus de 11 % en 2014 pour ce que l'on appelle le bloc communal, c'est-à-dire qui regroupe les communes et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale, tout cela évidemment n'étant pas sans effets néfastes sur la réalité de la croissance dans notre pays puisque 75 % de l'investissement public – et si l'on prend l'investissement public civil, c'est plus de 80 % – en France est porté par les collectivités locales.

Par ailleurs, si parfois cet investissement, on le reverra tout à l'heure, est financé par de la dette, c'est ce que je m'obstine à appeler une bonne dette puisque c'est de la dette qui prépare l'avenir, c'est de la dette qui crée des équipements, c'est de la dette qui fonde l'État et la structure sur laquelle le développement économique et donc le développement de l'emploi pourront se poursuivre.

Donc, cette situation exige de notre part des réponses non seulement pour l'année 2016, mais, vous venez de le dire Mme le Maire, pour tout un mandat, pour arriver à combiner la réalité de cette situation financière, arriver à maintenir le haut niveau d'investissement sans lequel il n'y a pas de préparation de l'avenir et sans lequel nous ne jouerions pas notre rôle de grand donneur d'ordre économique, les emplois, les entreprises attendent.

Vous rappelez souvent, Mme le Maire, que lorsque vous rencontrez des représentants du bâtiment et des travaux publics, ils vous disent qu'heureusement qu'en Pays de la Loire il y a la Loire-Atlantique et heureusement qu'en Loire-Atlantique il y a la Métropole nantaise pour porter et maintenir un niveau de commandes publiques structurantes. Ce n'est pas de l'argent qui est jeté par les fenêtres, c'est de l'argent dépensé utilement pour qu'ensuite les entreprises puissent mieux développer leurs affaires et que l'économie et donc l'emploi, je le répète, puissent s'améliorer.

Donc voilà : le contexte, c'est la baisse des concours financiers de l'État qui se poursuit. Vous voyez l'effort total et vous vous êtes exprimée sur le sujet, Mme le Maire : le projet de remise à plat de la dotation globale de fonctionnement n'est pas sans générer quelques inquiétudes, mais je ne doute pas que les discussions actuellement en cours et que le débat parlementaire pourront venir éviter une nouvelle ponction sur les concours financiers de l'État, notamment envers la Ville de Nantes et la Métropole nantaise, mais également d'autres, parce que là effectivement nous serions dans des situations qui arriveraient à la limite de nos capacités et de nos possibilités d'ajustement.

Cela étant, une remise à plat de la dotation globale de fonctionnement pour plus de péréquation et pour remettre un peu d'ordre, de simplicité et de lisibilité dans les concours de l'État qui sont devenus d'une complexité extrême, n'est évidemment pas du luxe, et c'est une bonne idée. Encore faut-il que soit reconnue d'abord la situation particulière des métropoles comme porteurs de la croissance et vecteurs de diffusion de cette croissance sur l'ensemble du territoire, et également que soit prise en compte la réalité des charges de centralité qu'assument et la Métropole nantaise et la Ville de Nantes comme beaucoup de leurs homologues.

IV – 16

Voilà le tableau financier de cet effort de 11 milliards d'euros sur la période 2015-2017 qui est demandé à l'ensemble des collectivités locales.

Pour affronter l'avenir, il faut savoir d'où l'on vient, et où en sommes-nous. En 2014, pour la première année nous avons connu une baisse de nos recettes de fonctionnement. C'est la première fois que cela arrive : -0,4 %, dont une perte de dotation de 3 millions de la part de l'État. L'accroissement des dépenses, 3 %, et nous allons voir qu'une augmentation de dépenses de 3 %, c'est une augmentation parfaitement maîtrisée. Évidemment, +3, -0,4, c'est l'effet ciseaux qui conduit à une réduction de l'épargne brute et c'est là que nous avons quand même, dans cette difficulté qui je le répète est structurelle, nous avons une chance que nous nous sommes offerte, c'est que nous avons une situation de départ et notamment un taux d'épargne brute qui était encore de 12 % il y a quelques années, qui nous permet d'encaisser ce choc et cet effet ciseaux, en restant dans des conditions d'épargne qui, on va le voir, vont nous permettre de conserver un haut niveau d'ambition en matière d'investissement.

Mais cette tendance évidemment, elle se prolonge en 2015 puisqu'il y a en 2015 une nouvelle baisse des dotations de 7,6 millions et les efforts de gestion vont cependant permettre de conserver le niveau d'épargne de 2014 que vous voyez s'établir aux alentours de 9,4 %.

En 2014, nous avons un programme d'investissement tout à fait exceptionnel d'ailleurs comme l'a été exceptionnel tout le mandat précédent, avec plus de 78 millions de dépenses. Dépenses couvertes par des ressources propres atteignant 51 % avec un recours à l'emprunt limité, ce qui fait qu'en 2014 encore, je le rappelle, nous nous sommes désendettés.

C'est cela qui nous autorise aujourd'hui à pouvoir continuer à investir de manière importante parce que le travail de désendettement, il est fait. Il a été fait pendant de nombreuses années précédentes, et c'est cela aussi qui va nous permettre, cette vertu que nous avons eue (je mets « vertu » entre guillemets, n'exagérons rien, mais en tout cas cette sagesse)... Cette capacité d'anticipation que nous avons eue en diminuant notre endettement les années précédentes, ce qui représentait un effort chaque année, nous en recevons aujourd'hui les fruits en étant capables de maintenir, on va le voir, un haut niveau d'investissement malgré le contexte dont je parlais à l'instant.

Alors, le projet offensif dont Mme le Maire nous parlait, d'abord c'est pour répondre aux besoins des habitants au quotidien et préparer l'avenir, l'alliance des grands projets et de la quotidienneté, la solidarité et l'exemplarité, le soutien à l'activité économique au service de l'emploi, la transition énergétique, économique et numérique, et tout cela avec une méthode transversale qui est celle de la coconstruction, avec le dialogue avec les citoyens toujours renouvelé et toujours amplifié.

C'est cela que nous devons faire et nous n'avons pas une stratégie financière qui serait hors-sol, qui se satisferait d'elle-même et qui se concevrait non seulement en dehors du contexte, mais en dehors d'objectifs. La stratégie financière, elle est au service de ces objectifs-là.

Donc, nous devons, si nous voulons atteindre tous ces objectifs, garantir un taux d'épargne brute de 8 % sans recourir au levier fiscal, Mme le Maire vient de le confirmer. Dès lors, il faut générer les économies pérennes sur le budget de fonctionnement pour garantir ce niveau d'épargne brute et également continuer à nous développer.

Il est clair que tout développement de la Ville de Nantes raisonné, maîtrisé, aboutissant à la construction notamment des logements dont les Nantaises et les Nantais ont besoin, et des logements de toutes catégories et de tous ordres, c'est aussi ce développement, ce que l'on appelle l'effet volume de la recette fiscale, qui va nous permettre de garder le niveau d'épargne par, là, du coup, une action sur le niveau de recettes sans pour autant toucher au taux de fiscalité.

Donc, on a ce pilier essentiel de l'équilibre budgétaire qui est le niveau d'épargne brute. Nous devons garder ce socle à 8 %, en dessous duquel effectivement il serait difficile de garantir une épargne nette qui resterait positive.

IV – 17

Le maintien d'une ambition en matière d'investissement : nous l'avons dit, notre programme d'investissement est de plus de 350 millions d'euros sur la période 2014-2020. Cette programmation est ambitieuse. Je rappelle qu'elle se fait à périmètre non constant puisqu'un certain nombre d'équipements et de compétences de niveau métropolitain ont été transférés à Nantes Métropole avec, nous allons le voir tout à l'heure, une conséquence directe sur la dotation de compensation que nous percevons de Nantes Métropole, il ne faut jamais l'oublier, mais en tout cas cela fait qu'en termes de valeur absolue de niveau d'investissement, quand vous transférez le stade de la Beaujoire, le Grand musée d'art, le palais des sports de Beaulieu et un certain nombre d'équipements évidemment nouveaux qui ont été décrétés de niveau métropolitain dès leur élaboration, vous avez forcément un niveau, un périmètre d'investissement qui n'est plus tout à fait le même.

Donc 350 millions d'euros, 2014-2020, c'est un haut niveau d'investissement, ne nous y trompons pas.

Il s'agira de stabiliser le stock de dette : je l'ai dit, l'effort de désendettement a été fait. Et de la même manière qu'à Nantes Métropole nous pouvons nous réendetter avec mesure et maîtrise, là nous pouvons nous contenter de stabiliser le stock de dette en maintenant notre capacité de désendettement à son niveau actuel, tout cela est parfaitement possible. À condition naturellement que nous mettions en œuvre un plan d'économies sur le fonctionnement, et cela, mes chers collègues, il faut être très clair : il n'y a pas de voie alternative. Dès lors que l'on a joué sur le levier du taux d'épargne brute qui se réduit, dès lors que l'on a joué sur le levier d'un haut niveau d'investissement grâce à un maintien de notre niveau d'endettement, il faut pour résoudre l'équation mettre en œuvre un plan d'économies.

C'est pour cela que dès 2016, nous allons, après avoir constaté une baisse de 7 millions d'euros à minima des dotations de l'État, cela fera 18,2 millions d'euros en 2016 au total, nous devons résoudre cette équation financière.

Comment nous allons faire ? Pas de hausse, nous le répétons pour la sixième année consécutive. L'accroissement du produit fiscal pour autant est estimé à ce jour à 1,5 % qui combine à la fois la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives décidées en loi de finances, et ce sera probablement, au niveau de l'inflation, inférieur ou égal à 1 %, et la variation que je décrivais à l'instant, l'effet volume, la vitalité du territoire. Nous avons sur ce plan-là des nouvelles plutôt encourageantes.

Les dotations de Nantes Métropole, c'est le nouveau pacte métropolitain. La Commission d'Évaluation des Transferts de Charges du rapport des charges transférées à compter de 2015, le montant d'attribution de compensations sera réduit à hauteur de 20 millions d'euros en 2015. C'est-à-dire que lorsque vous entendez, parce que je l'entends encore, dire que la Ville de Nantes se débarrasserait de charges sur Nantes Métropole, c'est faux. La réalité, c'est que les transferts de charges sont compensés par l'allocation de compensation qui est en diminution, et cela fait 20 millions d'euros en moins sur le budget de la Ville de Nantes en 2015. Et ce sera 24,4 à compter de 2016 puisqu'il y aura un effet année pleine.

En 2016, Nantes Métropole versera donc une allocation d'attribution de compensation fixée à 21,6 millions d'euros, avec un remboursement de dette lié à des charges transférées de 478 000 euros.

La Ville de Nantes recevra également, c'est le pacte métropolitain financier qui a été passé entre les 24 communes, une dotation de solidarité de compensation qui évoluera au même rythme que le panier fiscal de Nantes Métropole. Là encore, relation directe entre le dynamisme du territoire, son dynamisme économique et la capacité de financement, et de Nantes Métropole, et de la Ville de Nantes.

Les autres impôts et taxes sont de toute façon des taux qui sont encadrés par la loi, la hausse pour la taxe finale de compensation de l'électricité et pour la taxe locale sur la publicité extérieure. Je précise sur cette dernière que nous restons naturellement dans le strict respect de l'accord que nous avons passé au moment de sa mise en place avec la Chambre de

IV – 18

Commerce et d'Industrie, permettant notamment d'épargner très largement à la fois les commerces de centre-ville et les petites surfaces en termes d'enseignes de cette taxe importante, qui a pour but non pas de venir être une recette de poche ou d'équilibre pour les collectivités, mais de vraiment baisser le niveau de pollution visuelle par des enseignes trop importantes sur le territoire de notre agglomération tout entière.

L'évolution des recettes tarifaires est estimée à 3 %, sous l'effet combiné de la réévaluation des tarifs que nous avons décidée et de la hausse de fréquentation de certains services municipaux.

Ensuite, les dépenses de fonctionnement. Nous avons vu la contrainte qui pèse sur les recettes. Il faut donc en passer par le plan d'économies et en l'état actuel de nos prévisions, le budget 2016 devra intégrer un effort d'économies de 10 millions d'euros. Je vous le dis tout de suite, mes chers collègues, je ne l'ai caché ni en bureau municipal, ni en commission : c'est un objectif qui n'est pas facile à atteindre pour une raison assez simple, c'est qu'il y a toujours un effet report, un effet retard entre des décisions d'économies qui sont prises par exemple sur la masse salariale, et qui est un enjeu très fort pour notre budget (on sait que c'est près de 50 % de notre budget) et le moment où cette décision génère effectivement l'économie attendue.

Nous sommes sur une orientation non seulement pour 2016, mais aussi par anticipation sur les années à venir puisqu'une nouvelle baisse des contributions de l'État est malheureusement attendue pour 2017. Nous avons là un objectif global que nous allons essayer d'atteindre dès le budget 2016, mais qui vaut également pour la suite. Nous savons bien que 2016 ne marque pas la fin des efforts d'économies de fonctionnement que nous devons réaliser.

Il y a enfin la mise en place d'un pilotage structuré et efficient de la masse salariale, mise en place d'un pilotage, il était déjà là le pilotage, mais pour arriver à limiter l'évolution de la masse salariale avec une moyenne annuelle proche de 1 % par an sur le mandat, compte tenu de l'effet du fameux GVT, Glissement Vieillesse Technicité, qui est la traduction en masse salariale de la carrière des fonctionnaires territoriaux, évidemment, cette évolution de 1 % sur le mandat est plus qu'une maîtrise, c'est de fait une contraction de la masse salariale dont il est question.

Les relations partenariales devront être également renouvelées. Vous savez que c'est le deuxième grand enjeu financier pour le budget de la Ville de Nantes. Ce sont les concours au monde associatif et aux délégataires de service public. Vous l'avez souhaité et réaffirmé, Mme le Maire : les associations sont des acteurs indispensables du territoire et un élément d'efficacité essentiel de nos politiques publiques.

C'est pourquoi la municipalité continuera, en 2016 et ultérieurement, à avoir un engagement fort aux côtés du monde associatif pour fixer en commun les moyens par lesquels on peut combiner et la maîtrise de cet enjeu financier par la Ville et la poursuite de l'action de notre réseau, de notre tissu associatif, si important pour la cohésion sociale dans notre Ville.

C'est pour cela que, vous l'avez souvent rappelé, les associations bénéficiant d'une subvention inférieure à 3 000 euros ne seront pas concernées par les mesures d'ajustement et d'économie que nous avons prévues.

En revanche, il y aura des efforts demandés à la fois à nos délégataires de service public, comme nous demandons des efforts à nos propres services, mais également aux associations bénéficiant de subventions importantes et qui parfois, au fil des années, ont constitué des réserves qui ne sont jamais en soi scandaleuses, qui peuvent être la preuve, en tout cas l'indicateur d'une gestion sérieuse et raisonnable, mais dont nous ne pouvons plus nous permettre de continuer d'alimenter la croissance ou parfois le maintien lorsque ces fonds de réserve sont particulièrement importants. Tous ces efforts sont toujours faits dans le dialogue et la transparence avec les associations concernées. Je sais qu'Aïcha Bassal y est particulièrement attentive.

Donc, nous réserverons notre politique de subventionnement sur des actions prioritaires, d'abord la lutte contre les inégalités et la précarité, ensuite les actions de soutien à la

IV – 19

citoyenneté des habitants, la vie démocratique de la cité et les actions de sensibilisation aux enjeux et réalisations concourant à un développement durable. On retrouve là, en termes de stratégie financière et de subventionnements, les priorités politiques que nous avons décrites tout à l'heure. Donc, cet effort de gestion, il devra être partagé par l'ensemble des partenaires, mais là encore dans le dialogue, dans la discussion et sans mesure générale et unilatérale qui affecterait de manière un petit peu indistincte des situations associatives qui sont naturellement extrêmement différentes et contrastées.

La démarche d'optimisation devra se poursuivre sur tous les autres postes, essayer de dépenser moins d'argent dans les loyers, moins d'argent dans la gestion des fluides, moins d'argent pour les achats. Là encore, nous avons, même si elles ont déjà été largement entamées et explorées, quelques marges de manœuvre, des moyens d'économies pour quelques centaines de milliers d'euros après centaines de milliers d'euros, ajoutées à des dizaines de milliers d'euros.

Vraiment, on est dans une situation où ce sont les petits ruisseaux qui feront les grandes rivières, et la recherche d'économies devra être systématique parce que c'est elle qui nous permettra de réserver et de garder les moyens pour remplir nos objectifs prioritaires, pour respecter le mandat qui nous a été donné par les Nantais. Les recherches d'économies ne sont en aucun cas le vecteur de renoncement à quelque projet ou quelque promesse que ce soit. C'est au contraire le seul moyen de parvenir à les réaliser. Il faut que chacun en ait bien conscience.

Donc, cette démarche a été enclenchée depuis plusieurs mois et elle va permettre de hiérarchiser, de prioriser toutes les pistes d'optimisation permettant de dégager des marges de manœuvre financières supplémentaires. C'est à ce prix que nous arriverons à passer le cap, non seulement en 2016, mais aussi en 2017, tout en gardant les objectifs élevés en matière d'investissement.

Justement, les investissements. Programme prévisionnel en 2016 aux alentours de 58 millions d'euros, dont une enveloppe de 11 millions pour les travaux d'entretien durable et une enveloppe de 4 millions pour les travaux de mise aux normes visant à la prévention de la légionellose.

Vous savez que cette légionelle et le règlement qui va avec, c'est une vraie plaie puisqu'il nous est même arrivé de devoir, je dis cela pour l'anecdote, fermer les douches des vestiaires d'équipements sportifs parce que l'eau froide était trop chaude, et qu'il aurait fallu que nous refroidissions l'eau qui arrivait du réseau pour ensuite la chauffer très fort pour que le choc thermique soit suffisant pour supprimer ces « bêtes », sachant que la plupart de ces équipements sont utilisés par des sportifs en pleine santé que l'on pourrait inonder de légionelle sans qu'ils s'en portent plus mal.

Mais le règlement est le règlement, on ne peut prendre évidemment aucun risque et il faut équiper nos vestiaires, sportifs notamment, de systèmes de distribution d'eau chaude qui répondent aux normes sanitaires qui nous sont imposées.

Il y a également l'accessibilité des équipements publics. Nous avons encore du travail à faire en la matière, à l'efficacité énergétique et au raccordement, ce n'est évidemment pas incompatible, des bâtiments municipaux au réseau de chaleur. Nous avons là... Julie n'est pas encore revenue parmi nous, c'est dommage, mais je crois qu'il faudra mieux remettre en perspective et mieux isoler, dans nos comptes et dans les rapports que je vous en fais régulièrement, les dépenses qui sont liées directement ou indirectement à un objectif d'économie d'énergie, puisque lorsque l'on réserve une enveloppe budgétaire aussi conséquente à l'entretien du patrimoine municipal, naturellement, chaque fois que l'on change des huisseries, chaque fois que l'on refait un enduit de façade, chaque fois que l'on refait une isolation, on bénéficie des fruits de cet effort en matière d'efficacité énergétique et de réduction des gaz à effet de serre. Vous voyez que tout est lié en la matière.

IV – 20

En 2016, pour en revenir là, nous aurons quelques projets d'investissements qui sont l'illustration là encore de cette alliance entre les grands projets et les projets du quotidien. La fin des travaux de rénovation de l'école du Grand-Carcouët, l'aménagement de l'école Jacques-Tati, le lancement de la restructuration de l'école Louise-Michel, cela c'est pour l'éducation.

Pour le sport, les travaux du plateau sportif du Petit-Port, la réfection du terrain synthétique Audubon, le lancement des études pour la couverture des trois courts de tennis de la Durantière, Nantes est un peu à la traîne sur le nombre de courts de tennis couverts.

Et puis dans le secteur de la vie associative, la poursuite des travaux du pôle associatif Désiré-Colombe, avec également un multiaccueil petite enfance.

Enfin, dans le secteur culturel, mais ce ne sont que des exemples, des illustrations, le déploiement du système RFID sur lequel Aymeric est intarissable, sur l'ensemble des médiathèques et bibliothèques de la Ville. Je le dis avec le sourire, mais avec conviction puisque c'est un système qui va permettre de libérer le temps de travail et de présence de nos agents de bibliothèques pour mieux être dans leur rôle de médiation et de promotion de la lecture et du livre, et être moins dans les tâches de gestion des stocks de prêts de livres, puisque ce système va permettre d'automatiser, sans supprimer le moindre emploi, le prêt et le rendu des livres auprès des Nantaises et des Nantais, je pense notamment aux jeunes.

Voilà, mes chers collègues. J'étais à peu près sûr d'être arrivé au bout, mais pas totalement. Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Jeanne Sotter.

Mme SOTTER, Conseillère municipale – Mme le Maire, mes chers collègues, ce Débat d'Orientations Budgétaires se caractérise, comme l'an passé, par des marges de manœuvre très restreintes. On l'a rappelé : fort désengagement de l'État de manière forte et brutale, et de l'autre côté, une augmentation des dépenses, même si c'est de manière maîtrisée.

Ce désengagement risque d'ailleurs de devenir la norme et même si la situation économique semble très légèrement s'embellir, nous ne pouvons plus miser sur une croissance importante dans les mois ou les années qui viennent.

Nous nous trouvons donc à un moment important parce que c'est un moment où les choix stratégiques qui engagent notre collectivité sont à renouveler, à un moment où les mutations du monde, les soubresauts ou les défis qui en découlent nous demandent aujourd'hui d'adapter notre action politique. Ces choix témoignent tout d'abord d'un souci toujours fort de préparer demain. Le niveau d'investissement est maintenu dans des domaines tout aussi importants que l'éducation, la solidarité, l'environnement, le service aux usagers, la culture, le sport, le patrimoine ou le cadre de vie.

Il y a de cela deux mois, au mois de juin, la revue *Challenges* (qui n'est peut-être pas forcément ma revue préférée) posait cette question à un Parisien : s'il devait partir de Paris, quelle ville choisirait-il ? Un sur deux a dit : « C'est la ville de Nantes que je choisirais, non seulement pour son attractivité économique qui est bien évidemment importante, mais aussi grâce à son niveau de vie, à sa qualité de vie. » C'est un caractère qu'il faut absolument préserver pour ceux qui peuvent venir et pour les Nantais actuellement.

Il faut rappeler également que cet investissement qui sera maintenu à un haut niveau a un effet boule de neige. Chaque fois qu'il y a un euro d'investi par la Ville de Nantes, cela permet de cristalliser d'autres investissements qui nous permettront de maintenir notre dynamisme économique. Et ce dynamisme est vraiment une responsabilité des collectivités locales qui à elles seules représentent à peu près 75 % de l'investissement dans ce domaine.

Soulignons aussi que ces investissements se feront en préservant nos capacités d'épargne et sans alourdir le stock de dette qui sera cette année stabilisé. Par ailleurs, les limitations budgétaires drastiques qui nous sont imposées nous permettent plus que jamais de prendre

IV – 21

acte de la nécessité de changement, de réfléchir à la sobriété et à l'efficacité de l'action avant chaque euro dépensé.

C'est une orientation que la Ville s'est donnée déjà depuis plusieurs années, et c'est heureux. Mais il convient aujourd'hui encore d'aller plus loin, et c'est cette stratégie que nous proposons les orientations budgétaires qui ont été proposées. Profitons de ces changements structurels pour transformer les contraintes d'aujourd'hui en atouts pour demain.

Enfin, et je tiens également à le souligner, cette stratégie se fait en préservant les Nantais car il s'agit bien de choisir de maintenir un haut niveau de service public, avec une efficacité renforcée, tout en préservant le pouvoir d'achat des Nantais, car cette année encore, l'engagement de ne pas augmenter les impôts sera respecté. Nous sommes particulièrement attachés à cet engagement qui doit être tenu pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et notamment des classes moyennes qui portent une grande part de l'impôt local.

La traduction de ces orientations en budget définitif devra faire l'objet d'une grande vigilance et d'une grande minutie. C'est un peu un travail de funambule qu'il s'agira de mener là en suivant le fil qui court entre les contraintes, les restructurations et les ambitions maintenues. Pour l'heure, le PRG et le MRC soutiennent ces orientations budgétaires proposées aujourd'hui car elles respectent les engagements qui ont été pris devant les Nantais et elles témoignent d'une vision à la fois ambitieuse, dynamique et progressiste pour notre Ville. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint – Merci Mme le Maire. Chers collègues, le contexte dans lequel nous tenons notre Débat d'Orientations Budgétaires est particulièrement difficile et les motifs d'inquiétude et de colère ne manquent pas. Ainsi, poursuivant sa politique de réduction des déficits publics de l'État, le Gouvernement a annoncé une nouvelle ponction sur les collectivités territoriales pour 2016. Une économie de 1,6 milliard d'euros en 2016 en plus des 1,2 milliard devant être réalisée avant la fin de cette année 2015 viendrait s'ajouter à la baisse programmée de 3,7 milliards d'euros chaque année jusqu'en 2017, pour un montant cumulé de 18 milliards d'euros, en majeure partie assumé par le seul bloc communal.

Pour la Ville de Nantes, cela se traduit par une diminution des dotations de 10,6 millions d'euros en 2015, de 7 millions d'euros en 2016, pour un total cumulé de 25 millions d'euros sur la période, comme cela vient d'être rappelé. À cela s'ajoute la réforme de dotation globale de fonctionnement qui doit connaître une baisse de 16,8 % dans la même période.

Dans ce contexte, l'engagement de Johanna Rolland sur ce sujet est précieux et les groupes de la majorité municipale l'ont exprimé collectivement cette semaine : poursuivre dans cette voie, c'est conduire les collectivités, notre collectivité, à l'asphyxie budgétaire. C'est remettre en cause le soutien à l'économie locale et à l'emploi, c'est pénaliser les associations, les acteurs de la vie locale. C'est remettre en cause l'emploi public et la qualité du service public, le soutien aux populations les plus défavorisées.

Cette ponction des recettes publiques amplifie l'effet ciseaux que vient de nous rappeler Pascal Bolo, que connaissent nos Villes avec les évolutions plus rapides des dépenses que des recettes de fonctionnement, au point que la Cour des comptes pourtant si prompte à exiger des économies, s'inquiète dans son rapport de 2015 sur la chute de 12,4 % de l'investissement du bloc communal en 2014, soit une perte sèche de 4,3 milliards d'euros pour le tissu économique local.

Injuste, totalement inefficace, l'orientation libérale assumée du Gouvernement est catastrophique pour la gauche, catastrophique pour nos collectivités, catastrophique pour la vie quotidienne de nos concitoyens. La croissance reste atone et la courbe du chômage ne s'inverse pas, alors que les cadeaux fiscaux sans contrepartie au patronat ont été considérables, à l'exemple du CICE.

IV – 22

Pire : le CICE finance aussi les licenciements. Hier à la SEITA, 1,3 million pour licencier 327 personnes, aujourd'hui Air France qui a perçu 67 millions d'euros de CICE en un an et veut supprimer 2 000 emplois.

Enfin, et c'est bien le comble, ces politiques sont inefficaces à réduire une dette publique qui a connu une croissance de 50 milliards d'euros au cours du premier semestre de l'année 2015 et frise maintenant les 98 % du produit intérieur brut. C'est là un point de diagnostic national qui me différencie de Pascal Bolo, mais je préfère être là, moi, pour le lui dire.

C'est dans ce contexte que nous débattons d'orientations budgétaires décisives puisqu'elles vont définir notre stratégie financière pour la durée du mandat. De ce point de vue, nous nous félicitons que soit réaffirmée notre ambition commune de répondre aux attentes des Nantaises et des Nantais, conformément aux engagements pris devant les électeurs.

Ainsi, le plan pluriannuel d'investissement prévoit l'engagement de 356 millions d'euros sur la période 2014-2020 avec l'ambition de répondre aux priorités fixées : l'éducation, la petite enfance, l'innovation, la santé, la culture bien sûr, et parce qu'il s'agit d'apporter notre contribution concrète à l'avenir de la planète, nous voulons répondre aux défis de la transition écologique.

La majorité tient ses engagements et au-delà des effets médiatiques, si chaque provocation gouvernementale, génératrice de colère sociale, créait la situation que nous connaissons ce matin, nous pouvons convenir ensemble que les institutions de la République seraient ces derniers temps plutôt clairsemées.

Avec 58 millions d'euros d'investissements prévus en 2016, nous participons directement à la croissance, à la création de richesses, à la création d'emplois et par conséquent à la sortie de crise. Nos investissements ne sont pas cotés en Bourse. Ils portent en eux les valeurs de la gauche dont nous sommes fiers et améliorent directement la vie quotidienne des Nantaises et des Nantais avec de nombreux travaux engagés dans les écoles, sur les terrains de sport, dans les médiathèques dont Pascal Bolo parle désormais effectivement aussi bien que moi. Bref, autant de petits et grands projets utiles et concertés.

Parce que la solidarité est une de nos valeurs cardinales, nous poursuivrons également nos politiques de soutien en faveur de nos concitoyennes et concitoyens, en particulier aux plus défavorisés, comme en témoigne la restauration sociale Pierre-Landais ou des bains-douches municipaux. Les éléments de confiance crédibilisent les orientations budgétaires proposées.

Ainsi, notre Ville est peu endettée, avec un stock de dette de 240 millions d'euros et une dette de 826 euros par habitant, inférieure de 30 % à la moyenne de sa strate. Nous dégageons une épargne de gestion de 44,71 millions d'euros qui permet un autofinancement de 51 % de nos investissements. Nous voulons stabiliser le stock de la dette et pour autant, les taux d'intérêt très bas et les marges bancaires existantes dans cette période nous permettent le recours à l'emprunt.

Dans un contexte de contrainte budgétaire, ces marges de manœuvre qui permettent la mise en œuvre de politiques publiques dynamiques sont le résultat de choix politiques majeurs engagés lors de nos précédents mandats. C'est dans ce contexte qu'est soumis à notre débat un plan d'économies de 10 millions d'euros pour l'année 2016. Conscients des enjeux budgétaires, les élus du groupe communiste entendent prendre cette question avec le plus grand sérieux, en pleine responsabilité et avec toute la transparence nécessaire.

Un plan d'économies suppose une expertise aboutie afin de vérifier sa capacité à atteindre les objectifs. En l'occurrence, ce plan a pour objectif de nous permettre de passer le cap de ce mandat. De ce point de vue, nous exprimons des craintes quant à son succès dès lors que le Gouvernement s'obstine à matraquer chaque année un peu plus les collectivités locales.

Comme nous le portons à propos des aides au développement économique, notre responsabilité de la gestion des deniers publics nous incite naturellement au contrôle et à

IV – 23

l'efficacité de l'utilisation des subventions. La commission de réflexion sur les critères d'attribution des subventions mises en place doit poursuivre son travail avec détermination.

Enfin, ensemble, nous affirmons l'exigence d'un service public municipal d'un haut niveau de qualité, atout du développement, de protection des droits, dans cette grave crise sociale et économique. Il suppose des moyens humains et financiers, il suppose des emplois et des postes.

À l'heure où des villes suppriment plusieurs centaines d'emplois, nous restons les adversaires déterminés de celles et ceux qui attaquent le statut de la fonction publique et salissent du même coup les fonctionnaires, d'où qu'ils viennent. Nous, nous ne connaissons pas de postes de fonctionnaires inutiles. Chacun d'entre nous, dans ses compétences et son domaine d'expérience, peut concrètement constater le travail formidable engagé par les agents de la mairie de Nantes et à ce jour, aucun élément n'indique la possibilité de réduire le nombre d'agents au regard des politiques publiques que nous menons.

C'est pourquoi, afin d'être le plus pertinent possible dans notre choix, notre groupe propose la réalisation d'une concertation sur les services publics associant les personnels, leurs organisations syndicales, les groupes politiques.

Pour conclure, comme les groupes de notre majorité l'ont déclaré publiquement, l'efficacité et la justice c'est un réexamen du plan de réduction des dotations de l'État, c'est l'arrêt des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense, c'est une réforme fiscale d'ensemble qui encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi et les services publics.

Nous lançons aujourd'hui un appel aux Nantaises et aux Nantais à s'engager à nos côtés pour y parvenir. Je vous remercie de votre attention. Avec mes excuses pour avoir été un peu long, mais ce Débat d'Orientations Budgétaires engageant le mandat, c'était nécessaire, et j'ai pu profiter, du reste, du temps de parole de ma voisine Pascale Chiron qui me l'a laissé, qui était d'accord avec moi, je le dis. J'en ai profité. Merci à vous.

Mme LE MAIRE – Merci. Laurence Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire. J'ai écouté avec beaucoup de plaisir l'intervention de mon collègue communiste Aymeric Seassau. Je ne l'ai d'ailleurs pas trouvé long, et puis je trouve qu'il faut profiter de cette chance qui nous est donnée ce matin d'être à effectif restreint pour débattre sur ce DOB, au contraire pour que chacun puisse défendre ses convictions.

Je voudrais commencer mon intervention en félicitant, une fois n'est pas coutume, M. Bolo. M. Bolo, vous êtes remarquable. On savait déjà que vous étiez un grand sportif, M. l'Adjoint aux finances, mais là, mais dépassez tout ce que l'on avait pu imaginer. Je crois que c'est un peu comme dans l'émission de télévision, on a vraiment envie de dire : « Pascal Bolo a un incroyable talent. »

Vous avez effectivement un incroyable talent, M. Bolo, parce que nous sommes quand même dans une situation financière qui est tendue, avec des contraintes budgétaires qui viennent d'ailleurs majoritairement de la baisse des dotations de l'État, lequel État, faut-il le rappeler, est quand même aujourd'hui gouverné par votre propre majorité socialiste.

Ces tensions budgétaires, s'y ajoutent également, vous l'avez évoqué rapidement, la question de l'incertitude sur la DGF et la question de l'augmentation des dépenses qui y fait face, vous l'avez rappelé, avec l'effet ciseaux, avec à la diminution des recettes. Mais vous, M. Bolo, vous ne laissez rien paraître, ou si peu, de cette inquiétude, et vous préférez serrer les dents – je reste courtoise, même si nous sommes à effectif réduit –, vous préférez serrer les dents alors que nous devrions nous serrer la ceinture.

Bien sûr, nous l'avons noté, il y a quelques économies qui sont prévues dans les différents services de la Ville et nous avons conscience des efforts que vous demandez, Mme le Maire,

IV – 24

M. l'Adjoint aux finances. Nous avons également conscience des efforts que réalisent les services pour répondre à ces impératifs de réduction de la dépense. C'est toujours difficile de faire aussi bien, et je suis persuadée que c'est l'ambition des services de la Ville, avec moins de moyens.

En revanche, nous avons le sentiment que ces économies que vous proposez ne s'inscrivent pas, et c'est là que les choses se compliquent, dans une vision de long terme de réduction de la dépense publique. On a l'impression que l'on attend à Nantes on ne sait pas trop quoi d'ailleurs, peut-être une conjoncture meilleure, peut-être que l'État modifie sa politique vis-à-vis des collectivités.

Alors oui, il y a des efforts, mais qui restent limités (mes collègues en diront un mot tout à l'heure) et surtout, des efforts qui ne s'inscrivent dans aucun plan d'économies d'envergure sur la durée du mandat. Je le rappelais il y a quelque temps à la Métropole : beaucoup de grandes Villes françaises, Mme le Maire, ont fait le choix de construire dès 2014 des plans d'actions pour anticiper les difficultés auxquelles les Villes auront à faire face dans les années à venir.

De ce point de vue-là, nous regrettons, nous le disons clairement, nous regrettons que Nantes préfère agir au coup par coup, sans doute pour ne pas avoir d'annonces trop difficiles à faire. Parce que je crois que c'est cela, le vrai sujet, et je m'en suis ouverte très librement à vous Mme le Maire lorsque nous nous sommes vues il y a quelques jours. Je crois que c'est cela, le vrai sujet. Le vrai sujet, c'est qu'effectivement, il pourrait y avoir dans les années à venir des annonces difficiles à faire. Aujourd'hui, ces annonces on a clairement l'impression que vous refusez de les faire.

Vous nous aviez dit en 2014, Mme le Maire, que vous maintiendriez le montant des subventions aux associations. Et vous nous parlez de rénovation des relations partenariales, M. Bolo, façon de dire pudiquement que vous allez revoir à la baisse le montant de l'enveloppe globale attribuée aux associations nantaises, à hauteur de 5 %.

Vous nous aviez dit Mme le Maire, en 2014, que vous étiez favorable au maintien des effectifs. Je vous cite : « J'ai pris un engagement très clair sur les effectifs, qui est le maintien des effectifs. Je ne suis pas pour la décroissance. » Si tant est qu'il y ait un lien entre la question des effectifs et la décroissance. Là-dessus, nos collègues verts, mais ils sont absents ce matin malheureusement, pourraient peut-être nous éclairer.

Vous nous dites aujourd'hui qu'il faudra également rechercher des économies de fonctionnement sur la masse salariale. Je ne reviens pas non plus sur la question de la hausse des impôts locaux à la Métropole qui s'apparente, pour nos concitoyens nantais, à une véritable imposture, compte tenu des engagements que vous aviez pris.

Alors oui, Mme le Maire, nous avons fait un autre choix. Nous avons fait le choix de la responsabilité. Nous avons fait le choix de dire aux Nantais que des efforts seraient indispensables. Et je crois qu'aujourd'hui, c'est votre responsabilité dans les cinq années qui viennent, en clarté, en transparence, comme vous le dites souvent, je crois que c'est votre responsabilité de dire aux Nantais les efforts que la Ville aura à faire dans les années à venir, parce que la montée du Front National, Mme le Maire, dont personne ici dans cette assemblée ne se réjouit, eh bien je crois qu'elle est directement liée à ces mensonges permanents qui exaspèrent et qui désespèrent nos concitoyens.

Voilà, M. l'Adjoint aux finances, Mme le Maire, ce que je voulais vous dire sur ces orientations budgétaires pour 2016. Je vois que cela fait rire M. Bolo. Écoutez, tant mieux si cela vous fait rire, moi je pense que la situation est très compliquée. Nous souhaitons la réussite de notre Ville, nous souhaitons qu'elle soit capable de relever les défis qui l'attendent, mais malheureusement Mme le Maire, le Débat d'Orientations Budgétaires que vous nous proposez ne donne pas de cap et nous laisse le sentiment, si j'osais un jeu de mots, que tout va « à Bolo » dans cette municipalité.

IV – 25

Enfin Mme le Maire, je voudrais revenir pour terminer sur cette belle unité que vous avez affichée vendredi dans la presse au sujet du Débat d'Orientations Budgétaires et dont on voit aujourd'hui par le nombre d'absents au sein de cette assemblée qu'elle n'est plus d'actualité. Je crois qu'aujourd'hui, cette unité avec les verts est très fragilisée et d'une certaine manière, on pourrait presque le comprendre puisque les verts nous disent que vous vous étiez engagés à attendre l'épuisement complet des recours avant d'engager les procédures de travaux à Notre-Dame-des-Landes.

Ce que je vous demande simplement Mme le Maire, et nous réaffirmons avec mes collègues de la droite et du centre notre soutien à ce projet d'aéroport, je vous demande simplement de nous réaffirmer aujourd'hui, devant cette assemblée, le contenu de votre accord de second tour aux élections municipales de 2014. Est-ce qu'il concernait les recours qui étaient en cours d'examen à l'époque, ou est-ce qu'il concernait l'ensemble des recours déposés depuis ? Manifestement, dans cette histoire, l'un des deux ment, et on aimerait simplement savoir lequel.

Mme LE MAIRE – Merci. Élisabeth Lefranc.

Mme LEFRANC, Adjointe – Mme le Maire, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord saluer le travail qui vient de nous être présenté par Pascal Bolo en introduction de notre Débat d'Orientations Budgétaires, remercier les services concernés qui ont été mobilisés pour cet exercice important.

La présentation que nous venons d'avoir reflète trois choses fondamentales. Tout d'abord, notre bonne gestion de la Ville de Nantes, qui se traduit par une assise financière saine. Ensuite, notre souci permanent de réfléchir de manière globale, transversale, anticipée et responsable, et enfin notre engagement à travailler au service des Nantais, de tous les Nantais, des générations d'aujourd'hui et des générations futures.

Alors oui, le contexte financier de 2016 est difficile. Oui, nous devons, comme tous les acteurs publics français, continuer de participer à l'effort engagé par l'État pour le redressement des comptes publics. Mais, mes chers collègues, le redressement des comptes publics, cela n'est pas un choix de principe. C'est la seule manière que nous ayons de conserver, de garder notre liberté, notre indépendance. Un État qui ne maîtrise pas ses comptes publics est à la merci des décisions et des arbitrages de ses créanciers.

C'est pourquoi le redressement des comptes publics, au-delà de l'engagement du Président de la République, est une absolue nécessité. Alors cette détermination, cette volonté, elle tranche évidemment avec l'attitude des précédents gouvernements de droite qui ont par leurs choix, leurs erreurs ou leur laxisme, alourdi la dette de notre pays.

Rappelez-vous, Mme Garnier, rappelez-vous, vous qui nous rappelez vous-même que les contraintes budgétaires viennent de l'État, rappelez-vous, vous qui nous dites que vous voulez la clarté et la liberté (parce qu'il est bon de comprendre pourquoi nous sommes dans cette situation aujourd'hui), rappelez-vous qu'en 2012 les comptes de la France étaient dans une situation catastrophique. Nous avons un dérapage sans précédent du déficit public sur la période 2007-2011. Il frôlait les 6 % du PIB et ce en dépit des nombreux discours, des nombreuses promesses de le ramener à 3 %.

Rappelez-vous, Mme Garnier, le niveau record d'endettement qui faisait que la charge d'intérêt de la dette était le deuxième poste de dépense de l'État en 2012. Alors, notre responsabilité, notre ligne de conduite, vous le dites vous-même, cela n'est pas de raconter des histoires aux Nantaises et aux Nantais, mais bien de dire les choses. Et la vérité, c'est qu'une situation d'endettement lourd ne se corrige pas en deux ou trois ans. Il faut des mesures drastiques et du temps pour assainir la situation, et c'est bien ce que le Gouvernement s'est engagé à faire.

Pour autant, l'importance de l'effort pour les collectivités locales les met face à ce que nous a si bien décrit Pascal Bolo, ce nouveau paradigme, ce nouveau modèle qui est d'absorber une baisse majeure des dotations de l'État dans un contexte d'évolution plus rapide des dépenses que des recettes de fonctionnement. Et c'est pourquoi le groupe des élus socialistes, PRG et

IV – 26

MRC a soutenu la demande d'un réexamen d'un plan de dotations de l'État : puisqu'il considère que cet effort est trop important.

Dans ce contexte financier contraint de diminution des recettes publiques, la Ville de Nantes ne se résigne pas, ne baisse pas les bras, bien au contraire. D'abord, nous faisons le choix de tenir nos engagements. Pas d'augmentation des taux d'imposition, maintien d'un haut niveau d'investissement. Ensuite, nous faisons le choix de conserver l'ambition que nous avons de répondre aux besoins des habitants tout en préparant l'avenir, de développer l'attractivité de notre territoire au service de l'emploi, d'assurer pour chaque Nantaise et Nantais un service public de proximité et de qualité, de veiller à maintenir le même niveau de solidarité envers les plus fragiles.

Mais nous sommes réalistes et responsables, c'est pourquoi notre budget 2016 présentera un plan d'économies qui sera la déclinaison du travail de l'ensemble des directions que nous pouvons remercier d'ailleurs, pour recenser, hiérarchiser, prioriser les mesures nécessaires. Pour toutes ces raisons, Mme le Maire, chers collègues, nous soutiendrons les orientations budgétaires proposées.

Mme LE MAIRE – Merci. Pierre-Emmanuel Marais.

M. MARAIS, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, nous savons toutes et tous que nos collectivités territoriales font face à un contexte financier inédit. Inédite, en effet, la perte des ressources pour la Ville de Nantes : 7,6 millions d'euros en 2015, 10,6 millions d'euros en 2016. Inédite car c'est la fin d'un cycle. Inédite, et c'est pour cela que le DOB est l'occasion de rappeler que notre objectif commun est de continuer à développer et à investir des politiques innovantes. Donnons la priorité à l'éducation, à la petite enfance et au numérique.

Pour maintenir un taux d'épargne correct, donc un niveau d'investissement conforme à nos engagements de campagne, il nous faut valider une stratégie financière adaptée qui passe par une rationalisation des dépenses de fonctionnement et une optimisation du recours à l'emprunt.

Depuis 2010, avec la suppression de la taxe professionnelle par le Gouvernement Sarkozy, nous assistons impuissants à une recentralisation de la France. La baisse de la DGF n'en est qu'un nouvel avatar.

Pour nous, à l'UDB, l'heure n'est plus à réclamer une modification de cette DGF ou toute autre sous-mesure compensatoire, car la crise que nous vivons est une crise de répartition des richesses. Mais convenez-en : cette répartition est aussi territoriale.

Ainsi, c'est une double réforme que nous souhaitons, réforme de l'organisation territoriale (je ne reviendrai pas ici sur la non-réunification de la Bretagne), réforme de la fiscalité. Pour nous, à l'UDB, ce débat doit être le débat de l'autonomie de nos Villes et de nos Métropoles, une autonomie qui permet de vivre et de décider ici à Nantes, dans le respect de la solidarité nationale évidemment. Cette autonomie n'est pas un repli sur soi, mais bien au contraire un chemin, un chemin pour améliorer l'action publique au plus près des habitants.

À l'inverse de la plupart des pays européens, les Régions et Villes françaises ne disposent pas des moyens politiques, législatifs et financiers pour agir sur leur territoire afin de favoriser l'activité économique, culturelle, et le vivre ensemble. Leur action au plus près des territoires est insuffisante car les lois s'appliquent nationalement et ignorent les particularités locales. Cette autonomie fiscale et politique n'est pas une utopie. Elle est appliquée dans de nombreux territoires et porte ses fruits. De Bruxelles à Berlin, de Vienne à Édimbourg, de grandes métropoles européennes dynamiques se sont une à une levées pour réclamer et obtenir un statut différencié, leur permettant de s'émanciper de la tutelle de l'État et avoir les moyens de leur politique.

À l'heure où Nantes préside Eurocities et souhaite s'inscrire dans le concert des grandes métropoles européennes, le constat est amer. Faute de suffisamment de leviers institutionnels et fiscaux, notre Ville est un nain politique. L'autonomie est le quotidien de millions de citoyens européens. Pourquoi les Nantaises et les Nantais n'y auraient pas droit ?

IV – 27

Je terminerai par un exemple et une inquiétude. La Ville de Nantes connaît et va connaître une forte progression de sa population. Cette année, ce sont plus de 400 nouveaux enfants inscrits dans les écoles publiques et associatives de Nantes. Les prochaines années, le même phénomène devrait s'amplifier. Il y aura sans doute d'importants investissements à prévoir pour l'accueil de ces enfants dans de bonnes conditions. Sous tutelle de l'État, quelles seront nos possibilités d'y répondre quand la plus grande partie des investissements français continuent à être majoritairement fléchés vers le Grand Paris ? Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Stéphanie Houël.

Mme HOUËL, Conseillère municipale – Mme le Maire, M. l'Adjoint en charge des finances, chers collègues, ce Débat d'Orientations Budgétaires cristallise toute la difficulté d'opérer une synthèse entre des objectifs, forcément ambitieux pour une collectivité, et les moyens, désormais contraints, dont elle dispose pour y répondre.

Le défi auquel les collectivités publiques doivent désormais faire face est : comment faire aussi bien, voire mieux, avec moins ? Quelles réponses apportez-vous à ce défi ?

Permettez-moi quand même une petite digression par rapport à ce que j'avais prévu. Vous louez la bonne gestion de la Ville de Nantes. Je rappelle quand même que depuis 2012, la croissance des dépenses est supérieure à la croissance des recettes, le fameux effet ciseaux. Je n'y vois pas là, nous n'y voyons pas là une bonne gestion.

Alors, sur les objectifs, vous nous proposez, pour reprendre vos titres, de répondre aux besoins des habitants, préparer l'avenir par l'éducation, la petite enfance, l'innovation, la transition écologique, ne laisser personne au bord du chemin, être solidaires et exemplaires, soutenir l'activité économique au service de l'emploi, rénover le dialogue avec les citoyens. Je crois que personne ne peut s'élever contre de tels objectifs, suffisamment larges pour ne pas être clivants.

Passons maintenant aux moyens. Vous annoncez ne pas augmenter les impôts pour la Ville de Nantes. Permettez-moi quand même de rappeler que pour le contribuable, la note va augmenter puisque les bases augmentent. En parallèle, vous annoncez une baisse des dotations de l'État de 7 millions en 2016, une remise à plat de la DGF qui génère de l'incertitude et, malgré tout cela, le maintien d'investissements ambitieux : 356 millions d'euros de 2014 à 2020 que la Ville va financer par des économies de gestion. C'est ce que vous avez écrit.

Alors, on s'interroge : comment notre collectivité, dont les marges de manœuvre sont réduites comme vous venez de l'indiquer, peut-elle réussir cette quadrature du cercle ? C'est simple. Il y a un levier qui vous permet de le faire, mais que vous n'avez pas mis en lumière.

Revenons à ce fameux transfert des équipements vers Nantes Métropole. Vous indiquez dans le DOB le transfert des équipements, en indiquant que le montant de ces transferts a été évalué pour un montant de 24 millions, ce qui est tout à fait exact. Ces 24 millions concernent les charges et les investissements récurrents de gros entretien. Mais il y a une donnée que vous ne citez pas, c'est qu'il y a également les gros investissements que vous appelez en général « investissements exceptionnels », qui sont liés à ces transferts et dont je rappelle qu'ils concernent en particulier le palais des sports de Beaulieu que nous avons voté en juin 2014 si je ne me trompe pas, et le Musée des arts, gros chantier.

Sur ces montants-là, silence radio. Alors, évidemment, nous avons été les rechercher. Les montants d'investissement votés en conseil municipal de Nantes et transférés dans les investissements de la Métropole s'élèvent à 115 millions d'euros sur les cinq ans à venir. Cela donne de l'air ! 20 millions d'euros d'épargne brute à dégager en moins par an. Et cela vous permet de ne pas augmenter les impôts à Nantes. Pour rappel, l'épargne brute de gestion est passée de 50 millions d'euros en moyenne de 2008 à 2013, à 38 millions d'euros en 2014.

Si, si, vous comprenez très bien, M. Bolo. Alors, le transfert de ces équipements est, certes, justifié. Mais ne pas informer les citoyens des impacts de ces décisions à tous les niveaux n'est pas sain dans une démocratie, d'autant que c'est ce transfert qui vous permet de ne pas

IV – 28

augmenter les impôts au niveau de la Ville de Nantes et de garder ainsi la face vis-à-vis de votre engagement de campagne, alors que vous les augmentez par ailleurs à la Métropole. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Merci, Mme le Maire. Autant le document d'orientations budgétaires de Nantes Métropole était plein de surprises, autant je trouve que celui-ci manque d'imagination. Et même pire, puisque ce document est en contradiction avec un certain nombre de propos qui ont été tenus par la Présidente de Nantes Métropole et par son Vice-président aux finances.

Cette contradiction, on la retrouve à plusieurs niveaux. D'abord sur l'investissement, alors que vous ne cessez de rappeler la nécessité d'investir, je cite, pour « soutenir l'activité économique au service de l'emploi », vous proposez ici pour 2016 une diminution de 20 millions d'euros en moyenne sur le mandat par rapport au mandat précédent. Ce qui représente quand même 25 % d'investissement en moins.

J'entends déjà la réponse de M. Bolo qui va nous dire : « Oui, mais enfin, tout cela c'est naturel puisque nous avons transféré des compétences, et donc des dépenses, à la Métropole pour un montant à peu près équivalent. » Il me semble important quand même de clarifier une chose. Oui, nous avons transféré des compétences à Nantes Métropole. Oui, ces compétences sont de l'ordre, représentent 23 à 24 millions de dépenses annuelles.

Il y a quand même une nuance, c'est que ces dépenses sont des dépenses de fonctionnement et non pas des dépenses d'investissement. On ne peut pas avoir un système de vases communicants entre 23 millions d'euros de fonctionnement en moins et une vingtaine de millions d'euros d'investissement en moins sur la Ville.

Il y a donc bien un choix de diminuer les dépenses d'investissement sur ce mandat. Sur le budget de fonctionnement, vous proposez de diminuer les dépenses de 10 millions d'euros. Moi, je trouve, et de ce point de vue-là je vais être d'accord avec Aymeric Seassau, que la baisse des dotations de l'État, elle pose un problème. Je ne suis pas sûr que l'on soit d'accord sur la suite de ma phrase, mais la diminution des dotations de l'État, elle pose un problème. Ce problème est que l'État est incapable de faire des économies, et les seules économies qu'il réalise, la seule diminution de dépenses qu'il réalise, c'est sur le dos des collectivités en diminuant les dotations.

Mais je pense aussi que la baisse des dotations, elle a une vertu. Cette vertu, c'est d'obliger la Ville de Nantes et d'autres collectivités à faire des économies. C'est quand même une question sur laquelle vous êtes plutôt par principe réfractaires. Mais nous, on considère que les économies, il faut les faire un peu plus sur le fonctionnement.

Je le disais : vous proposez 10 millions d'euros dans votre plan d'économies avec une répartition de 4 millions d'euros sur la masse salariale, 4 millions sur les concours extérieurs, et 2 millions sur les charges de structure, en avouant quand même en commission que vous n'étiez pas sûrs d'atteindre ces 10 millions d'euros.

Alors, M. Bolo, si les petits ruisseaux font les grandes rivières, il ne faut pas pour autant se priver de l'apport des affluents. Nous allons donc vous proposer de trouver des marges de manœuvre. Sur la masse salariale, il nous semble par exemple indispensable de fixer des objectifs, ce que vous ne faites pas dans le document d'orientations budgétaires, pour ce qui concerne le non-remplacement systématique des départs en retraite.

La pyramide des âges nous offre des possibilités au cours de ce mandat. À l'issue du mandat, nos marges de manœuvre seront réduites, il n'y a donc pas de temps à perdre. D'ailleurs, la Cour des comptes a rappelé, dans son rapport annuel sur les finances publiques locales, que les collectivités doivent mettre en œuvre des plans d'économie de fonctionnement, je cite : « en luttant mieux contre l'absentéisme, en réduisant les effectifs via le non-remplacement intégral maintenant des agents partant à la retraite, en respectant la durée légale du travail ».

IV – 29

En m'appuyant sur les propos de Didier Migaud, je ne peux que réitérer la demande formulée en Conseil métropolitain. À Nantes, les agents publics font un très bon travail, Mme Lefranc. Je le reconnais, je l'admets, et nous leur disons chaque fois que nous les croisons. Cela n'empêche qu'à Nantes, nos agents travaillent au maximum 1 547 heures par an, soit 60 heures de moins que la durée légale du travail. Très franchement, qui peut dire ici, alors que la Cour des comptes le souligne, que la gauche localement, mais aussi au niveau gouvernemental, rappelle sans cesse son attachement aux 35 heures, qui peut expliquer qu'ici à Nantes, les 35 heures ne soient pas appliquées ?

Cela ne remet en rien en cause la qualité du service public. Cela ne constitue pas une attaque contre les agents communaux qui ne sont d'ailleurs pas à l'origine de cet accord porté à l'époque par Jean-Marc Ayrault. Qui peut penser que la situation des finances communales et celle de l'emploi nous permettent encore aujourd'hui d'appliquer une règle, un système défini en 2001 ? Aujourd'hui, il faut appliquer la loi à Nantes. Aujourd'hui, il faut discuter avec les agents pour que les 35 heures deviennent la durée légale.

Les marges de manœuvre offertes par cette mesure sont importantes. J'ai repris le tableau des effectifs que l'on a sur la délibération 32 : 3 811 agents fin juin 2015. Ce qui représente 228 000 heures, plus de 228 000 heures non effectuées sur la base des 35 heures, plus de 4 300 heures par semaine. C'est l'équivalent de 123 équivalents temps plein.

Donc, je vous demande, nous vous demandons, Mme le Maire, de mettre cette question à l'étude et de ne pas y opposer par principe une fin de non-recevoir. En plus de ces deux mesures, le non-remplacement systématique des départs en retraite et l'application de la durée légale du travail, il y a une autre voie qu'il faut explorer pour réaliser des économies, ce sont les mutualisations. Je ne prendrai qu'un exemple : la question de la restauration scolaire.

Aujourd'hui, Nantes dispose d'une cuisine centrale performante qui réalise grâce à ses agents des repas de qualité. Sur notre territoire, on trouve par exemple, ce n'est qu'un exemple, 15 collèges publics qui ont chacun leur cuisine, leur équipe de restauration. Nous pourrions facilement mutualiser avec le département sur ce sujet. Il y a assez d'élus siégeant dans les deux collectivités pour réaliser des économies d'échelle sans mettre en cause la qualité des repas proposés aux élèves, bien au contraire.

Il y a bien d'autres sujets sur lesquels nous pourrions avancer. Dans le prolongement des propos tenus par Stéphanie Houël et Laurence Garnier, je conclurai en notant qu'une fois de plus, les mots ont un sens. Je trouve que vous avez quand même une capacité à utiliser la langue française dans sa diversité qui est assez remarquable. L'ancien désengagement massif, irresponsable, asphyxiant les collectivités, est donc devenu la contribution volontaire au redressement des comptes publics.

Mme Lefranc, je voudrais quand même vous rappeler que d'abord Nicolas Sarkozy n'est plus Président depuis trois ans, il va falloir vous y faire. Cela va peut-être revenir, mais pour l'instant ce n'est pas le cas. Deuxièmement, contrairement à l'argumentaire du Parti Socialiste que vous aviez sous les yeux, la situation économique de la France ne s'est pas améliorée. Le déficit public de la France ne s'est pas réduit. Je suis désolé de vous le dire, mais la situation s'aggrave chaque jour sous les décisions et la responsabilité du Gouvernement que vous soutenez.

Je note également, mais Laurence Garnier l'a dit, que rénover les relations signifie en réalité diminuer les subventions aux associations, avec un critère de 3 000 euros. Je trouve ce critère un peu étonnant. Je trouve que la pertinence d'une subvention n'est pas obligatoirement liée à son montant et qu'il y a sans doute des petites subventions qui sont moins utiles que de grandes subventions. Ce critère de 3 000 euros m'étonne un peu. Je pourrais ajouter que la promesse de stabilité des taux de fiscalité est tenue, c'est écrit dans votre document, et se traduit par magie par une hausse de la fiscalité locale. En réalité, la promesse faite que les Nantais ne paieront pas plus d'impôt n'est pas respectée. En 2016, les Nantais paieront plus

IV – 30

d'impôts qu'en 2015, et ce en conséquence d'une décision qui a été prise par vous, Mme Rolland.

Les dépenses en augmentation de 3 % dans votre présentation M. Bolo... Votre présentation est tellement extraordinaire que l'on a l'impression que cette augmentation de 3 %, elle correspond à une baisse des dépenses sur le mandat précédent.

En conclusion, moi je note...

Et sur le désengagement de l'État, je voudrais quand même revenir sur les articles, la petite « gesticulation » médiatique de la fin de semaine. Parce que ce désengagement, il est massif, il faut le traiter. Il doit obliger la collectivité à faire des économies, mais je trouve assez bizarre que vous en fassiez des tonnes et des caisses lors d'une conférence de presse et que pendant ce Conseil municipal, Mme le Maire, vous nous disiez : « Je ne reviens pas sur ce sujet. » Je ne trouve cela assez étonnant, d'avoir un excès... je ne trouve pas le mot, bref, un « énervement » médiatique, mais pas en Conseil municipal.

Je crois que malheureusement, la situation et les craintes que nous portons depuis de longues années sont en train de se vérifier, qu'il faudrait faire des choix en 2016 et que nous considérons que vous ne faites pas les bons et que vous n'allez pas assez loin sur la diminution des dépenses de fonctionnement pour maintenir un haut niveau d'investissement. Il faut arrêter, et c'est par ces mots que je terminerai, de vivre au-dessus de nos moyens comme nous le faisons depuis 2012. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – On entend depuis le début de cette partie du Conseil municipal plusieurs interventions de la droite sur le thème des économies. Ils parlent très peu des investissements, et moi je voulais insister un peu plus sur l'aspect investissement. Dans une période qui n'est pas une période simple du point de vue de la croissance économique, une politique contracyclique peut être utile, du volontarisme, du volontarisme qui se traduit en ce qui nous concerne par de l'investissement pour faciliter la vie des Nantais d'aujourd'hui, en prenant en compte les besoins et les contraintes d'aujourd'hui, mais aussi pour préparer l'avenir en prenant en compte évidemment les besoins et les contraintes de demain.

Maintenir et accroître l'attractivité de la Métropole nantaise et plus particulièrement de la Ville de Nantes, cela se fait aussi par le biais de ces investissements qui à la fois renforcent le dynamisme économique de la Ville, qui attireront de futurs investissements privés plus tard, mais qui créeront également des emplois aujourd'hui et demain, et c'est bien de cela qu'il s'agit.

Les sommes qui sont en jeu sont des sommes conséquentes puisque d'ici 2020 nous avons parlé de 356 millions d'euros investis par la Ville. On n'a pas évoqué non plus les 1,7 milliard d'euros investis par la Métropole et il faut rappeler que chaque euro investi par le contribuable nantais, on y applique une sorte d'effet multiplicateur qui permet de passer de 1 à 3,75 euros par le biais d'investissements complémentaires qui sont faits par les différentes collectivités, y compris par l'État et éventuellement aussi par des investissements privés.

Donc on serait malavisés si l'on ne s'appuyait pas sur cet effet multiplicateur pour augmenter notre capacité d'investissement et donc le dynamisme et l'attractivité de cette Ville et de la Métropole.

Quelques exemples évidemment : on pense tout de suite à la gare, avec les emplois qui sont créés dans le cadre du projet, mais également les emplois qui peuvent venir dans le sillage de la nouvelle gare et qui renforceront l'offre autour de la gare. Évidemment, cet exemple-là et cet effet sur l'emploi s'applique également à l'ensemble des autres projets importants qui peuvent être lancés durant les cinq ou six prochaines années.

En ce qui concerne la méthode, ne pas oublier non plus que ces investissements sont faits dans le cadre de la nouvelle méthode qui a été souhaitée par Mme le Maire et qui est donc une méthode qui s'appuie sur le dialogue avec les habitants, de manière à ce que chaque

IV – 31

investissement soit fait en prenant en compte l'avis des habitants, l'avis de ceux qui vont être les futurs usagers, ceux qui vont utiliser les équipements et les services qui seront mis en place dans le cadre de cette politique offensive sur l'investissement. Merci, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. Myriam Naël.

Mme NAËL, Adjointe – Merci. Chers collègues, j'entends que nos collègues de la minorité sont attachés à la clarté, à la transparence face à nos concitoyens. Je pense qu'ils ont raison effectivement. C'est important d'être clairs avec les Nantaises et les Nantais.

M. Bainvel semble bien embêté lorsque l'on rappelle l'histoire qui nous amène à la situation d'aujourd'hui, qui est effectivement une situation budgétaire inédite et contrainte. Moi, je pense pourtant que c'est très pédagogique de comprendre les causes qui nous amènent à une situation. Alors oui, entre 2007 et 2012, le déficit public de l'État s'est creusé comme jamais auparavant. Oui, notre boulot d'aujourd'hui collectivement est de redresser les comptes publics de notre pays, chacun à son niveau de responsabilité.

Mais le pire, c'est que non seulement il y a eu le creusement du déficit de l'État, mais en plus, des choix ont été faits. Mme Garnier, vous avez commencé ce matin notre débat autour du vœu sur le fait que vous étiez pour l'égalité hommes-femmes. Comme tout le monde, parce que cela fait bien d'être pour l'égalité hommes-femmes. C'est pourtant entre 2007 et 2012 qu'a été supprimée la demi-part fiscale pour les veuves. Vous avez parlé, vous avez dit que vous étiez pour la lutte contre la famine. C'est pourtant entre 2007 et 2012 que vous avez participé à la baisse des subventions des organisations caritatives au niveau européen. Vous avez appelé à l'égalité par l'éducation, c'est bien pendant ce Gouvernement-là que vous avez cassé l'Éducation nationale en supprimant 60 000 postes, et des postes d'enseignants en direction des publics en difficulté.

Alors oui, c'est juste une réalité, et il y en a d'autres que l'on pourrait citer. C'est bien cela qui s'est passé dans notre pays et je n'ajouterai pas les discours nauséabonds sur l'identité nationale qui ont couru entre 2007 et 2012 et qui ne sont pas déconnectés des sujets sur lesquels nous sommes aujourd'hui en train de réfléchir.

Alors, dans cette situation il ne s'agit pas de revenir sur le passé, il s'agit de comprendre. Aujourd'hui, moi je suis fière de ce DOB, fière de ce qui nous est présenté parce que oui, nous avons eu une gestion historique saine qui nous permet de maintenir notre cap en étant dans nos objectifs face aux Nantais, de construire une Ville juste, une Ville facile et une Ville sobre. Merci, chers collègues.

Mme LE MAIRE – Merci. Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint – Bien. Je voudrais remercier d'abord les collègues de la majorité dans ses diverses composantes pour leurs interventions et leur soutien. Je ne suis pas d'accord effectivement avec tout ce qu'a dit Aymeric, mais sa conclusion me paraît être la bonne en ce qui concerne les efforts que nous produisons et les objectifs que nous défendons.

À ce sujet, Mme Garnier, outre le fait que vous allez finir par me mettre mal avec Mme le Maire à force de me faire des compliments comme cela, cela va finir par être suspect, plus sérieusement c'est justement parce que nous portons collectivement une vision de long terme, c'est parce que nous savons où nous allons que nous pouvons nous permettre de procéder comme nous procédons.

Je réponds là aussi à M. Bainvel. Il ne s'agit pas de surjouer des annonces de plans d'économies drastiques avec la main sur le cœur comme si l'on nous arrachait je ne sais quoi, en promettant des non-remplacements de départs en retraite qui seraient totalement inapplicables, puisque M. Bainvel, vous avez juste oublié un petit détail dans votre démonstration, c'est qu'il faudrait que miraculeusement, la pyramide des âges des agents municipaux, croisée avec les postes qu'ils occupent, corresponde pile-poil aux secteurs où il peut être possible de faire aussi bien avec un peu moins d'agents, alors que dans d'autres secteurs, c'est tout simplement inenvisageable.

IV – 32

Donc, annoncer *urbi et orbi* un non-remplacement de fonctionnaires municipaux, ce serait tout simplement mensonger. Cela n'aurait tout simplement aucun sens. Et notre méthode pragmatique de recherche systématique d'optimisation et d'économies donnera, je vous l'assure, de meilleurs résultats que des annonces fracassantes de plans d'économies auxquels sont contraints ceux qui n'ont pas eu notre sagesse.

Parce que Mme Houël, à ce sujet, vous trouvez que la situation de la Ville n'est pas si bonne que cela, sur le plan financier ; moi je vous assure que quand on se compare, on se console finalement pas mal et que, puisque j'en viens à votre intervention, je suis quand même un petit peu surpris du fait que vous reprochiez à la municipalité nantaise de veiller à ce que des grands équipements de dimension métropolitaine ou d'agglomération ne soient plus payés uniquement par les contribuables nantais *stricto sensu*. Je trouve que c'est une drôle de défense que vous avez de vos concitoyens, parce que je ne veux pas, moi, que l'on revienne à l'époque où la Cité des congrès avait été payée exclusivement par le contribuable nantais alors même que c'est un équipement à rayonnement régional et que d'autres concours auraient dû être recherchés.

Donc, il y a eu la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges. Elle a fixé à 24,6 millions d'euros par an le montant des charges de fonctionnement, mais aussi d'investissements récurrents, M. Bainvel l'avait visiblement oublié, mais naturellement, ensuite, les choix de modernisation de ces équipements, de rénovation importante, voire même de création d'équipements nouveaux... Vous auriez voulu que le stade Pierre-Quinon soit porté uniquement par le contribuable nantais ? Ce n'était franchement pas raisonnable.

Justement, on ne peut pas à la fois réclamer de la mutualisation et en même temps vouloir que les grands équipements à rayonnement régional au moins soient assumés uniquement par le contribuable nantais.

Donc, très franchement, cette quadrature du cercle que vous décrivez assez justement d'ailleurs, parce que l'équation n'est évidemment pas simple, elle ne saurait en aucun cas se résoudre par le calcul compliqué que je n'ai pas toujours complètement bien compris, dont vous avez essayé de nous démontrer l'existence. Il n'y a pas de jeu de bonneteau possible entre la Ville et Nantes Métropole, tout simplement parce que leurs compétences sont distinctes et que lorsque les compétences passent d'une structure à l'autre, tout cela se fait en parfaite transparence et tout cela se fait en parfaite neutralité budgétaire.

Parce que je vous rappelle quelque chose, Mme Houël : nous avons transféré certes des investissements futurs, certes des charges dans les conditions que je viens d'expliquer, nous transférons aussi la propriété. Et Nantes Métropole, à ce titre, les habitants de l'ensemble de l'agglomération se retrouvent légitimement de fait, par l'intermédiaire de Nantes Métropole, propriétaires d'équipements dont ils ont également l'usage. Donc il n'y a pas cette espèce de jeu de transfert que vous essayez de détecter : je vous assure, très franchement, il n'existe pas.

En tout cas, nous allons continuer à avoir cette démarche à la fois volontariste et pragmatique, et je peux vous assurer que (nous sommes actuellement en train de finir les arbitrages du budget 2016) ils sont parfois difficiles. Je remercie vraiment l'ensemble de mes collègues et l'ensemble des services municipaux qui ont réalisé de grands efforts pour que nous puissions non seulement boucler le budget 2016, mais en plus nous mettre en situation de tenir notre stratégie financière sur plusieurs années.

Et parmi ces choses pragmatiques, moi je retiens volontiers l'idée de mutualisation. Il ne faut pas se leurrer sur l'économie immédiate que cela génère, mais M. Bainvel, là vous avez été mal renseigné d'une part parce que le Conseil départemental n'a pas aujourd'hui pour stratégie de renoncer aux cuisines et à l'indépendance des cuisines dans les collèges, ensuite parce que, pour être efficace et remarquablement bien configurée et tenue, notre cuisine centrale est aujourd'hui déjà au bord de l'asphyxie et de la saturation, et qu'elle ne serait en aucun cas en capacité de prendre en compte l'ensemble des rationnaires supplémentaires provenant des collèges que vous proposez de lui affecter.

IV – 33

Donc toutes les idées sont bonnes. Ensuite, il faut voir si elles correspondent à une réalité ou pas. Celle-là n'était pas mauvaise, elle ne correspond pas aujourd'hui à une réalité, mais croyez bien que toutes les autres seront totalement inventoriées et j'aurai grand plaisir à vous présenter au mois de décembre un budget 2016 (car il n'était là question que d'orientations générales), un budget 2016 dont vous verrez qu'il correspond à cette ambition et à la réalité que je viens de vous décrire.

Mme LE MAIRE – Merci. Je ne reviendrai, l'ensemble des réponses ayant été apportées, que sur un élément, Mme Garnier. Dans votre intervention, vous avez osé faire un lien direct entre ce que nous présentons aujourd'hui, ce dont nous débattons, le Débat d'Orientations Budgétaires de la Ville de Nantes, et la montée du Front National. Je crois que quand on parle de ces sujets, de sujets aussi importants pour les valeurs de la République, pour la cohésion de la société, on doit bien mesurer ce que l'on est en train de dire. Et oser faire un lien entre la stratégie budgétaire nantaise et la montée du Front National, je crois qu'il y a là un pas que même une campagne régionale n'autorise pas.

Je suis, moi, convaincue, archiconvaincue que la lutte contre le Front National passe d'abord par une action sur le terrain, passe d'abord par la démonstration que les réponses du Front National en matière de pouvoir d'achat, en matière d'économie, en matière d'emploi, en matière de sécurité, en matière d'immigration, sont des fausses réponses. Je crois que le combat contre le Front National passe aujourd'hui par un débat projet contre projet, idée contre idée, preuve contre preuve, résultat contre résultat, évaluation contre évaluation.

Je crois aussi que le combat contre le Front National passe par la constance des idées et des prises de position. Je vous rappelle, Mme Garnier, que le 3 février dernier, lors de l'élection partielle du Doubs, vous avez fait le choix en conscience de retweeter un certain Bruno Retailleau, peut-être parce que déjà vous prépariez votre stratégie individuelle. Je rappelle et je cite ce qu'évoquait ce tweet que vous avez fait le choix de retweeter : « Je suis pour la liberté de vote. Ni stigmatisation des électeurs du FN, ni infantilisation de nos électeurs. » Le fameux « ni... ni » d'une partie de votre famille politique, et je dis bien « d'une partie » parce qu'il ne m'a pas échappé qu'un certain nombre de responsables de droite, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, eux, assumaient des positions claires dans le cas d'un deuxième tour en présence d'un candidat Front National.

Alors, Mme Garnier, je vous invite à avoir clarté et constance, et j'espère que dans cette assemblée, au-delà de nos divergences politiques, au-delà de nos clivages, effectivement avec toutes celles et ceux qui sont prêts à mobiliser de l'énergie, de la conviction et de l'efficacité, oui, ensemble nous continuerons à dire que l'Ouest n'est pas une terre pour le Front National. Merci. Mme Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire. Je suis, moi, pour reprendre vos termes, archiconvaincue que la lutte contre le Front National passe d'abord par un discours de vérité qui est, et je suis désolée de vous le dire, le contraire, le contraire de ce que vous faites aujourd'hui vis-à-vis des Nantais. Je ne vais pas revenir sur mon intervention. Vous vous étiez engagés sur les impôts, vous faites le contraire. Vous vous étiez engagés sur le maintien des effectifs, vous allez faire le contraire. Vous vous étiez engagés sur le maintien des subventions, vous allez faire le contraire.

Ne venez pas nous donner de leçons sur la façon dont vous entendez lutter contre le Front National. Croyez bien que nous avons le même objectif que vous et que les leçons de votre famille politique, à l'heure où le Front National n'a jamais été aussi fort, parce que l'on voit ce qui se passe et ce que fait le gouvernement que vous soutenez, Mme le Maire, c'est inacceptable, c'est inacceptable !

Maintenant, vous me parlez des tweets. J'observe que les tweets ont toujours la même capacité à vous agacer et à vous énerver. Je pense que j'ai effectivement la liberté de retweeter un certain nombre de personnalités politiques dont je partage tout à fait les convictions. On verra, Mme le Maire, on verra au mois de décembre, puisque vous vous plaisez à évoquer ces

IV – 34

élections, on verra où sera la clarté par rapport au Front National dans quelques semaines, au mois de décembre.

Dernier élément, si vous permettez : j'aimerais que vous répondiez à la question que nous vous avons posée tout à l'heure concernant l'accord que vous avez passé avec les verts, l'accord de second tour des élections municipales. Je vous ai posé une question précise : sur quel recours portait l'accord de second tour de 2014 ? J'aimerais que vous nous le disiez en clarté et en transparence, ce matin, au sein de cette assemblée.

Mme LE MAIRE – Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint – Mme Garnier, puisque les sujets sont graves, il faut être précis. Moi, je vous mets au défi de trouver une seule déclaration, un seul écrit durant la campagne électorale vous permettant aujourd'hui d'affirmer que l'engagement sur la fiscalité valait au-delà de la Ville de Nantes, et que cela a toujours été parfaitement clair.

Par ailleurs, de la même manière, s'agissant des subventions aux associations, vous reprenez des déclarations qui valaient et qui n'ont jamais valu que pour l'année 2015, et vous en faites une extrapolation. Cela veut dire que... Non, non... Moi, je ne rigole pas parce que c'est cela, la réalité des choses.

L'autre réalité, c'est qu'une enquête d'opinion parue ces jours-ci indique que dans leur grande lucidité, 63 % des Français considèrent que les Républicains courent derrière le Front National. Et que là, s'il y a... et je fais partie de ceux qui trouvent que se renvoyer le Front National comme une balle de ping-pong n'est pas une bonne chose pour la démocratie et n'est pas une bonne chose pour la politique, mais très clairement, le Front National il se combat d'abord dans les idées et dans les postures, et que dans les idées et dans les postures, nous n'avons aucune espèce de leçon à recevoir, comme Mme le Maire vient de le souligner et comme malheureusement les campagnes électorales qui se déroulent partout en France le démontrent actuellement.

Alors, il faut être sérieux, vous l'avez dit, il faut être précis. La situation des collectivités est difficile dans leur ensemble. Les dotations, les réductions de dotations de l'État font peser effectivement des risques sur la santé financière, sur les objectifs de chacune d'entre elles. Moi, je vous mets au défi de trouver quoi que ce soit d'inexact ou de biaisé dans la présentation que je viens de vous faire.

Je vous répète que j'en ferai la démonstration lors de l'adoption du budget 2016. La situation que nous décrivons est la réalité de la situation de la Ville de Nantes, la capacité que nous avons à mener notre action en fonction des engagements que nous avons pris vis-à-vis des Nantais est intacte pour 2016 malgré cela et elle continuera à l'être pour les années suivantes. Je vous en donne ma parole et je vous donne ma parole que je serai en mesure, avec mes collègues de la majorité, d'en faire chaque année la démonstration.

Mme LE MAIRE – Merci. Délibération numéro 5, délibération sur la vie étudiante, Robin Salecroix.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Mme le Maire, pardonnez mon incorrection, mais peut-on avoir une réponse sur l'aéroport ? C'est la deuxième fois que je vous le demande. Est-ce que l'on va l'avoir ou pas cette réponse, Mme le Maire ? Vous êtes au courant quand même, de cet accord du deuxième tour des municipales 2014, vous avez vaguement suivi l'affaire. Dites-nous ce dont vous êtes convenus et on saura enfin si c'est vous ou si ce sont les verts qui racontent des choses qui ne sont pas le reflet de la réalité. Les choses seront claires et nettes. Dites-le-nous.

Mme LE MAIRE – Mme Garnier, je crois qu'il n'y a pas tellement plus clair que les positions respectives des uns et des autres dans cette assemblée sur l'aéroport.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Donnez-les-nous !

IV – 35

Mme LE MAIRE – En l’occurrence, les divergences de fond sur ce sujet entre les élus socialistes et les élus écologistes sont connues et assumées de longue date. Mme Garnier, je suis désolée pour vous, mais vous n’êtes pas ni l’arbitre, ni la garante de la majorité. Cela, c’est mon job. Je vous remercie de la question et maintenant je vous propose que nous avancions sur la suite du Conseil municipal. Robin Salecroix.

Retour dans la salle du groupe des élus écologistes et citoyens.

M. SALECROIX, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 5, intitulé :

Vie étudiante – Convention Campus Nantes 2015-2017 entre la Ville de Nantes, Nantes Métropole et l’Université de Nantes – Approbation

M. SALECROIX, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, cette délibération concerne la convention Campus Nantes 2015-2017 entre la Ville, Nantes Métropole et l’Université de Nantes. Cette convention qui vous est proposée s’inscrit dans les objectifs de la démarche Campus Nantes, pilotée par Nantes Métropole et ma collègue Karine Daniel, en co-construction avec l’Université.

Cette convention fait suite au contrat d’objectifs et au pacte de progrès concertés successifs qui liaient nos collectivités et l’Université depuis 2001. Depuis cette date, le soutien des deux collectivités à l’Université est conséquent. Il a pris en compte aussi bien une dimension quantitative que qualitative en direction de l’Université de Nantes pour en faire un pôle d’excellence.

S’y ajoutent également de multiples actions et collaborations en direction des étudiants, afin de faire de Nantes une Ville étudiante majeure. D’ailleurs, dans le cadre de ce renouvellement de convention, s’y est ajouté et enrichi d’un certain nombre de préconisations issues du mandat citoyens vie étudiante comme sur les enjeux de l’application aux étudiants de la prochaine tarification solidaire des transports publics, ou encore sur les enjeux du travail, de la conciliation entre les temps de transport, de cours, ou encore de restauration.

Avec cette convention, la Ville de Nantes et Nantes Métropole souhaitent redéfinir les lignes directrices de leurs futures interventions, à l’image du développement des collaborations académiques et structurantes à l’échelle de Campus Nantes ou encore du soutien à l’essor des filières d’emploi de demain.

Dans ce cadre, la Ville de Nantes intervient sur le volet de la vie étudiante. Je vous donne quelques chiffres, je pense que c’est toujours intéressant de les avoir en tête. Au total, le soutien cumulé de Nantes Métropole et de la Ville au profit de l’Université connu à ce jour s’estime à la somme d’environ 45 millions d’euros, c’est-à-dire le double par rapport au mandat précédent.

Pour la Ville de Nantes, ce soutien, qui ne concerne pas uniquement des subventions directes à l’Université, mais aussi des bourses de mobilité aux étudiants, des subventions à des associations satellites de l’Université, s’élève à la somme de plus d’un million et demi d’euros.

Voilà : cette convention vient traduire le soutien de notre collectivité dans le domaine de l’enseignement supérieur et de la recherche, mais également de la vie étudiante. Je vous demande donc d’approuver cette convention. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Karine Daniel.

Mme DANIEL, Adjointe – Merci Mme le Maire. Je tiens effectivement à saluer ici le travail qui est fait en collaboration avec Robin Salecroix sur ce volet vie étudiante de Campus Nantes, et redire avec force que tout ce dispositif Campus Nantes qui est piloté au niveau de la Métropole et qui est travaillé avec tous les établissements nantais (et là on voit le volet très important qui est mené et conduit avec l’Université) doit intégrer ce volet étudiant car évidemment, cette

IV – 36

politique doit être déclinée au plus près de ceux qui font la vitalité et de ceux qui s'inscrivent effectivement dans ces processus de formation, de recherche.

C'est là tout l'intérêt du travail en collaboration sur la politique enseignement supérieur recherche menée de manière globale au niveau de la Métropole et sa déclinaison au plus près du terrain qui concerne la vie des étudiants et des étudiantes de notre agglomération.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. La délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dossier suivant, Robin Salecroix.

M. SALECROIX, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 6, intitulé :

Associations vie étudiante – Quatrième répartition de subventions – Approbation

M. SALECROIX, Conseiller municipal – Cette nouvelle délibération concerne également les associations vie étudiante, il s'agit d'une quatrième répartition de subventions. Il vous est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 euros à l'Université de Nantes pour un soutien aux manifestations informatives et festives de la rentrée étudiante qui se sont déroulées du 8 septembre au 15 octobre. L'ensemble de ces manifestations de rentrée s'est d'ailleurs terminé le 20 octobre à l'école d'architecture par la quatrième Nuit des étudiants du monde qui a été un véritable et un franc succès.

Par ailleurs, il vous est également proposé, dans cette quatrième répartition de subventions, d'attribuer une subvention au CROUS de Nantes destinée à couvrir des aides sociales aux étudiants, à hauteur de 15 107 euros. Ce sont des aides à destination notamment des abonnements de transport, mais aussi des soutiens aux étudiants très précaires pour le paiement de factures d'électricité ou encore d'avances pour les loyers. Une répartition de subventions qu'il vous est proposé d'accepter. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération. La délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Délibération suivante, Myriam Naël.

Mme NAËL, Adjointe, donne lecture du dossier n° 7, intitulé :

Subventions au titre des actions éducatives – Crédit de Noël et fonds de roulement – Approbation

Mme NAËL, Adjointe – Merci. Chers collègues, il s'agit là de la délibération au titre des actions éducatives. On se situe là dans le cadre de référence du projet éducatif de territoire Bien grandir à Nantes qui fixe maintenant notre partenariat institutionnel sur l'enjeu de Bien grandir à Nantes, et je vous présenterai prochainement dans cette assemblée les modalités de construction par quartier des projets éducatifs de territoire.

On va trouver dans cette délibération l'ensemble du financement des projets périscolaires, que ce soit dans les collèges, conformément à notre volonté dans ce cadre du projet éducatif de territoire d'aller plus loin sur notre soutien aux collégiens, dans le cadre d'un appel à projets avec le Conseil départemental, ce sont des projets d'éducation à la citoyenneté, de découverte culturelle, ou encore sur les questions du développement durable et les questions environnementales.

On trouvera également les projets périscolaires des écoles publiques pour l'année 2015-2016, à la fois sur les 13 écoles en expérimentation, en tout cas en horaires innovants dans le cadre de

IV – 37

la réforme des rythmes scolaires, et puis dans le cadre des autres écoles vous avez l'ensemble du détail par école puisqu'il s'agit là de subventions versées aux associations qui interviennent sur ces différents temps, accompagnées de conventions pour les associations avec qui nous avons un fort partenariat qui nécessite réglementairement une convention.

Un autre cadre de subventions, et là on est dans le cadre du contrat local d'accompagnement à la solidarité qui nous permet de soutenir une quinzaine d'associations sur l'ensemble des quartiers nantais avec maintenant à mettre en exergue deux associations, Unis Cité et MixCité, qui interviennent fortement sur le quartier du Ranzay et de Nantes Est, qui était un enjeu fort puisque nous n'avons pas d'offre et nous avons une demande forte des familles, et une convention avec l'association Les Deux Rives, sur le quartier des Dervallières qui accompagne les collégiens sur l'accompagnement à la scolarité et la découverte des métiers, mais qui est effectivement soutenue par la Ville parce qu'elle accueille des collégiens de tous quartiers aujourd'hui en menant une action de grande qualité.

Et puis nous avons ensuite, dans le cadre des partenariats directs avec la direction académique, le petit soutien (une subvention de 460 euros) à l'association ADÉMUSE pour les Rencontres chorales, mais c'est à mettre en valeur, comme quoi on fait parfois des choses très intéressantes avec peu d'argent puisque nous savons être économes. Il s'agit de la programmation des chorales musicales dans 29 écoles, 150 classes qui font des répétitions tout au long de l'année et des spectacles en fin d'année à la salle Paul-Fort, et ce sont 4 000 enfants qui sont concernés. Je vous invite en fin d'année à aller voir ces enfants qui nous montrent comment la musique leur permet de bien vivre les temps scolaires.

Et puis les deux dernières subventions, il s'agit des crédits pour les fêtes de fin d'année. Vous savez que l'on donne un petit coup de main par une dotation par classe pour permettre aux écoles d'organiser des temps festifs au moment des fêtes de fin d'année, et des fonds de roulement en direction des écoles qui leur permettent d'avoir un petit peu d'argent pour faire face aux dépenses du quotidien.

Il vous est donc demandé d'approuver le montant de l'ensemble des subventions pour 383 762 euros, et d'approuver les projets d'avenants avec les associations qui interviennent sur le temps périscolaire.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. La délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dossier 8, Myriam Naël.

Mme NAËL, Adjointe, donne lecture du dossier n° 8, intitulé :

Associations gestionnaires des écoles privées sous contrat – Participation financière de la Ville – Attribution de subventions facultatives – Classes de découverte – Aménagement des rythmes scolaires – Avenants aux conventions – Approbation

Mme NAËL, Adjointe – Merci. Chers collègues, cette délibération s'inscrit dans le cadre de nos accords avec les établissements d'enseignement privé. Il s'agit là de la fin de notre accord pour cette année avec la participation financière à l'organisation des classes de découverte, une provision de 54 817 euros. Pour mémoire, ce montant est calculé au prorata des départs réels qui ont été effectués sur l'année 2014-2015 et donc correspond à une réalité de départ d'enfants en classe de découverte comme nous le faisons pour les enfants de l'enseignement public.

Une deuxième partie de financement est, là, le soutien et l'accompagnement à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires pour les trois écoles privées qui ont fait ce choix. Il vous est demandé d'approuver le versement de ces subventions aux OGEC.

IV – 38

Mme LE MAIRE – Merci. Hervé Grelard.

M. GRELARD, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, à l'occasion de cette délibération, je souhaite, au nom des élus de la droite et du centre, rappeler que l'éducation est une priorité, que nous soutenons cette priorité éducative dans la mise en œuvre des politiques publiques locales.

Vous connaissez aussi mon attachement à lutter contre les discriminations, quelles qu'elles soient. Il se joue à mon sens, à l'occasion de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires, dans les écoles privées une véritable discrimination à l'égard de certains enfants nantais. Les établissements d'enseignement libre du premier degré sous contrat d'association bénéficient de subventions facultatives qui concernent la participation à l'accueil du midi et aux services périscolaires le matin et le soir.

La présente délibération prévoit un accompagnement financier des écoles libres sous contrat ayant adopté les nouveaux rythmes scolaires. Après discussion avec les représentants de l'enseignement privé, il est convenu que la Ville de Nantes participe à hauteur de 15 euros par an et par enfant pour les écoles ayant présenté un projet d'organisation du temps scolaire sur quatre jours et demi.

L'aide est conditionnée à la transmission aux services de la Ville d'un projet chiffré, et est réservée bien entendu aux écoles qui ont opté pour cette réforme des rythmes scolaires. Puisque sont concernées par cette subvention les écoles privées qui s'alignent sur la réforme des rythmes scolaires, pourquoi ne pas aligner notre subvention sur le coût supporté par la collectivité pour les rythmes scolaires dans l'enseignement public ?

Votre équipe nous a informés en commission que le coût par enfant pour ces activités périscolaires pour le public était de l'ordre de 105 euros par an. Nous souhaiterions voir un traitement plus équilibré entre les enfants scolarisés dans l'enseignement public et ceux inscrits dans l'enseignement privé. Entre 15 et 105 euros, vous l'admettez, il y a un effort de convergence qui est possible, et ce pour une plus grande parité entre les enfants des différentes écoles nantaises. Rien ne justifie un tel écart, rien ne justifie que les enfants scolarisés dans les écoles libres soient discriminés au seul motif que leurs parents, et non eux, ont choisi cet enseignement libre. Je suis certain, Mme le Maire, que votre sens de la justice vous amènera à réviser favorablement cet engagement.

Mme LE MAIRE – Merci. Myriam Naël.

Mme NAËL, Adjointe – Merci M. Grelard. Je crois qu'il faut faire attention aux discriminations, mais effectivement, aujourd'hui on en a échangé en commission, vous m'avez demandé le prix moyen que nous avons calculé quant au coût de la réforme des rythmes scolaires. Il n'était pas fait référence à la comparaison avec le montant qui est donné effectivement aux écoles privées et dans ce cas-là je pense que nous comparons des chiffres qui ne sont pas comparables.

On n'est pas sur uniquement un coût de 105 euros sur l'accueil périscolaire du soir. C'est bien sur la totalité de l'ensemble de l'organisation de la semaine scolaire avec nos responsabilités, y compris la restauration scolaire du midi qui est inclus, qui ne l'est pas dans les 15 euros pour les écoles privées, pour la mise en place de la réforme qui est uniquement sur l'aide aux projets périscolaires, notamment du soir.

Deuxième élément de réponse, M. Grelard : nous discutons, ces montants sont négociés et font l'objet d'un protocole d'accord avec l'enseignement privé, et actuellement, nous sommes en train de réfléchir avec eux sur justement la perspective aussi de voir comment l'ensemble de l'enseignement privé demain peut passer avec les contraintes qui sont les siennes sur la réforme des rythmes scolaires qui pour nous reste fondamentale à mettre en place, puisqu'elle concerne d'abord les enfants et leur intérêt dans le rythme de la vie scolaire au quotidien. Pour nous, demain, nous aimerions que l'ensemble des écoles soient sur le même format.

Mme LE MAIRE – Merci. Rozenn Hamel.

IV – 39

Mme HAMEL, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire. Chers collègues, je voudrais attirer votre attention sur l'un des impacts de la réforme des rythmes scolaires en termes de cohésion sociale dans notre Ville. Les élèves des établissements publics ont désormais cours le mercredi matin tandis que ceux des établissements privés n'ont en général pas cours ce jour, sauf cas spécial des écoles ayant adopté la réforme.

En effet, les équipes éducatives font le choix d'appliquer ou pas cette mesure et on constate qu'elles ne le font pas dans la majorité. Je vous invite à réfléchir à ce choix et particulièrement aux raisons qui le motivent. Il se trouve que bon nombre de clubs sportifs et d'associations culturelles demandent aujourd'hui aux enfants s'ils ont cours le mercredi et fléchent en fonction de leur réponse les enfants dans des groupes du matin ou d'après-midi.

La conséquence est donc que les activités en plein air, de loisirs, etc., qui sont et doivent être des espaces de mixité sociale, perdent une part de cette fonction en ne permettant plus aux enfants des deux écoles de se retrouver. Nous regrettons que cette réforme, en plus des coûts qu'elle induit pour la collectivité, ait introduit une séparation supplémentaire entre les enfants et les familles, alors que votre Ministre de l'Éducation et votre majorité nous parlent tant de la mixité sociale. Nous aimerions connaître l'analyse de votre majorité sur ce sujet. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Myriam Naël.

Mme NAËL, Adjointe – Un élément de réponse pour que l'assemblée soit bien au clair. Nous avons ouvert et nous avons demandé à notre délégataire de service public, sur les accueils de loisirs, d'ouvrir des places, et nous en avons financé 250 en accueil de loisirs le mercredi matin, pour permettre justement aux parents qui avaient des difficultés de garde d'enfants le mercredi matin de faire en sorte que leurs enfants soient occupés. C'est le premier élément.

Sur le deuxième élément, plus un élément de réflexion, de fond : j'aspire personnellement à la mixité sociale et au vivre ensemble. Si je disais au préalable M. Grelard, en réponse, que nous aimerions bien que demain l'ensemble de l'organisation du temps scolaire sur la Ville de Nantes soit uniformisé de manière effectivement à ce que ce ne soit pas un choix pour les parents finalement de mettre les enfants à l'école le mercredi matin ou pas, c'est parce que nous pensons effectivement que pour faciliter la vie des familles, l'ensemble des écoles doivent être sur le même rythme. Effectivement, cela préservera notre souci de mixité, de diversité, sur lequel nous travaillons au quotidien.

Ensuite, rien n'empêche les clubs de sport de s'organiser (c'est quand même le cas aujourd'hui dans un grand nombre de quartiers). La mixité, c'est un choix également me semble-t-il, et lorsque l'on est parent, quelle que soit sa situation, on peut également faire en sorte d'inscrire ses enfants le mercredi après-midi dans des clubs de quartiers, dans des clubs où l'on va rencontrer d'autres enfants.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération. La délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dossier numéro 9, Ali Rebouh.

M. REBOUH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 9, intitulé :

Associations sportives – Quatrième répartition de subventions – Conventions et avenants – Approbation

M. REBOUH, Adjoint – Chers collègues, Mme le Maire, cette délibération concerne la quatrième répartition des subventions aux associations sportives qui vous sont présentées sous divers tableaux, avec :

IV – 40

- des subventions d'investissement pour deux clubs qui sont La Mellinette et l'ASTA, sur des petits matériels de 1 000 euros chacun ;
- des subventions liées à des manifestations sportives : le Nantes Rink Hockey, l'association Nantes Paddle, le NEC Escrime ou Flam Africa ;
- des subventions liées à du fonctionnement, que ce soit :
 - sur le plan handisport que l'on va signer prochainement et sur lequel je salue mon collègue Jean-Jacques Moreau,
 - des subventions de fonctionnement pour l'OMS, l'Office Municipal du Sport, partenaire incontournable du mouvement sportif ;
- des subventions exceptionnelles pour des manifestations, Nantes Rink Hockey, Hockey Club de Nantes, Les Archers nantais ou La Panafricaine ;
- du fonctionnement lié à de l'entretien pour des clubs propriétaires de leur installation pour des montants de 5 000 euros chacun ou de 3 000 ;
- des subventions liées à l'emploi pour l'association C'West ;
- des subventions de fonctionnement sur la fonction sociale et solidarité du sport pour différents clubs œuvrant dans les quartiers prioritaires de la Ville ;
- des subventions du haut niveau amateur pour la Saint-Rogatien basket qui a été repêchée en division supérieure ;
- les différents plans : deux plans vous sont présentés dans cette délibération, le plan Cité foot dont 15 clubs signataires nantais sont bénéficiaires, le plan hand aussi avec les six clubs nantais.

Cette délibération démontre bien la diversité des disciplines et l'intérêt que montre la Ville à pouvoir les soutenir. L'ensemble de cette délibération porte sur un montant de plus de 110 000 euros.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. La délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, Aïcha Bassal.

Mm BASSAL Aïcha, Adjointe, donne lecture du dossier n° 10, intitulé :

Vie associative – Quatrième répartition de subventions – Avenants – Approbation

Mme BASSAL, Adjointe – Oui, Mme le Maire, chers collègues, ce dossier concerne la quatrième répartition de subventions dans le cadre de notre politique de soutien à la vie associative. Notre volonté politique est bien de poursuivre le soutien de la Ville aux associations comme cela a été rappelé ce matin lors du Débat d'Orientations Budgétaires par notre collègue Pascal Bolo, soutien important que nous assumons pour permettre aux nombreux bénévoles leur action collective qui contribue au vivre ensemble et à la cohésion sociale de notre Ville.

Dans cette délibération, il vous est proposé mes chers collègues de soutenir différentes associations et différents projets tels que de l'animation et de l'action de quartiers, des projets émergents et de l'aide à l'emploi pour un montant total de 68 167 euros.

Dans le détail, il s'agit d'attribuer, dans le cadre de subventions de fonctionnement, 25 300 euros pour trois associations, la HQM qui est l'association des Habitants du Quartier de Malakoff, l'association Les Amarres qui mène des actions culturelles de proximité et à Malakoff et à la Bottière, mais aussi à l'association Ping.

9 500 euros pour des aides exceptionnelles pour deux associations, La Compagnie des arts et Luccini et Production, 13 500 euros pour quatre projets émergents (Arkham sur Loire, Démén'age, la Sauce ludique et Nantes Summercamp), et 19 867 euros dans le cadre du cofinancement de sept contrats d'accompagnement dans l'emploi, contrats uniques d'insertion et de deux adultes relais.

IV – 41

Vous avez le détail de l'activité des associations ainsi que le montant dans l'annexe 1. Par ailleurs, l'attribution de ces subventions nécessite donc la conclusion de deux avenants à des conventions existantes, un avenant à la convention du 6 décembre 2013 entre la Ville et l'association Ping pour le soutien du développement du projet relevant de la Culture Lab et de l'Open Éducation, et un autre avenant à la convention du 30 janvier 2015 entre la Ville et le Centre Interculturel de Documentation pour le cofinancement des postes du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et les Contrats Uniques d'Insertion (CUI).

Il vous est donc demandé, mes chers collègues, d'approuver cette délibération.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Une abstention ?

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Une demande d'intervention, excusez-moi.

Mme LE MAIRE – Mme Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci, Mme le Maire. Je voulais simplement profiter de cette première délibération sur les subventions... C'est la deuxième, je n'ai pas couru assez vite. Excusez-moi, je reprends mon souffle deux minutes.

Mme LE MAIRE – Juste pour vous laisser reprendre votre souffle et vous informer : c'est la cinquième, en fait.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – D'accord. Ce n'est pas grave. Le sujet reste d'actualité. Je voulais revenir sur votre objectif d'une diminution de 5 % de l'enveloppe globale des subventions aux associations. M. Bolo nous a apporté un élément de réflexion, j'ai envie de dire, intéressant tout à l'heure en nous expliquant que les engagements pris en 2014 ne portaient que sur 2015.

Et nous avons lu dans votre édito, Mme le Maire...

M. BOLO, Adjoint – (*Intervention hors micro*)

Mme GARNIER, Conseillère municipale – C'est ce que vous nous avez dit, M. Bolo ! Bon... Nous avons lu, Mme le Maire, dans votre éditorial de *Nantes passion* de mars 2015, cette fois-ci : « Nous maintiendrons notre soutien aux associations. Leur action, l'engagement des bénévoles est une formidable richesse qui contribue à notre dynamisme et à notre qualité de vie. » Là-dessus, on est d'accord. « Notre soutien passera par le maintien du montant global des subventions. » Cela, c'est 2015.

Cela vous engageait pour combien de semaines ou combien de jours après la diffusion, la publication de cet éditorial ? Je vous ai envoyé un courrier Mme le Maire, et c'est pour cela que j'y reviens, en septembre, auquel je n'ai pas eu de réponse malheureusement. Dans ce courrier, je vous demandais de corriger vos propos parce que c'est une question tout simplement de transparence vis-à-vis des Nantais. Vous ne pouvez pas annoncer une baisse de l'enveloppe accordée aux associations par la Ville lors de ce Débat d'Orientations Budgétaires et en même temps annoncer dans le *Nantes passion* de mars dernier que vous maintiendrez le montant global des subventions accordées à ces associations.

Je vous remercie donc de nous indiquer la suite que vous donnerez à ce courrier.

Mme LE MAIRE – Je vais essayer de vous réexpliquer ce que Pascal Bolo vous a dit tout à l'heure, de manière extrêmement limpide, parce que notre position sur ce sujet est extrêmement limpide.

Nous avons effectivement fait un choix en 2015, après en avoir largement échangé, débattu entre les collègues de notre majorité. Le choix que nous avons fait en 2015 effectivement, parce que nous refusons tout arbitrage mécanique, parce que nous refusons la logique qui serait de dire : on fait -15, -20, -25 % pour toutes les associations... Donc oui, nous avons fait un choix en 2015 et c'est ce choix qui était retracé dans l'édito que vous évoquez, qui était de maintenir le soutien aux associations, à l'exception, je le dis pour être extrêmement précise, des

IV – 42

associations dont nous considérons que le fonds de roulement était suffisamment important pour pouvoir contribuer dès 2015 à l'effort.

Nous avons profité de cette année 2015 pour travailler collectivement sur la manière de pouvoir continuer à aider de manière offensive les associations, tout en demandant à certaines associations dont nous considérons qu'elles étaient en capacité de le faire, de contribuer à l'effort à partir de 2016. Vous le voyez : notre position est extrêmement claire.

Mais Mme Garnier, vous avez passé tous les mois de la campagne électorale, et à nouveau dans les interviews que vous aviez données, votre temps à nous expliquer que vie associative était équivalente à clientélisme. Vous avez dit et redit que si vous étiez élue à la tête de la Ville, vous mettriez fin à des subventions aux associations amies, je cite, « qui ne regroupent que quelques personnes ».

Vous n'avez eu de cesse de taper sur les associations comme vous n'avez eu de cesse de taper sur les fonctionnaires. Tout le monde se rappelle votre tweet « pas tous fonctionnaires » un samedi après-midi.

Alors Mme Garnier, à qui voulez-vous faire croire aujourd'hui que vous êtes celle qui défend les associations ? Un peu de sérieux, un peu de constance. Je rappelle que le budget de soutien de la Ville de Nantes aux associations, ce n'est pas moins de 90 millions d'euros. Je rappelle que la décision que nous avons prise de ne pas solliciter les associations qui touchent une subvention inférieure à 3 000 euros concerne 50 % des associations nantaises. Je rappelle enfin que dans cette ville, il y a 70 000 bénévoles, qu'ils sont la richesse de la vie associative, qu'ils sont la richesse du tissu nantais.

Nous en avons, nous, pleinement conscience. C'est la raison pour laquelle nous restons à leurs côtés. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à mon Adjointe Aïcha Bassal de mener en dialogue avec les autres Adjoints en charge des politiques publiques, ce travail pour identifier la contribution d'un certain nombre d'associations, parce que l'on ne peut pas d'un côté nous demander plus d'économies et de l'autre côté dire : « Non, cela n'est pas possible. »

Voilà, notre position est dans la plus grande des clartés. Je mets aux voix la délibération. Si je comprends bien, cette délibération est donc votée à l'unanimité. Merci.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Délibération suivante, Nicolas Martin.

M. MARTIN, Adjoint, donne lecture du dossier n° 11, intitulé :

Adolescence et jeunesse – Action chantiers découverte et remobilisation – Convention de groupement de commandes entre la Ville de Nantes, Nantes Métropole et Nantes Habitat / Pépinière d'initiatives jeunesse quartiers Ouest Bellevue – Avenants

M. MARTIN, Adjoint – Mme le Maire, chers collègues, cette délibération concerne la convention de groupement de commandes entre la Ville de Nantes, Nantes Métropole et Nantes Habitat pour une action chantier école et remobilisation à destination des 16-21 ans. Elle concerne également la signature de deux avenants avec les associations Atelier des initiatives pour 30 000 euros et Quais de la mémoire pour 20 000 euros, pour la création d'une pépinière d'initiatives jeunesse dans les quartiers Ouest Bellevue, Chantenay, Sainte-Anne. Enfin, elle concerne une quatrième répartition de subventions au titre de 2015 pour les associations adolescence et jeunesse, pour un montant de 32 000 euros, dont la liste figure en annexe.

En ce qui concerne le renouvellement des conventions de groupement et l'action chantier découverte et remobilisation pour les 16-21 ans, par délibération en date du 5 avril 2013, le Conseil municipal a approuvé une première expérimentation de trois ans touchant près de

IV – 43

70 jeunes nantais de 16 à 21 ans prioritairement sans qualification, sortis du système scolaire, connus ou non connus des structures d'accompagnement emploi formation classiques, connaissant des difficultés personnelles et résidant dans les quartiers de la politique de la Ville ou sur des aires d'accueil des gens du voyage.

Les jeunes ont été identifiés par les organismes partenaires de type ADPS, ADELIS Les Forges ou la mission locale. Il leur est proposé quatre semaines en chantier découverte et remobilisation, le principe du projet résidant dans l'alternance de mises en situation concrètes de travail rémunéré et d'activités collectives et/ou individuelles destinées à réaliser un bilan personnel et suivre des modules de formation autour de la citoyenneté et de la confiance en soi.

À titre d'exemple, du 20 au 24 octobre dernier s'est déroulé un chantier d'élagage de forêt et d'équilibrage de mobile-home en partenariat avec NGE camping Petit Port, la mission locale, L'EclectiC, OPTIMA, et l'Association Départementale de Prévention Spécialisée.

Le bilan provisoire de ce dispositif qui s'achèvera fin 2015 nous démontre que plus de 75 % de ces jeunes sont allés au bout des quatre semaines de chantier, et plus de 60 % avaient en juillet dernier déjà intégré d'autres actions de formation et d'emploi durable.

Une des clés importantes de la réussite de ce projet réside dans sa dimension partenariale. Par convention, la Ville de Nantes, Nantes Métropole et Nantes Habitat confirment leur volonté de se regrouper pour pérenniser l'action, chantier découverte et remobilisation pour les 16-21 ans, et répondre aux objectifs précités.

Dans ce cadre, la Ville, coordonnateur du groupement, engagera une procédure de consultation qui portera à la fois sur une prestation d'insertion, sélection, recrutement des jeunes, élaboration des contrats de travail, paye, support administratif, ainsi qu'une mission d'accompagnement socio-éducative.

Le deuxième objet de cette délibération concerne deux avenants pour la mise en œuvre opérationnelle d'une pépinière d'initiative jeunesse pour les quartiers Ouest Bellevue, Chantenay, Sainte-Anne. Ce projet est le fruit d'un mandat citoyen initié en 2013 dans le cadre du Conseil de quartier Bellevue, Chantenay, Sainte-Anne. Il s'inscrit à la fois dans la politique adolescence jeunesse de la Ville et dans le projet global de Bellevue.

Outre l'offre de services d'une pépinière qui est l'accueil des jeunes, l'information et l'orientation, l'accompagnement de leurs projets et initiatives, le mandat citoyen a mis en évidence la nécessité de développer une plus grande coopération entre les différents acteurs jeunesse du territoire. Celle-ci s'est traduite par la coconstruction d'une charte d'engagement entre partenaires dont la Ville se porte garant.

La mise en œuvre opérationnelle de cette pépinière est réalisée sur la base de préconisations travaillées collectivement par les acteurs jeunesse. Dans ce contexte, trois démarches complémentaires sont initiées. Il s'agit de l'approbation d'un schéma de gouvernance décliné autour de la création d'une structure associative ad hoc loi 1901, d'une coordination et conduite opérationnelle de la pépinière par les associations Quais de la mémoire et Atelier des initiatives, de la planification d'un calendrier de mise en œuvre progressive du premier programme d'actions 2015-2016 autour notamment d'une offre de services innovante à destination des jeunes, en référence aux trois fonctions cœur des pépinières nantaises, au cours du dernier trimestre 2015 ; enfin, de l'attribution d'un espace dédié à la pépinière jeunesse.

À cette fin, il est proposé de verser des subventions aux deux acteurs constituant la coordination opérationnelle pour un montant total de 50 000 euros, répartis comme suit : 30 000 euros pour l'association Atelier des initiatives au titre de la coordination opérationnelle et de la mise en œuvre d'actions de lancement de la pépinière, et 20 000 euros pour l'association Quais de la mémoire au titre de la coordination opérationnelle et de la mise en œuvre d'actions dans le cadre de la pépinière, notamment de l'action Silence ça tourne en bas des tours.

IV – 44

L'attribution des subventions afférentes nécessite la conclusion d'avenants entre la Ville de Nantes et les associations Atelier des initiatives et Quais de la mémoire dont vous trouverez un exemplaire en annexes 2 et 3.

Enfin, cette délibération concerne la quatrième répartition de subventions pour les associations jeunesse et adolescence, au titre de l'année 2015, pour un montant total de 32 000 euros. Deux subventions de fonctionnement pour :

- l'association Les Créalters à hauteur de 10 000 euros (cette association fait connaître de nouvelles pratiques citoyennes alternatives et sensibilise, forme et accompagne des projets collectifs innovants sur le territoire) ;
- l'association Jolis Mômes production qui soutient l'engagement des jeunes et les aide à la concrétisation de supports audiovisuels pour un montant de 7 500 euros ;
- enfin quatre aides au projet pour :
 - l'association Nitramenco à hauteur de 2 500 euros qui agit dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle et réalise des entraînements aux entretiens professionnels dans le quartier Breil-Dervallières,
 - l'association Ambition jeunesse pour un montant de 5 000 euros pour sa programmation estivale dans le quartier Malakoff,
 - l'association Les Deux Rives pour 2 000 euros pour l'accompagnement des projets de jeunes dans le cadre du Festival des projets,
 - et enfin, l'association C West pour un montant de 5 000 euros qui travaille également dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle pour une opération appelée Ticket pour l'avenir : action d'accompagnement au projet professionnel, stage, recherche d'emploi, mise en relation vers la mission locale.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée à l'unanimité. Délibération suivante, Ghislaine Rodriguez.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 12, intitulé :

Petite enfance – Convention entre Nantes et Saint-Herblain pour la mise en commun des places d'accueil d'urgence sur le quartier de Bellevue – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Mme le Maire, chers collègues, l'objet de cette délibération est d'autoriser la signature entre les Villes de Nantes et de Saint-Herblain, qui permettra de mettre en œuvre des places d'accueil d'urgence sur le quartier de Bellevue et qui s'inscrit dans le cadre du projet de renouvellement urbain de ce grand quartier.

Dans le domaine de la petite enfance, les préoccupations et les objectifs sont partagés entre Nantes et Saint-Herblain : mixité sociale, le soutien aux familles en difficulté, insertion et retour à l'emploi. Les places d'accueil d'urgence permettent de répondre aux besoins imprévus des familles. Par définition, les places d'accueil d'urgence restent parfois disponibles pendant un certain temps alors qu'à d'autres moments ces places sont insuffisantes pour répondre aux besoins.

Il paraît donc judicieux d'envisager dans les multiaccueils situés sur le territoire de Bellevue une mise en commun des places d'accueil d'urgence entre les deux communes. Cela permettra à la fois de simplifier la vie des familles et d'optimiser l'offre de services existante. C'est donc le sens de la convention entre Nantes et Saint-Herblain qui est mise à la délibération du Conseil municipal.

Concrètement, les démarches des familles ne changeront pas. Elles continueront à s'adresser aux services petite enfance de leur commune de résidence qui collaboreront entre eux pour rechercher une solution pour ces familles. Dans le contexte financier contraint que nous connaissons, c'est un bon exemple d'amélioration du service public à coût constant.

IV – 45

Mme LE MAIRE – Merci. Myriam Naël.

Mme NAËL, Adjointe – Merci. Chers collègues, l'occasion de cette délibération me pousse à simplement nous dire que le projet global de Bellevue entre en phase opérationnelle dans toutes ses dimensions. Nous avons eu l'occasion de présenter les grands enjeux que nous avons portés devant l'Agence Nationale de Renouveau Urbain, mais bien au-delà de l'urbain, toute la question sociale et économique est un enjeu fondamental pour réussir ce projet qui a une durée de vie à 15 ans avec des actions tout de suite et des actions plus lointaines.

La pépinière jeunesse de Bellevue portée par Nicolas Martin, l'ouverture de places d'urgence de crèche entre Nantes et Saint-Herblain montrent que nos Villes sont aujourd'hui réunies pour répondre aux enjeux, aux besoins des habitants. Nous avons travaillé toute cette année, un an après le lancement du projet, et d'ores et déjà nous pouvons dire qu'il y a du concret sur ce quartier, de l'action réelle pour les habitants, des places de crèche, la pépinière jeunesse, des créations partagées dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle, un appartement sur les questions environnementales, et puis demain, effectivement, nous avons déjà annoncé des choses plus lourdes en termes de transformation urbaine – je pense aux études qui sont en cours sur la place Mendès-France, les études qui sont en cours chez les copropriétaires de logements qui sont aujourd'hui dégradés, et puis la disparition de la place des Lauriers à l'horizon 2017.

Donc voilà : un projet de renouvellement urbain qui devient un projet global, qui avance, avec du concret pour ses habitants. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée à l'unanimité. Dossier suivant, Ghislaine Rodriguez.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 13, intitulé :

Politique publique petite enfance – Associations gestionnaires de multiaccueils petite enfance – Construction, acquisition et aménagement de locaux – Subventions d'équipement – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Cette délibération concerne l'association Mickey et Minnie, actuellement gestionnaire d'une crèche de 22 places rue de Gigant, qui sollicite une subvention d'équipement dans le cadre de son projet de relocalisation extension.

Ce projet immobilier va permettre à cette structure de transférer son activité dans des locaux neufs situés rue d'Auvours, et d'en augmenter la capacité. L'association Mickey et Minnie sollicite une subvention d'investissement de 200 000 euros afin d'ouvrir ce nouveau multiaccueil de 40 places début 2017. Ce projet contribue, à hauteur de 18 places, à l'engagement de la municipalité de créer 400 places d'accueil collectif supplémentaire sur le mandat.

Aussi, compte tenu de l'intérêt de ce projet, tant du point de vue géographique qu'économique, et pour viser à la pérennité de l'association, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention d'investissement avec droit de reprise d'un montant de 200 000 euros, afin de soutenir son projet immobilier. Les crédits sont prévus au budget 2015.

Mme LE MAIRE – Merci. Maguy Salomon.

Mme SALOMON, Conseillère municipale – Merci, Mme le Maire. Chers collègues, je voudrais, si besoin était, conforter la nécessité pour notre collectivité de soutenir ce projet. Créer des places supplémentaires à Nantes est pour nous un objectif primordial car cela permet aux parents d'avoir l'esprit libre pour s'épanouir dans leur vie active, professionnellement ou en poursuivant des études ou formations. L'offre de garde diversifiée que propose la Ville reste, nous le savons, insuffisante. C'est pourquoi nous nous sommes d'ailleurs engagés à créer

IV – 46

pendant le mandat 400 places supplémentaires, un objectif prioritaire qu'il nous faudra collectivement atteindre.

Avec cette association, nous œuvrons dans le sens de notre engagement en créant 18 places de plus dans l'offre existante. Permettre à plus d'enfants d'aller en crèche, c'est donner à ces enfants la possibilité de développer encore plus leurs capacités cognitives ou autres, et favoriser également leur socialisation dès leur plus jeune âge.

Notre majorité soutient la diversité de lieux d'accueil afin que les parents puissent avoir le choix entre différents modes de garde – crèches municipales, associatives, privées, nourrices agréées. C'est également une façon de permettre l'essor de projets éducatifs différents et participatifs. Ainsi dans les crèches associatives, les parents jouent un rôle important à tous les niveaux, dès la conception du projet éducatif, à côté des professionnels, jusqu'à la participation dans des tâches quotidiennes.

Au sein de ces crèches, les échanges entre parents et professionnels créent non seulement de la convivialité, mais permettent aussi le partage des idées éducatives et contribuent au développement de valeurs et principes forts comme la laïcité, l'égalité entre hommes et femmes, la solidarité, le respect de l'autre, la non-discrimination.

Enfin, l'emplacement au centre-ville de cette crèche permet aussi à des parents qui y vivent ou y habitent de mieux s'organiser et de pouvoir être au plus près de leurs enfants. Le fait d'être cofinanceurs avec le Département et la CAF souligne sa pertinence.

Voilà autant de raisons qui rendent fondamental le soutien de projets comme celui-ci. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. La délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Délibération 14, Gilles Nicolas.

M. NICOLAS, Adjoint, donne lecture du dossier n° 14, intitulé :

Création de la Maison de la Tranquillité Publique – Lancement d'une procédure adaptée – Approbation

M. NICOLAS, Adjoint – Quelques éléments de contexte. On a une législation aujourd'hui qui renforce de manière continue le rôle pivot des maires dans les politiques de prévention de la délinquance. On a une demande sociale de sécurité qui s'oriente toujours plus vers le maire, et on a une connaissance fragmentée par le citoyen usager de l'action respective de la Ville et de l'État en matière de sécurité et de tranquillité.

Forts de ces constats, on se propose de créer une Maison de la Tranquillité Publique, ce sera la première en France, avec plusieurs objectifs. L'objectif général, c'est ce que l'on a toujours recherché depuis plusieurs années, c'est d'améliorer le service aux citoyens usagers et rendre lisible l'action communale.

Quand je parle d'améliorer le service aux citoyens usagers, je parle de cette relation qu'il doit y avoir de plus en plus concrète et de plus en plus proche entre les services de sécurité et les citoyens. Plusieurs objectifs opérationnels pour cette MTP, Maison de la Tranquillité Publique : faciliter l'accueil de l'usager par la mise en place d'un accueil unique, centralisé et facilement accessible, garantir une prise en compte individualisée des sollicitations des habitants, et assurer la mise en visibilité et valoriser l'action de la Ville.

J'aime bien le petit schéma suivant : cela va me permettre de le commenter et de savoir comment cela marche. Comment cela marche ? Déjà, cette Maison de la Tranquillité Publique est un nouveau service à l'intérieur des services de la direction générale de la tranquillité publique. C'est un nouveau service, j'ai entendu les modes de modernisation du service public

IV – 47

ce matin, elle va se faire, cette Maison de la Tranquillité Publique, sans effectifs supplémentaires. C'est-à-dire que l'on a des gens qui travaillent déjà dans ce service de la tranquillité publique, qui vont venir travailler spécifiquement sur cette mission d'accueil personnalisé.

Le petit schéma en haut : vous avez un petit bureau où l'on a un accueil physique. C'est-à-dire que toute la semaine, les gens, les Nantais pourront venir dans cette MTP. Ils seront reçus, ils déposeront leur demande. Dans un premier temps, soit il pourrait y avoir une orientation rapide vers le service concerné, soit ce ne sera pas possible et dans ce cas-là, on désignera un fonctionnaire qui va assurer le suivi. Il pourra être proposé à la personne qui sera venue un rendez-vous ultérieur où l'on prendra en compte son problème. C'est ce que l'on appelle le suivi ensuite individualisé et personnalisé.

Cette même chose qui se fait en matière d'accueil physique, vous avez un autre petit schéma, vous avez un accueil téléphonique. La même chose pourra se faire de manière téléphonée et troisième chose, je pense à mon camarade Franckie Trichet, c'est ce que l'on aura aussi sur un site Internet dédié. Il y aura aussi cette possibilité via Internet. Cette possibilité via Internet fera aussi mieux connaître les questions que traite la Ville en la matière. C'est important aussi cette information, de ne pas tout confondre sur certains sujets.

On a bien l'intention d'ailleurs, avec l'État, de faire une documentation commune pour préciser ce qui est de la responsabilité de l'État et de la Ville. Ce qui me permet de dire que cette Maison de la Tranquillité Publique, ce n'est pas un commissariat bis. C'est tout à fait autre chose. Parce que les compétences de la Ville en la matière ne sont pas des compétences de l'État.

Troisième chose : on a aussi un espace de rencontres et d'échanges avec les habitants. Souvent, on fait des rencontres avec les habitants, cela peut-être des fois avec des bailleurs sociaux, cela peut-être avec d'autres institutions, avec d'autres associations. Ce sera un lieu, j'ai envie de dire, où des associations, ou des professionnels tournant autour des questions de la tranquillité publique, pourront tenir des permanences, où l'on pourra accueillir des groupes d'habitants, etc., pour parler des questions auxquelles ils sont confrontés. C'est également un lieu de rencontre, cette Maison de la Tranquillité Publique.

Et puis dernière chose : on a un espace d'information et d'animation. J'irais même plus loin : cela se veut aussi un lieu de débat sur les questions de tranquillité publique. Tout cela sera formalisé dans une charte de la tranquillité publique.

Cette Maison de la Tranquillité Publique va se situer à la Manufacture des tabacs, au rez-de-chaussée. Il y a un réaménagement à ce niveau-là. Ce sont 730 mètres carrés qui vont être occupés par la MTP. Il y a des travaux conséquents qui s'y font car la Manufacture du tabac comme je l'ai vu dernièrement par Olivier Chateau sur tout ce qui est le patrimoine industriel, n'a pas eu de travaux depuis longtemps. Il y a des problèmes sur le désamiantage, sur l'accessibilité, etc.

Il y a un certain nombre de travaux, cela va se faire en deux tranches : une première tranche qui va permettre de travailler la phase A, je crois, et une deuxième, la phase B. Les travaux de réhabilitation du rez-de-chaussée bâtiment A, et ensuite le bâtiment B. La continuité du service doit être effective.

Les coûts pour cette Maison de la Tranquillité Publique : ce sont surtout des coûts d'investissement. Le coût total de l'opération, que ce soit en investissement, les travaux, que ce soit sur le site Internet, les aménagements, etc., s'élèveront à 1 145 000 euros.

Mme LE MAIRE – Merci. Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe – Merci Mme le Maire. Je souhaitais effectivement intervenir suite à la présentation de cette délibération par Gilles Nicolas de la création de la Maison de la Tranquillité Publique en tant qu'Adjointe de quartier.

IV – 48

Je pense qu'effectivement, cela vient répondre aux sollicitations que l'on peut avoir régulièrement par nos concitoyens. Je rappelle simplement que la création de la Maison de la Tranquillité Publique est un de nos engagements du projet municipal. Je trouve que c'est plutôt pas mal aujourd'hui de voir la réalisation. Et surtout, je crois que cette Maison de la Tranquillité Publique, elle vient mettre en évidence le travail qui est engagé par la direction de la tranquillité publique depuis déjà un certain nombre d'années pour essayer de donner à la fois de la cohérence et de la visibilité à ce travail.

Gilles Nicolas l'a rappelé : si les services que sont la police municipale, les médiateurs de quartiers, les médiateurs du centre-ville, les agents de surveillance de la voie publique, le service communal d'hygiène, le service sécurité civile ou la mission de prévention sont des services relativement bien identifiés par les Nantais dans leur champ d'intervention spécifique, ils sont néanmoins méconnus et peuvent être source de confusion quant aux démarches à suivre et aux services qui pourraient répondre aux attentes des habitants.

Alors, au-delà de la visibilité effectivement que donne cette Maison de la Tranquillité Publique, je pense qu'elle donne aussi à voir l'importance du champ d'intervention de cette politique publique parce qu'elle embrasse effectivement un nombre important de compétences. Elle permettra effectivement de répondre aux objectifs de qualité d'accueil physique et téléphonique, d'avoir de l'information et de l'orientation vers le service le mieux adapté pour la prise en compte de manière plus précise des interpellations de nos concitoyens, et ainsi également de mieux valoriser notre action.

Je vous le disais : je peux témoigner en tant qu'Adjointe de quartier, lors de mes permanences, du désarroi que peuvent ressentir parfois les personnes qui viennent, et notamment les plus fragiles d'entre eux, face à certaines situations pour lesquelles ils ne savent pas vers qui s'orienter et comment on peut répondre à leur attente. Cela peut être des questions très basiques, nuisances sonores, les troubles du voisinage, mais également les insalubrités dans les logements privés, etc.

Et je pense qu'effectivement, cela nous permettra d'avoir plus de répondant à ces interpellations. Donc je termine simplement, Mme le Maire, mes chers collègues, en disant que si la sécurité des personnes et des individus est un droit inaliénable, il n'en demeure pas moins un élément complexe et un élément trop sérieux pour l'utiliser à d'autres fins. La première des choses, c'est que chacun dans son rôle assume ses compétences, et Gilles Nicolas l'a rappelé, les compétences de l'État et les compétences qui relèvent de la collectivité qu'est la Ville de Nantes, et c'est bien ce que nous faisons. Cette décision en tous les cas témoigne de cette lisibilité que nous voulons donner sur les sujets qui préoccupent nos concitoyens. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Catherine Choquet.

Mme CHOQUET, Adjointe – Merci Mme le Maire. Chers collègues, le projet de Maison de Tranquillité Publique qui nous est présenté là par Gilles Nicolas représente effectivement un véritable pas en avant pour les habitants. C'est une approche globale de la tranquillité publique qui articule prévention, éducation, mais aussi présence dans les 11 quartiers nantais, en complément, il faut toujours le rappeler, des actions de police et de justice lorsqu'elles sont nécessaires.

Le guichet unique qui regroupe ces différents dispositifs communaux, et Abbassia Hakem l'a bien décrit, ce dispositif permettra aux habitants plus de facilité, plus de simplicité, plus de visibilité. Tous les élus de quartier rencontrent ces demandes des habitants, partagées sur l'ensemble des territoires.

En même temps, les différentes entrées qui sont prévues, les différentes entrées possibles, physiques, téléphoniques, numériques, contribuent aussi à l'amélioration de l'accès pour toutes les populations qui parfois peuvent hésiter à se déplacer ou à rendre visite. On va bien là dans le sens de faciliter la vie pour tous les Nantais.

IV – 49

Mais j'ajouterais quelques mots à propos de l'actualité de ces derniers jours, qui relève plus de la police, mais on voit bien que ce sont des difficultés qui peuvent mobiliser toutes nos énergies. En tant qu'Adjointe du quartier du centre-ville, j'avais eu l'occasion d'accompagner la brigade nocturne qui est un des dispositifs municipaux, la brigade nocturne qui circule dans les quartiers, particulièrement dans le centre-ville. Je les avais accompagnés sur une sortie jusqu'à 4 heures du matin. J'ai bien vu l'enjeu qu'il y avait de cette présence d'agents municipaux qui assurent par cette présence, une visibilité du service public, mais aussi un rappel de la réglementation. On est bien sur l'équilibre et l'articulation de ces deux missions.

En revanche, on voit bien les limites aussi et il y a des moments où la justice et la police doivent intervenir. Je reviens sur quelque chose de plus national : ce contexte que nous connaissons aujourd'hui, d'environnement économique dégradé, sur le développement de précarité, on voit bien que ce sont deux éléments qui constituent un terreau idéal pour que la délinquance ou les flambées de violence interviennent.

Et là, nous sommes convaincus qu'il faut agir par deux moyens : d'une part en soutenant les initiatives dans tous les quartiers, et les associations qui font un travail de proximité puisqu'il s'agit là de renforcer le lien social, mais il y a aussi un espace public qui doit être repensé avec un renforcement de la présence humaine dans le centre-ville ou dans les quartiers, de jour comme de nuit. Là, on voit bien que c'est une demande de vidéosurveillance qui ne remplacera jamais une approche axée sur la proximité, l'écoute, la mixité sociale, la prévention, la médiation, l'aménagement urbain. C'est par ce biais, par cette coordination que nous pourrions construire de façon durable un mieux vivre ensemble dans la ville de Nantes. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Laurence Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire. Je vais laisser mon collègue Guillaume Richard intervenir sur ce sujet de la Maison de la Tranquillité Publique. J'ai simplement noté, comme beaucoup d'entre nous je pense, que sur cette thématique de la sécurité à Nantes, vous avez écrit à Manuel Valls cette semaine pour lui demander où étaient passés les 54 policiers promis par le Gouvernement. Je ne sais pas si vous avez eu une réponse de M. le Premier Ministre. En tout cas, vous avez eu une réponse d'un des syndicats de police le lendemain dans la presse, une réponse qui a d'ailleurs été appuyée par la Préfecture qui confirmait les dires du représentant de la police nationale.

Alors, si je peux me permettre de vous donner un tout petit conseil, Mme le Maire, quand vous avez une question vous n'êtes pas obligée d'écrire à Manuel Valls. Vous pouvez aussi aller demander l'information au Préfet de région. C'est vrai que cela a moins de panache, je vous l'accorde, en termes de com, de dire : « Je vais aller demander au Préfet. », plutôt que de dire : « J'écris à Manuel Valls. », mais certainement la réponse sera tout aussi efficace.

Je le dis parce que c'est la deuxième fois que vous nous faites le coup quand même, Mme le Maire, sur cette question du courrier à Manuel Valls puisque vous lui avez déjà écrit, avec vos collègues Anne Hidalgo et Gérard Collomb, sur la baisse des dotations de l'État aux collectivités locales. Et je crois malheureusement qu'écrire à Manuel Valls ne fait pas une politique.

Sur le fond du sujet de la sécurité, nous avons passé un petit moment vendredi dernier dans votre bureau et nous avons parlé de sécurité. Vous m'avez dit (si j'ai bien compris vos propos, mais peut-être me corrigerez-vous) qu'en dépit des différents événements qui ont marqué les Nantais ces derniers jours et ces dernières semaines, le décès d'un homme au Hangar à bananes, le double viol au Bouffay, les coups de feu à Malakoff et l'on voit encore dans la presse ce matin ce qui s'est passé ce week-end, vous m'avez dit que la situation en matière de sécurité n'était pas préoccupante à Nantes... Vous allez me corriger, laissez-moi terminer.

Mme LE MAIRE – Mme Garnier, ce que vous venez de faire est un mensonge scandaleux. Je vous demande de dire l'intégralité de ce que je vous ai dit lors de cette discussion. Vous le savez comme moi, je le redis : la campagne électorale n'autorise pas tout, ni les mensonges. Vous avez la gentillesse de me citer, je vous prierai de citer ce que je vous ai dit dans son intégralité.

IV – 50

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Mme le Maire j'allais le faire, mais vous m'avez coupé la parole. Est-ce que je peux reprendre ?

Mme LE MAIRE – Je vous redonne la parole effectivement.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Je vous remercie, et je vais poursuivre le contenu de notre échange de vendredi dernier, rassurez-vous. Vous m'avez donc dit que les informations que vous aviez témoignaient du fait qu'en dépit de ce que nous voyons actuellement, et j'ai recité à l'instant les faits que nous avons tous à l'esprit, il n'y avait pas de situation préoccupante sur la question de la sécurité à Nantes, d'après les informations que vous a transmises la Préfecture. C'est bien cela ? J'ai été complète ?

Du coup, ma question est simple : si vous avez ces informations de la part de la Préfecture, pourquoi est-ce que vous demandez des renforts policiers ? Soit il y a une situation qui n'est pas préoccupante, auquel cas on interprète différemment, je vous laisserai le soin de nous dire comment, les différents événements dramatiques auxquels nous avons assisté à Nantes ces dernières semaines. Soit on considère qu'il y a une vraie problématique en matière d'insécurité à Nantes, auquel cas effectivement on peut demander des renforts policiers, quitte à écrire au Premier Ministre. Mais là, j'avoue sincèrement (mais vous allez certainement nous éclairer sur ce sujet) que l'on a du mal à voir clair dans votre stratégie en matière de sécurité, à part si on l'interprète comme une simple stratégie de communication, ce qui serait dommage compte tenu des enjeux.

Mme LE MAIRE – Écoutez, Mme Garnier, si cela vous amuse de jouer avec des sujets aussi sensibles, de reprendre des propos, de n'en citer que la moitié... Est-ce que je suis préoccupée et inquiète sur la situation en matière de sécurité ? Oui, Madame, je le suis, et quand j'ai écrit au Premier Ministre c'est bien parce que je prends toutes mes responsabilités et que je demande à l'État de prendre la mesure et le niveau de mobilisation nécessaires pour répondre à ces enjeux.

Ce que je vous ai dit lors de nos entretiens – mais je note une évolution certaine dans l'utilisation que vous faites de nos entretiens, j'en tiendrai donc tout à fait évidemment compte –, ce que je vous ai dit, c'est que lors de la dernière réunion que nous avons eue en Préfecture sous l'autorité de M. le Préfet et que l'ensemble des sujets de sécurité ont été évoqués, pas simplement ceux que vous mentionnez, que la réponse de la Préfecture était qu'aux chiffres aujourd'hui en possession de la Préfecture en matière de sécurité dans l'agglomération nantaise, ils ne notaient pas une augmentation qu'eux qualifiaient dans leurs chiffres.

Je vous ai donc recité les propos de M. le Préfet de région. Je vous propose de refermer là la parenthèse sur cet entretien.

Moi, mon sujet, ma préoccupation, c'est quoi ? C'est la sécurité des Nantais. Et si je réponds à votre intervention avec beaucoup de sérieux, c'est parce que personne dans cette assemblée ne peut avoir la certitude que les échanges qu'il y a eus, à répétition, depuis plusieurs semaines, ne pourraient pas conduire demain à un drame plus important. C'est ça la réalité de la situation, Mme Garnier.

Pourquoi j'écris à Manuel Valls ? J'écris à Manuel Valls parce que je ne veux pas interpeller l'État quand il sera trop tard. Je préfère interpeller l'État maintenant parce que je considère que la situation est suffisamment préoccupante pour écrire au Premier Ministre qui effectivement a sous sa responsabilité le Ministre de l'Intérieur, qui a sous sa responsabilité M. le Préfet. Parce que oui, dans ce pays, il y a des chaînes hiérarchiques. Oui, dans ce pays il y a des répartitions de compétences. Oui, dans ce pays, le législateur a imaginé une répartition de compétences entre la Ville et l'État, et que la question de la sécurité me préoccupe suffisamment pour que je fasse le choix effectivement d'adresser ce courrier parce que je considère que l'État doit prendre toute la mesure de la situation.

Voilà quelle est très exactement la situation, Mme Garnier, et sincèrement je vous le dis : sur ce sujet, j'attends qu'au-delà de nos clivages, on soit capables de se mobiliser pour répondre aux

IV – 51

attentes des Nantais. Moi, j'ai passé deux heures et demie à Malakoff la semaine dernière et je vais vous dire ce que vous disent les habitants de Malakoff que vous ne voyez peut-être pas régulièrement dans la période récente : les habitants de Malakoff nous disent stop. Ils nous disent : « Ces enjeux de sécurité cela suffit, aujourd'hui on veut des résultats. » En même temps, ils nous disent : « Nous, on est attachés à notre quartier et on veut contribuer à donner une autre image de notre quartier, et on veut aussi que les initiatives positives qui existent sur ces quartiers soient vues. »

Quand je vais rencontrer le nouveau commerçant qui s'est installé sur la place Rosa-Parks, qui a été décerné lauréat du Prix des cités, qui vient d'ouvrir son entreprise, qui d'ores et déjà a pris contact avec les professionnels du secteur, la maison de l'emploi, mais aussi avec les acteurs associatifs pour dire comment il peut s'immiscer dans le tissu local, c'est tout cela que les habitants nous disent. Ils nous disent qu'ils attendent de nous de l'autorité, de la fermeté, une exigence sur les sujets de sécurité. Alors oui, quand je fais le choix d'écrire ce courrier, j'adresse un message d'exigence à l'État et je l'assume comme tel.

M. Richard.

M. RICHARD, Conseiller municipal – Merci Mme le Maire, mes chers collègues, j'ai déjà eu l'occasion d'intervenir au Conseil municipal sur ces questions de tranquillité au sens le plus extensif du terme, notamment lorsque l'on a évoqué le contrat Ville 2015-2020. Eh bien, je me félicite de votre évolution sémantique Mme le Maire. Je vois que le mot « sécurité » n'est plus un gros mot. On le voit dans les premières phrases de cette délibération.

La préoccupation des Nantais pour leur sécurité, préoccupation que j'ai relayée plusieurs fois d'ailleurs dans cette enceinte, vous a donc touchée, Mme le Maire, et j'en suis ravi. Espérons que la structure qui va voir le jour à la Manufacture des tabacs y apportera un début de réponse efficace. Je rappelle que le groupe de la droite et du centre avait proposé cette Maison de la Tranquillité au mois de juillet 2013 et donc évidemment nous vous soutenons et nous sommes ravis qu'elle voit enfin le jour.

Maintenant que la décision de sa construction est prise, nous devons assurer sa visibilité à nos concitoyens et nous n'avons pas le droit à l'erreur. Les Nantais attendent cette solution que nous soutenons depuis plus de deux ans, alors ne faisons pas de l'affichage et assurons-nous de cette efficacité.

Aujourd'hui, nous attendons de votre part une structuration des dispositifs pour que ces dispositifs soient bien identifiés par les Nantais, ce qui les rendra donc efficaces, utiles et utilisés. Je note votre volontarisme Mme le Maire, puisque vous avez écrit au Premier Ministre, et je ne vais pas reprendre les propos de Laurence Garnier. Vous lui avez rappelé les objectifs qui ont été pris... Pardon, les engagements qu'il avait pris à l'époque, en février 2014, lorsqu'il était au ministère de l'Intérieur. Il est évident qu'il y a une défaillance puisque nous n'avons semble-t-il pas de retour.

Le problème, c'est que votre courrier à mon goût ne doit pas peser bien lourd puisque vous indiquiez publiquement la semaine passée en Conseil métropolitain que vous n'êtes pas sur la même branche que M. Macron, que M. Valls et compagnie. Votre responsabilité, je crois, est de vous assurer que vos courriers aient un retour.

Faire de la politique, c'est une chose, mais dire que vous êtes contre le Gouvernement qui doit nous envoyer des renforts policiers, je pense que cela va nous compliquer la tâche pour obtenir ces policiers dont nous avons terriblement besoin. Laissez la critique du Gouvernement à l'opposition et faites le boulot pour obtenir ces policiers. Heureusement, la justice a pris la mesure du problème en condamnant à une lourde peine l'auteur des coups de feu de l'année dernière à Malakoff, et puisque la justice a su faire son travail de son côté, je crois que nous aussi nous devons prendre notre part dans ces violences ordinaires.

Mme LE MAIRE – Merci.

IV – 52

M. RICHARD, Conseiller municipal – Je n'ai pas terminé, Mme le Maire. C'est comme cela, je suis désolé, je vais vous forcer à écouter encore quelques minutes. Vous avez annoncé par voie de presse – au lieu de le faire d'ailleurs ici – vendredi dernier que l'ilotage et la vidéoprotection ne se feront pas tout de suite. L'impression que l'on a, Mme le Maire, est qu'en fait vous levez le ton, vous serrez le poing, et puis rien. Vous affirmez une détermination à coups de grands articles de presse, et à nouveau rien.

Ce que l'on vous demande, ce n'est pas d'attendre « la Saint-Glinglin », c'est de prendre les mesures qui relèvent de nos compétences. Vous éloignez de votre responsabilité le problème en ne nommant que le banditisme et le crime. On sait tous évidemment que cela relève des compétences de l'État. Mais il y a une délinquance ordinaire qui est réellement insupportable pour les habitants. J'espère que vous allez les entendre parce qu'eux demandent également par voie de presse la présence policière et la vidéoprotection.

Vous allez me faire le coup de la stigmatisation des quartiers difficiles, ce n'est nullement stigmatiser Malakoff que de parler des problèmes. Ce n'est nullement stigmatiser Malakoff que de dire que des familles quittent Malakoff. Je crois que l'on a fait beaucoup d'efforts pour que ces quartiers soient rénovés, et cette rénovation est une belle rénovation. Maintenant, je pense que nous devons jouer collectif sur ces questions-là et nous avons un objectif de résultat Mme le Maire, et pas un objectif de moyens, encore moins un objectif de posture. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Katell Favennec.

Mme FAVENNEC, Conseillère municipale – Comme beaucoup d'autres villes, Nantes connaît aujourd'hui des difficultés réelles en matière de sécurité et de tranquillité publique. Les derniers événements attestent d'une escalade de la violence liée à des comportements délictueux, mafieux, dus à divers trafics.

Ces actes ont parfois lieu dans des quartiers où la Ville, l'État ont beaucoup investi. Mais le constat s'impose que nous ne solutionnons pas l'ensemble des problèmes par les seules opérations de renouvellement urbain. Dans ce contexte de dangerosité pour nos populations, il y a nécessité de renforcer la présence, l'action des services de police nationale afin qu'ils enquêtent et agissent pour rétablir l'ordre.

Au-delà de ces événements, nous constatons que ce contexte est malheureusement la traduction de l'État, d'une société qui peine à trouver les ressorts et les outils pour sortir d'une spirale négative, qui peine à ouvrir des perspectives à sa jeunesse qui dans sa très grande majorité espère en son avenir.

Le débat ne peut se réduire à opposer prévention et répression. C'est évidemment dans une approche de proximité quotidienne, enracinée, que nous répondrons durablement à l'enjeu de la sécurité, de la tranquillité publique. Évidemment, l'éducation prend une part majeure dans cette approche.

De ce point de vue, notre majorité s'est beaucoup engagée pour que chacun de ses habitants vive bien sa ville, vive bien dans sa ville. Ainsi, nous avons mis en place un dispositif diversifié et articulé, de réponse aux sollicitations des Nantais en matière de sécurité et tranquillité publique. Police municipale, médiateurs de quartier, médiateurs de centre-ville, brigade de contrôle nocturne, agents de surveillance de la voie publique, service communal d'hygiène, service sécurité civile et mission prévention : ces dispositifs sont connus et reconnus des Nantaises et Nantais qui les sollicitent, car ils leur apportent soutien et réponses, solutions multiples, et contribuent ainsi au vivre ensemble dans notre Ville.

C'est donc avec satisfaction que nous accueillons cette délibération. La création d'une Maison de la Tranquillité Publique a vocation à parfaire le dispositif pour répondre mieux encore aux attentes de la population. Ce guichet unique permettra la simplification de la démarche d'un plaignant, permettra son orientation rapide et contribuera sans nul doute à l'apport de réponses

IV – 53

immédiates. C'est évidemment un atout pour associer la population au débat sur la question de la sécurité, pour l'informer, prendre les décisions les plus pertinentes.

Pour être pleinement efficaces et répondre aux enjeux, nous devons être particulièrement attentifs à ce que soit assurée une grande réactivité, un suivi rigoureux, afin d'être en phase avec les attentes des Nantaises et Nantais. Il s'agit là d'un enjeu de service public garantissant l'égalité de traitement, la continuité.

De ce point de vue, mesurons qu'ainsi organisée, rendue plus visible et simplifiée, la Maison de la Tranquillité Publique recevra sans nul doute un accueil très positif de nos concitoyens. Cela peut conduire à un accroissement de la demande de façon conséquente avec des moyens et des effectifs constants.

Aussi, nous proposons la réalisation d'un diagnostic après une année d'activité afin de procéder aux ajustements éventuels. Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Franckie Trichet.

M. TRICHET, Adjoint – Merci Mme le Maire. Mes chers collègues, je souhaite vraiment intervenir de façon très brève pour pouvoir témoigner que depuis ce matin j'ai une certaine lassitude qui me gagne et, une fois n'est pas coutume, j'ai envie de vous interpeller Mme Garnier, de vous citer. En tant qu'élus de la société civile et Adjoint non pas de la science-fiction, M. Grelard, mais de l'innovation et du numérique, Mme Garnier je veux vous dire en toute simplicité et honnêteté que je suis las. Je suis vraiment las de voir qu'aujourd'hui, depuis ce matin, je n'entends que des reproches, que des choses qui aujourd'hui ne sont pas à la hauteur de l'opposition.

Je n'ai entendu aucune proposition concrète, à part M. Bainvel qui nous a fait deux propositions que, je pense, il peut être intéressant d'étudier. Et je suis las aussi que parfois, Mme Garnier – parfois seulement – vous considérez ce Conseil municipal comme étant une tribune pour une élection à venir. Je trouve que c'est assez déplacé, en tout cas en tant que membre de la société civile je n'ai pas l'habitude, excusez-moi, d'entendre ce genre de propos. Je pense que cette assemblée est vraiment l'assemblée des Nantaises et des Nantais qui nous ont tous élus pour que l'on puisse fabriquer et gérer cette Ville, ce commun, cette Nantes de demain que l'on veut ouverte, que l'on veut juste, que l'on veut rigoureuse, je l'entends et je respecte, mais que l'on veut aussi solidaire et que l'on veut surtout à l'offensive.

En bref, une Ville d'avenir, Mme le Maire nous l'a effectivement fait remarquer, où il s'agit d'anticiper, d'agir pour ne pas subir. Quand j'entends M. Richard qui dit à Mme le Maire : « faites le boulot », non. Je ne peux pas entendre cela. Je suis désolé d'intervenir. Je n'avais pas prévu d'intervenir, mais je pense qu'à un moment donné, en tant qu'élus de la société civile, et je sais qu'il y a beaucoup de Nantaises et de Nantais qui nous regardent, on ne peut pas à un moment donné considérer avoir des envolées qui sont des postures politiciennes à mon goût, et je n'ai pas l'habitude de les entendre, et parfois j'ai envie de dire non. Je vous remercie, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. Gilles Nicolas.

M. NICOLAS, Adjoint – Oui, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Gilles, une seconde. Il y a eu deux dernières demandes d'interventions que l'on va prendre maintenant pour que tu puisses répondre globalement. Christine Meyer puis Marc Reneaume, puis Gilles Nicolas.

Mme MEYER, Conseillère municipale – Je m'étais inscrite, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – C'est absolument vrai, mais pas M. Reneaume. C'est donc par courtoisie que j'avais dit : « des interventions pas encore demandées ». Christine Meyer.

Mme MEYER, Conseillère municipale – Je voulais dire : c'était prévu.

IV – 54

Je crois que nous avons tous à nous situer à un certain niveau de responsabilité. Je crois que vous avez prononcé ces termes, M. Richard, et je crois que cette responsabilité, elle est celle de tous : c'est que nous n'avons pas le droit de galvauder ces sujets qui sont effectivement des sujets non seulement très sérieux, mais des sujets fondamentaux puisque là, je ferai tout simplement référence à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789. La sûreté est inscrite comme un droit naturel imprescriptible, au même titre que la liberté et la résistance à l'oppression.

La question de la sécurité et de la tranquillité publique est donc un sujet profondément républicain et de gauche, dans la mesure où ce sont souvent les plus fragiles socialement et économiquement qui ont le plus besoin de protection. Je rappellerai quand même qu'il s'agit effectivement d'une mission régaliennne de l'État, et à ce titre bien entendu, nous soutenons totalement votre initiative Mme le Maire, qui consiste à s'adresser au Premier Ministre et donc à rappeler à chacun ses obligations et ses compétences.

Cependant, la Ville est confrontée à des demandes qui sont des demandes quotidiennes, qui sont des demandes très diverses et auxquelles finalement elle doit, en cohérence avec les compétences qui sont les siennes, répondre, à savoir compétences de prévention, médiation, régulation, citoyeneté.

Ainsi, je rappellerai que la Ville s'est engagée depuis plusieurs années dans ce domaine directement par la mission prévention et les médiateurs de quartiers, mais aussi indirectement aussi en étroite collaboration avec les différents acteurs de ce champ notamment avec l'État, au départ avec les CLS, les Contrats Locaux de Sécurité puis aujourd'hui avec le contrat annuel territorialisé de tranquillité publique.

La Ville fait preuve à la fois d'innovation et d'exigence pour répondre aux enjeux qui sont les siens. Dans ce cadre, la création de la Maison de la Tranquillité Publique apparaît comme un projet à la fois original et innovant parce qu'aucune structure de ce type n'existe encore de façon aussi aboutie ailleurs en France, et je crois que nous devons le rappeler. Mais aussi comme un projet répondant aux exigences fondamentales du pacte républicain, deux exigences que je rappellerai : la lisibilité et la particularité.

Tout d'abord, une demande, une exigence de lisibilité. En effet, aujourd'hui, les canaux d'information, les lois, les réglementations se multiplient et paradoxalement, cette profusion entraîne une perte de lisibilité des réponses institutionnelles pour les citoyens. La création de la Maison de la Tranquillité Publique vise à rendre l'action de la Ville visible pour tous. Et ceci grâce à deux axes principalement, Gilles Nicolas l'a rappelé, je ne reprendrai pas : la création d'un accueil physique unique qui permet donc aux citoyens de savoir où adresser leurs sollicitations, et d'autre part la création d'un espace partenarial pour faciliter les relations entre les habitants et les associations actives dans ce secteur.

Mais ensuite, la Maison de la Tranquillité Publique vise aussi à un autre objectif qui est la prise en compte des demandes personnalisées. C'est-à-dire ce que j'appelle un objectif de particularisation de la règle ou de la loi en général. La loi est générale et les problèmes sont toujours particuliers.

Or, là, la Ville s'est engagée dans une exigence de réponse à chaque demande, que cette réponse, j'insiste sur ce point, soit positive ou négative. Dans certains cas, nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes, mais nous nous devons effectivement de les prendre en compte et d'expliquer dans quelle mesure la demande paraît soit illégitime, soit sans solution.

Donc, je voudrais souligner en conclusion que la charte qualité tranquillité publique formalisera ces engagements : clarifier le rôle de la Ville comme acteur de la tranquillité publique, préciser les modalités de traitement des demandes en garantissant une réponse individualisée et le suivi des démarches. Donc, nous soutenons ce très beau projet original au service des habitants. Nous serons par ailleurs attentifs à ce que sa mise en œuvre et son fonctionnement, avec notamment l'ilotage qui est très attendu par nos concitoyens, répondent bien aux engagements qui président aujourd'hui à sa création. Je vous remercie, Mme le Maire.

IV – 55

Mme LE MAIRE – Merci. M. Reneaume.

M. RENEAUME, Conseiller municipal – Merci, Mme le Maire. Je voudrais répondre en quelques mots à Franckie Trichet. On a souvent plein de points communs, mais on en a un que tout le monde connaît, c'est que l'on est tous les deux « société civile ». Comme on n'a pas d'étiquette, il faut nous en trouver. On l'accepte, celle-là, je pense.

Moi je voulais dire, quand même, un petit peu en réaction à ce que vous dites parce que depuis ce matin j'observe et j'écoute beaucoup, qu'effectivement ici, mais je l'ai déjà fait une fois, je pense que l'on souffre quand même dans nos débats et en termes de qualité, de beaucoup de caricatures, et que l'on a l'impression parfois que quand on s'exprime il y a une clé de lecture en face de soi qui fait que l'on entend des réponses qui ne correspondent pas à ce que l'on a dit.

Je veux en donner quelques exemples parce qu'il y en a qui sont quand même relativement importants. On a reproché à Laurence Garnier, à plusieurs reprises, et vous en premier Mme le Maire, d'être en campagne aux régionales. C'est une réalité. Je pense que chez vous aussi, il y a des gens qui sont en campagne, mais est-ce que c'est quelque chose qui vient à point nommé dans des débats au Conseil Municipal ? Je pense sincèrement que non.

On a également reçu des leçons, je ne suis pas venu ici pour recevoir des leçons. Je veux bien les entendre, mais je pense que vous savez tous que l'on poursuit le même objectif globalement dans la plupart des domaines ; c'est sur les moyens seulement que l'on diverge. Je n'ai pas besoin de recevoir de leçons en tant que « société civile » non plus. Je suis prêt à les écouter respectueusement, mais cela ne sert à rien.

Je vais donner deux ou trois exemples simplement, parce que je crois que l'on pourrait progresser tous ensemble. Effectivement, Guillaume Richard l'a rappelé : ce projet de Maison de la Tranquillité, ce n'est pas la peine que l'on se dispute dessus, il avait été proposé il y a trois ans je crois par la majorité de droite ou du centre, peu importe, pas par votre majorité. Tant mieux si vous le reprenez. C'est d'ailleurs un soutien qui vous est apporté là-dessus très net.

On n'est pas propriétaire de ses idées si cela va dans le bon sens. Mais ce que je voulais dire en particulier à propos du DOB quand même, sur lequel M. Bolo que j'ai croisé dans le couloir a bien noté que je m'étais tu ce matin, parce que tout simplement, vous l'imaginez bien, j'approuve assez largement les interventions des collègues de mon groupe, ce n'était pas un silence pour approuver ce que vous avez présenté M. l'Adjoint, je suis navré. Je voudrais dire deux choses.

Quand on fait trop de communication, cela nous arrive peut-être à tous, mais en l'occurrence, madame, pardon, c'est la majorité, on peut parfois frôler la tromperie, volontairement ou involontairement. Moi, j'ai noté deux ou trois « trucs » sur le DOB qui sont quand même assez choquants. On est en train de mettre sur un piédestal l'investissement public. Tant mieux. On sait très bien qu'il y a des freins à tout cela. Mais pendant que l'on nous rebat les oreilles avec l'investissement, l'investissement, l'investissement, pour dire que nous sommes champions, on cache le fait que sur le mandat, sur la pente actuelle, à la Ville de Nantes, nos investissements (on sait pourquoi, mais il faut le dire), ils vont baisser grosso modo de 100 millions d'euros. D'un côté, on dit que l'investissement est ce qui va sauver le monde, l'investissement public, et en même temps on est en train de baisser, en tout cas de 20 millions d'euros.

Mme LE MAIRE – M. Reneaume, excusez-moi, je vous interromps une seconde, je vais vous laisser poursuivre, mais je vous invite à être bref. Là, vous nous refaites le débat du DOB. Je me permets simplement de vous faire observer que l'on en est au dossier 14 et je crois que les Nantais qui nous écoutent seront intéressés par les réponses de Gilles Nicolas, sur un sujet qui les interpelle, à savoir celui de la sécurité.

Donc je vous invite à être bref puisque le sujet du DOB, nous l'avons débattu, nous l'avons évoqué, je crois que c'est important que l'on puisse aussi s'en tenir au déroulé de notre ordre du jour. Les Nantais vont être intéressés par le sujet dont nous débattons à ce stade, à savoir la

IV – 56

Maison de la Tranquillité Publique. J'aimerais que M. Nicolas puisse répondre aux questions qui lui ont été légitimement posées sur ce sujet.

M. RENEAUME, Conseiller municipal – Je serais navré qu'il ne puisse pas le faire, il n'y a pas de problème. Je n'en prends pas ombrage, mais j'ai l'impression que vous avez coutume de m'interrompre donc je vais me remettre un peu en question : je suis sans doute généralement un peu trop long. Mais c'était simplement à titre d'exemple que je voulais donner cela. Quand on est face à une réalité, je pense que l'on gagnerait à la dire clairement de façon à ce que les Nantais puissent l'entendre clairement.

Je ne vais pas vous donner beaucoup d'autres exemples, mais il y en a un, je suis navré, cela va bien au-delà du DOB. Ce que vous avez décidé aujourd'hui sur les impôts, c'est quand même une ficelle absolument énorme. Excusez-moi, comment voulez-vous que les gens admettent après cette réalité selon laquelle on s'engage, auprès de la ville centre d'une Métropole, à ne pas toucher aux impôts pour que la même majorité, excusez-moi, la même Présidente qui est Maire par ailleurs, fasse le contraire de ce qu'elle a dit à une grande partie des électeurs de la Métropole ?

Je pense qu'il vaudrait mieux le dire dès le départ, et mon propos n'est pas du tout agressif. Il consiste juste à dire, et là je rejoins parfaitement M. Trichet, que l'on souffre trop ici de certaines caricatures, et que je pense que globalement cela ne sert pas le rôle politique qui est le nôtre. Pardon d'avoir été un tout petit peu long, madame.

Mme LE MAIRE – M. Nicolas.

M. NICOLAS, Adjoint – Merci, Mme le Maire. M. Reneaume, moi aussi je suis « société civile ». Vous voyez, je pense que l'on va pouvoir s'entendre. Il n'y a plus que cela, à la limite, des « sociétés civiles » maintenant. Je vais peu répondre sur les réponses de la Maison de la Tranquillité Publique puisque tout le monde semble d'accord. Je pense que tout le monde va voter cela à l'unanimité. Cela ne devrait pas poser de problème.

Je crois que c'est un beau projet effectivement, un projet qui va répondre à un certain nombre de choses par rapport aux Nantais, par rapport à leurs demandes spécifiques en matière de tranquillité publique. Mais justement, ne faisons pas les démagogues. La Maison de la Tranquillité Publique, ce ne sera pas le commissariat bis. Ne nous trompons pas sur ce qu'est capable de faire la Ville et sur ce que fait l'État.

À vouloir justement mêler les deux choses et mettre toujours le Maire en responsabilité sur ces questions-là, ce n'est pas faire un bon débat. Ce n'est pas donner de justes informations aux Nantais. Sur la Maison de la Tranquillité Publique, je n'y reviens pas.

Sur les faits dont vous avez parlés, Mme Garnier, je vais quand même y revenir. Qu'est-ce qu'on a dit tout au long de ces dernières semaines, que ce soit Mme le Maire ou moi, sous son autorité ? À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Mais cela ne veut pas dire, comme vous sembliez le dire, que la situation est toujours exceptionnelle. C'est là qu'il y a une différence entre nous. C'est qu'à certains moments, oui, il faut prendre un certain nombre de mesures.

Dans les quartiers, quand on a des voyous qui utilisent des armes à feu, il faut y mettre un terme judiciairement. Il faut que les services d'enquête puissent employer un certain nombre de mesures avec la justice pour pouvoir mener ces enquêtes à fond.

C'est d'ailleurs l'objet de la réunion de ce soir que j'ai demandée avec la Préfecture et le Parquet. Il nous faut peut-être désigner un juge unique pour l'ensemble de ces affaires de coups de feu. Il nous faut peut-être, comme les témoignages sont peu nombreux, dire que l'on va prendre systématiquement les témoignages sous X pour favoriser ces témoignages. Cela veut peut-être dire aussi que, sur la présence policière, on a à s'interroger.

Les gens ont besoin de cette présence policière, de cette fidélisation que l'on avait à une certaine époque, que l'on appelait la police de proximité. Ce n'est pas moi qui l'ai supprimée.

IV – 57

Mais je ne suis pas polémique, ce n'est pas M. Valls qui l'a rétablie non plus. Et dans le projet que l'on a eu sur les effectifs, je me souviens parce que cela fera à peu près deux ans, avoir été avec le Préfet qui était là avant, au ministère de l'Intérieur, pour plaider pour un renfort des effectifs sur Nantes. On a obtenu ces 54 effectifs supplémentaires avec ce Préfet-là parce qu'il s'inscrivait dans une longue histoire de la contractualisation avec la Ville sur les problèmes de sécurité.

Aujourd'hui, c'est quoi la question ? La question, c'est : ces effectifs sont-ils arrivés ? Quand on connaît un peu l'administration, et je connais un petit peu la police nationale, il y a ce que l'on appelle un mouvement général. Il y a des entrées, il y a des sorties. Est-ce qu'en solde net aujourd'hui, les 54 sont présents ? S'ils sont présents, très bien. S'ils sont présents, comment les utilise-t-on ? On peut peut-être se poser la question. C'est quand même nous qui avons été à l'origine de l'apport de ces effectifs. On peut discuter de cela. On peut discuter. Est-ce qu'il ne serait pas nécessaire de les mettre plus en proximité ?

Je me rappelle encore il y a quelques années dans notre politique de contractualisation avec l'État, lorsque l'on avait beaucoup de problèmes d'incendie dans les quartiers au niveau des véhicules, des communs, on évacuait des immeubles. On a fait tout un programme dans le contrat local de sécurité, l'enfouissement des poubelles, de notre côté en matière de prévention situationnelle. La police à l'époque a créé une unité spéciale : la CLIVA, la Cellule de Lutte contre les Incendies de Véhicules. Ils ont monté les taux d'élucidation de 30 à 40 %. Voilà. Ce sont des choses dont on peut discuter, qui sont intéressantes, avec l'État. On n'est pas dans la polémique, là. C'est intéressant, ces problèmes techniques, mais traités de manière non polémique.

Mme LE MAIRE – Merci. Je vous propose donc de mettre aux voix cette délibération. Cette délibération est donc votée à l'unanimité.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dossier 15, Benoît Blineau.

M. BLINEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 15, intitulé :

Agenda D'Accessibilité Programmée des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public – Demande d'approbation au Préfet

M. BLINEAU, Adjoint – Mme le Maire, chers collègues, je suis heureux de vous présenter aujourd'hui le dossier de la délibération numéro 15 qui concerne l'Agenda D'Accessibilité Programmée des ERP et IOP, c'est la demande d'approbation au Préfet.

Je vais vous rappeler un peu le contexte, pour démarrer. La loi du 11 février 2005 en faveur de l'égalité et de la politique d'accessibilité pour les personnes handicapées demandait que tous les Établissements Recevant du Public soient accessibles à la date du 1^{er} janvier 2015. Malheureusement, devant le retard pris, il y a une ordonnance qui a été faite au mois de juillet 2014 qui a créé ce que l'on appelle les ADAP. Les ADAP, ce sont les Agendas d'Accessibilité Programmée qui demandent que tous les ERP qui sont les Établissements Recevant du Public et également les IOP, qui sont les Installations Ouvertes au Public, qui demandent donc à ce que tout propriétaire fasse un agenda pour expliquer la façon dont il allait amener l'accessibilité dans son local et pour la Ville de Nantes. Nous avons donc 553 Établissements Recevant du Public et 155 Installations Ouvertes au Public qui sont donc essentiellement les parcs et jardins. Un travail absolument considérable à faire.

La Ville de Nantes a toujours mené une politique ambitieuse au niveau des personnes handicapées en s'appuyant sur deux leviers qui sont d'abord la mobilité sur les différentes politiques publiques, avec entre autres la petite enfance, l'éducation, le sport, la culture, les logements : tous les services publics de la Ville de Nantes sont aujourd'hui mis à contribution. Chaque personne travaillant dans un service doit raisonner en fonction de l'accessibilité, en

IV – 58

fonction des personnes handicapées, pour pouvoir améliorer les différents accès aux établissements.

Un autre levier a été la relation étroite avec les usagers et les associations des personnes handicapées, par le moyen de ce que l'on appelle le CNAU qui est le Conseil Nantais de l'Accessibilité Universelle, où des ateliers travaillent de façon régulière pour améliorer, en accord avec les usagers, l'accès aux différents établissements.

Donc, la Ville de Nantes a bien envoyé pour la date du 27 septembre son Agenda D'Accessibilité Programmée. La Ville de Nantes, comme vous l'avez compris, avec de nombreux établissements, a neuf ans pour mettre en accessibilité ses établissements.

La première période de trois ans sera donc avec une urgence mise sur les établissements concernant la petite enfance, les écoles, les équipements culturels et sportifs et également les pôles associatifs ainsi que les mairies. 6,8 millions d'euros seront mis en œuvre pour arriver à améliorer cela. D'ores et déjà on peut annoncer que lors de ces trois premières années, il y aura une école par quartier qui sera accessible à toutes les formes de handicaps.

Donc le Préfet a quatre mois pour approuver cet ADAP. Je tiens à souligner en conclusion deux choses : d'abord qu'au niveau des annexes vous avez cet Agenda D'Accessibilité Programmée que vous pouvez consulter en entier, et la Ville de Nantes ne s'est pas contentée de faire un catalogue de tous les établissements avec la date à laquelle ils seront rénovés. La Ville de Nantes a tenu à expliquer exactement sa stratégie. Je crois que c'est une des rares villes en France où l'Agenda d'Accessibilité Programmée est aussi bien fait, aussi épais, où vraiment vous allez pouvoir consulter toute la stratégie complète de la mission handicap par rapport à ce travail.

Alors autrement, en dernier lieu je tiens vraiment à féliciter et remercier les services de la mission handicap qui ont travaillé en lien avec le Bâti pour pouvoir mettre à temps et à jour cet agenda, et c'est un travail considérable. Ils ont été obligés de vraiment faire un effort considérable pour arriver à cette date du 27 septembre et à pouvoir envoyer cet ADAP. Merci de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Nathalie Blin.

Mme BLIN, Conseillère municipale – Mme le Maire, chers collègues, 2015 aurait dû être l'année de l'accessibilité pour tous. Elle ne le sera pas, ou dans des proportions bien moindres que ce que nombre d'acteurs et d'usagers auraient pu espérer. La loi relative à l'égalité des droits et des chances n'a, en 10 ans, pas permis d'atteindre cet objectif d'accessibilité universelle qui a été formulé en droit européen depuis 1975, rappelons-le.

Par la loi, il s'agissait de favoriser l'insertion des personnes handicapées, de sensibiliser et de prendre en compte le handicap au sens large, englobant une pluralité de problématiques physiques, cognitives, relatives à l'état de santé, à l'âge. À travers cette loi, c'est la société qui est censée devenir accessible à tous en réaffirmant l'universalité des droits de la citoyenneté.

Force est de constater que nous en sommes encore loin. Alors que la loi avait consacré l'obligation de rendre accessibles tous les lieux recevant du public avant le 1^{er} janvier 2015, seuls 40 % le sont aujourd'hui sur le plan national, seulement 22 % dans notre agglomération, d'où une frustration légitime des personnes en situation de handicap.

Sans réelle volonté nationale sur ce sujet, et nous le savons bien, les marges de manœuvre sont minces pour les collectivités locales confrontées à une baisse de leurs dotations. Le manque de moyens supplémentaires pour réaliser les aménagements rend encore plus aléatoire la concrétisation de l'accessibilité universelle, d'autant que le Gouvernement a repoussé l'échéance à 2024. Avoir accès aux services publics de proximité, avoir accès à l'école, à l'emploi, à la santé, aux loisirs, c'est avant tout avoir accès à la citoyenneté. Cette ambition guide le programme de l'Agenda D'Accessibilité Programmée mis en place par notre Ville.

IV – 59

Aussi, nous saluons les efforts présents et futurs qui nous sont présentés dans les différents rapports en termes de facilitation des usages de la Ville, d'accessibilité des services publics, des commerces, ou encore en termes d'emploi, d'éducation, d'insertion et de citoyenneté. Rappelons également que la Ville a mené un véritable travail pour garantir un point d'accès effectif aux services publics, avec un engagement particulier sur la médiathèque Floresca-Guépin qui a pu développer toute une gamme de services adaptés aux personnes en situation de handicap.

La Ville de Nantes a été remarquée et même récompensée pour son volontarisme et son action en faveur de l'accessibilité des personnes en situation de handicap. Cet engagement, nous l'espérons, continuera de vivre dans les années à venir pour permettre à toutes et à tous de vivre normalement, dans une société plus juste. Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Jeanne Sotter.

Mme SOTTER, Conseillère municipale – Merci, Mme le Maire. Mes chers collègues, comme cela a été rappelé, l'accessibilité de tous aux divers équipements de la Ville est un enjeu majeur pour garantir le principe d'égalité. Cet agenda témoigne du travail mis en œuvre par la Ville, en concertation avec les associations et les usagers pour atteindre l'accessibilité universelle des équipements et services publics.

Ce que l'on connaît peut-être un peu moins, c'est l'action mise en œuvre par la Ville de Nantes pour aider les commerçants à mettre en œuvre cette accessibilité dans leurs établissements. C'est une mission importante, dans la mesure où cette mise en conformité se révèle également très coûteuse pour certains acteurs économiques qui sont déjà parfois fragilisés économiquement, et aussi par les différentes contraintes réglementaires qu'ils doivent respecter.

En outre, la pertinence des exigences apportées par ces réglementations n'est pas toujours bien comprise et acceptée, d'où l'intérêt d'une aide de la Ville. Cette action de la Ville est déclinée en trois formes : une première forme, c'est la sensibilisation. On peut citer par exemple l'action qui a été menée en 2012-2013 dans le cadre de l'atelier du commerce du Conseil nantais des personnes handicapées, où des étudiants de l'école d'architecture ont réalisé des projets de mise en accessibilité virtuelle de trois types de commerces qui ont abouti à une production, et de deux outils de communication et de sensibilisation avec une exposition qui peut être empruntée et un DVD.

Par ailleurs, les commerces accessibles seront recensés à la DDTM de Loire-Atlantique et publiés sur un site Internet, avec un lien vers cette plateforme qui sera créée sur Nantes.fr. Cette démarche répond à une volonté de valoriser les commerces accessibles, notamment en faisant connaître leur offre aux personnes à mobilité réduite, mais également de créer une vitrine des bonnes pratiques.

L'information : d'ores et déjà une fiche pratique a été mise en place par Nantes Métropole, Nantes.fr s'en fera également le relais pour donner les différentes informations sur ce sujet.

Enfin, il est envisagé un accompagnement dans une troisième phase, avec peut-être la mise en place de visites guidées ou de porte-à-porte pour visiter les différents commerces et les informer et les sensibiliser. L'accompagnement de la Ville est donc ainsi essentiel pour rendre les commerces accessibles aux personnes en situation de handicap pour faire respecter un principe d'égalité cher aux radicaux.

C'est également dans un esprit de partenariat avec les différents acteurs que ces actions seront mises en place. À ce titre, nous soutenons pleinement l'action qui est projetée dans le cadre de cet agenda.

Mme LE MAIRE – Merci. Christine Meyer.

IV – 60

Mme MEYER, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire, chers collègues, l'accessibilité universelle est une exigence républicaine d'accès à tous, sans discrimination, à la vie publique et citoyenne. Elle pose les conditions de possibilité d'une véritable égalité entre les citoyens.

Nous saluons l'initiative de la Ville qui nécessite, il faut quand même le rappeler, des investissements financiers et un travail considérables. Cette démarche de la Ville a été faite, cela a été rappelé, mais je crois que l'on peut aussi toujours le dire, en concertation avec les associations et usagers. Parmi tous les objectifs définis dans cet agenda, je soulignerai en particulier la pertinence à mon sens de permettre à tous les enfants de pouvoir être scolarisés au sein d'une même école, handicap ou non, afin d'éviter la ségrégation des enfants handicapés et de favoriser leur participation à la citoyenneté, au même titre que n'importe quel autre enfant.

Dans cette perspective, ils ne sont pas pénalisés et ne sont l'objet d'aucune mesure de discrimination, ni négative ni positive, mesure qui sous prétexte d'une remise à niveau les isolerait tout autant. Cette possibilité d'accès de tous à la même école est une des conditions qu'il convient de réaliser pour permettre aux enfants futurs citoyens de participer réellement et au même titre à la vie de la cité.

Ainsi, l'objectif inscrit dans cet agenda d'une école entièrement accessible dans chaque quartier nantais (et, je le rappelle, qui nécessite quand même de très gros efforts) est un premier pas essentiel vers cette citoyenneté également partagée que nous soutenons.

Je ne peux cependant en conclusion m'empêcher de relever que le concept d'inclusion ne répond pas tout à fait à cette exigence d'universalité. Il prête en effet le flanc à la cristallisation d'une différence entre les citoyens qui cohabiteraient dans un espace social commun, mais sans intégration réelle des différents groupes au sein d'une même société. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je mets aux voix la délibération. Benoît Blineau, pour quelques éléments de réponse d'abord.

M. BLINEAU, Adjoint – Cela va être très bref, c'est juste pour revenir toujours sur le chiffre de 40 % d'établissements qui seraient actuellement aux normes. Je ne sais pas si vous avez entendu ce matin sur France Bleu Loire Océan, il y a Jean-Pierre Blain, qui est le délégué régional de l'APF, qui a été interviewé, et le journaliste prenait, lui, comme chiffre 1 %.

On ne peut pas avoir le chiffre, c'est logique, puisqu'actuellement tout le monde envoie ses ADAP. Comment définir actuellement quel est le pourcentage d'établissements accessibles ? C'est absolument impossible. On peut estimer peut-être à 10 %, 5 %, mais on ne peut pas avoir de chiffres là-dessus. Il faut attendre que tous les ADAP soient analysés, que tout soit calculé, après on pourra avoir les chiffres. 40 % est un chiffre qui à mon sens est faux.

En deuxième lieu, un tout petit détail, Mme Sotter : ce n'est pas l'école d'architecture, c'est l'école de design qui avait œuvré. Mais ce n'est pas grave. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci pour ces précisions. Je mets donc aux voix la délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, dernier dossier avant la pause déjeuner, Thomas Quero pour le rapport sur la situation en matière de développement durable pour l'année 2014-2015.

M. QUERO, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 16, intitulé :

Rapport sur la situation en matière de développement durable 2014-2015 – Information

M. QUERO, Conseiller municipal – Merci Mme le Maire. Ce rapport, encore une fois un rapport obligatoire annuel sur l'action concrète de la collectivité en matière de développement durable, vous le retrouverez, ce document, sur le site Internet essentiellement. Il en existera quelques exemplaires papier, mais l'essentiel sera donc une version numérique.

IV – 61

Ce document est donc un compte rendu de l'action que nous menons à Nantes, à la fois dans les 11 quartiers nantais, au quotidien avec cet objectif d'un développement durable et pour la réalisation de ce que l'on appelle la transition écologique au service des Nantais. Ce rapport vous présente les exemples concrets et les résultats. On a parlé tout à l'heure du vœu sur la COP 21. Aujourd'hui, les enjeux planétaires existent, ils posent des questions aux Nantais. On peut citer tout simplement la question du coût de l'énergie, qui est quand même une grosse question aujourd'hui, et je ne parle pas des enjeux de demain sur le changement climatique.

C'est à ces questions à la fois que nous essayons d'apporter des réponses, on le verra avec un gros focus climat dans ce document, mais aussi avec d'autres actions qui sont menées pour nous préparer demain à ces enjeux et y participer également.

Je voudrais en profiter pour saluer le travail qui est mené par les services de la Ville de Nantes, le service de la mission animation développement durable climat qui travaille au quotidien et dans un esprit particulier qui est celui du développement durable. L'idée est de faire de ces questions non pas des questions de spécialistes ou de convaincus, mais des questions qui soient gérées de manière globale, à la fois par le service en charge de ces questions, mais surtout les différentes équipes, les équipes dans les quartiers et puis tous les agents de la collectivité dans leurs différentes thématiques.

Ce document qui nous expose ces questions, on est sur une dimension qui reprend les axes majeurs de la politique de la Ville, il est important, vous retrouverez cela sur la page 6, il est essentiellement marqué par un travail en commun avec un réseau d'acteurs, ce que l'on peut appeler un réseau de la société civile qui est en mouvement, qui prépare des choses, on l'a vu sur la COP 21 et sur le climat, mais qui est présent à Nantes avec un tissu associatif, des actions qui sont menées aussi par les satellites de la Ville qui travaillent évidemment sur ces questions – on pourrait parler évidemment de l'ACCOORD qui a un agenda 21 et qui y participe de manière très importante.

Ce document, on a un petit PowerPoint qui vous présente différents axes. Une ville en transition : les acteurs, comme je l'ai dit c'est très important, on ne construit pas tout seul, on construit avec des personnes et évidemment dans l'axe du dialogue citoyen, et puis avec un élément final, j'ai envie de dire, qui chapeaute et qui fait l'intérêt de la démarche, en tout cas sa crédibilité, c'est l'exemplarité de la collectivité.

On l'a dit : la transition écologique, elle s'est concrétisée à Nantes sur la période 2014-2015 notamment par des actions de manière assez forte sur l'accompagnement des copropriétés, sur la rénovation énergétique. On est très clairement dans une action de la collectivité au profit du pouvoir d'achat des Nantais parce que l'on sait que c'est un très très gros enjeu sur les copropriétés, sur les immeubles.

Un développement également des parcelles de jardin collectif, et puis dans le développement durable il y a également cette question de cohésion sociale donc la poursuite de notre engagement sur le nombre de logements sociaux à Nantes.

Le deuxième chapitre de ce rapport, il insiste sur les acteurs de la transition, les acteurs ce sont des acteurs ou des regroupements, mais il y a parfois aussi des individus qui s'engagent, c'est notamment ce qui est fait dans le cadre du défi Familles à énergie positive qui a amené une espèce de concours parmi les familles pour arriver à effectuer des économies d'énergie dans leur logement, et notamment les équipes de quartier par exemple du centre-ville se sont investies dans cette question-là.

C'est aussi le travail mené avec Compostri qui est une association avec laquelle la Ville travaille régulièrement, avec un projet de développement, dans les différents quartiers, des lieux de compostage collectif qui ne sont pas en tant que tels seulement des endroits où l'on va réduire la quantité de déchets, mais aussi et surtout des endroits d'amélioration du lien social et de travail en commun et aussi de sensibilisation.

IV – 62

Je citerai juste, pour ce petit chapitre, la question des Écoévénements. Le rendez-vous du réseau Écoévénements s'est tenu il y a deux semaines, c'est un réseau qui prend de plus en plus d'ampleur. Cela concerne les grands festivals nantais, mais aussi les organisations plus petites avec l'enjeu d'aller vers ce que l'on a appelé Mille et un Écoévénements à l'avenir, pour qu'il y ait de plus en plus d'événements où la question de la responsabilité et de l'impact dès l'organisation puisse être prise en compte et améliorée.

Le troisième chapitre, c'est donc la transition, le dialogue citoyen et la coproduction. L'année qui a passé a évidemment été marquée par le travail fait dans le cadre du congrès Velocity. On avait lancé un appel à projets vélo avec la Métropole, et il y a eu sur la ville de Nantes 23 projets lauréats qui ont été retenus.

Des initiatives très intéressantes dont vous voyez deux exemples ici sur le quartier Dervallières-Zola, les Drôles de dames à vélo et l'événement organisé par l'amicale laïque inter-écoles Bellevue, Chantenay, Sainte-Anne, qui avait organisé sur plusieurs écoles de différents quartiers, un événement autour du vélo qui a eu un très grand succès. Et puis un événement, peut-être un peu moins connu mais important, qui est mené depuis un certain temps : les cartes multithématiques Bien dans mon quartier bien dans ma ville, qui ont été présentées et validées lors des rencontres citoyennes et qui ont mobilisé un groupe assez important de citoyens sur du long terme. Cela a duré plus d'un an, ce travail, donc cela a permis un vrai travail de coproduction très utile.

Enfin, ce dernier chapitre : l'exemplarité. Si l'on n'a pas cette exemplarité, on a évidemment du mal à engager les citoyens. La Ville s'y engage, c'est la question de l'environnement préservé sur la question de la réduction ou quasi-réduction des traitements phytosanitaires avec de plus en plus d'espaces verts labélisés écojardins sur le territoire de la ville. Sur Cit'Ergie, je n'en dirai pas plus puisque nous avons une délibération à suivre sur cette question, mais aussi et toujours la lutte contre les discriminations, le label DiverCité sur lequel il faut un engagement régulier et constant de la Ville, puisqu'en l'occurrence ce n'est vraiment pas une médaille, c'est quelque chose qui doit se renouveler, et puis la médiathèque Floresca-Guépin dont on vient de parler.

Cette dimension de l'exemplarité, c'est ce qui nous permet, parce que l'on y travaille, qui nous permet d'entraîner avec des acteurs et des citoyens et d'arriver à avoir cette action qui porte ses fruits à l'échelle de l'ensemble de la Ville.

Voilà ce rapport qui est donc un exemple de ce que l'on fait réellement au quotidien, qui justifie notre engagement et les actions que l'on mène. Après, tout ce que l'on peut mener, on l'a dit sur le rôle des villes dans la question du traitement des grands enjeux planétaires et mondiaux, cela y participe aussi, on agit sur notre territoire et on agit aussi dans les réseaux sur ces questions de transition écologique.

Mme LE MAIRE – Merci. Julie Laernoes.

Mme LAERNOES, Conseillère municipale – Mme le Maire, mes chers collègues, Nantes affiche donc sa volonté en matière de développement durable, souhaitant faire de son territoire une Ville référente de la transition écologique. À ce titre, elle participe à la dynamique enclenchée au niveau de la Métropole, la rénovation des copropriétés, les logements sociaux, le développement du réseau de chaleur, pour ne citer que quelques exemples.

Les villes ont des moyens et sont une échelle pertinente pour agir, et Nantes n'a pas attendu la tenue de la COP 21 et s'est positionnée sur ces enjeux depuis longtemps. Aujourd'hui, il nous faut aller plus loin. Je cite l'introduction du rapport : « Aujourd'hui, nous devons franchir une nouvelle étape pour garantir à toutes et tous une ville plus accessible, plus abordable et plus attractive. »

Face au changement climatique, face à la raréfaction des ressources naturelles, nous devons inventer de nouveaux modèles pour répondre à ces défis. Pour cela, il nous faut poser des actes à la hauteur des enjeux. Le Président de la République et le Premier Ministre ont annoncé l'arrêt des crédits export sur le charbon. Localement, nous répondons : « Chiche, engageons-

IV – 63

nous pour le désinvestissement carbone, investissons et agissons pour le climat grâce à la coopération décentralisée souvent oubliée. »

Un Français émet chaque année 5,3 tonnes de CO₂. À Nantes, des associations comme Bolivia Inti Sud Soleil font économiser une tonne de CO₂ par cuiseur solaire chaque année. Je pourrais dire la même chose pour Guinée 44. Transférons des technologies aux pays du Sud pour leur donner accès à une énergie propre et décarbonée. Car oui, le climat n'est pas juste une crise que le temps effacera. Changer de couleur la croissance ne résoudra pas notre problème de développement.

Oui, osons le dire : il faut décroître dans certains domaines, comme les énergies fossiles ou le trafic aérien, et croître dans d'autres comme la rénovation thermique des bâtiments ou encore les énergies renouvelables. Et surtout, osons le faire.

Détruire 1 600 hectares de terres agricoles et de zones humides aujourd'hui, à 28 jours de la COP 21, est-ce un acte compatible avec l'appel de Nicolas Hulot qui est sans ambiguïté sur le sujet et que nous sommes nombreuses et nombreux à avoir signé ? Je le cite : « La protection et la réhabilitation des océans, des forêts, des zones humides, des terres arables, de tous les écosystèmes ne sont pas facultatives, mais sont une obligation pour lutter contre le réchauffement climatique. »

Alors oui, osons optimiser l'aéroport existant. L'écologie, ce n'est pas autre chose que du bon sens, et ce bon sens-là, il est temps de le retrouver. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – André Sobczak.

M. SOBCZAK, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, comme l'a souligné Thomas Quero, les actions de notre Ville en matière de développement durable sont coconstruites avec les parties prenantes. Il y a deux semaines, lors de la Green Week, il y a eu plus de 65 événements qui ont été organisés par les différents acteurs, la plupart pour les entreprises, mais aussi avec la goélette Tara, des actions qui ont visé à sensibiliser les enfants des écoles nantaises et des centres de loisirs de notre ville.

De manière plus permanente, la plate-forme RSE de la Métropole nantaise fédère les différents acteurs du territoire qui vont travailler sur le fait que le développement durable soit aussi mis en œuvre dans les entreprises. C'est quelque chose qui nous permet de fédérer les actions de la part des entreprises volontaires, mais aussi de les mettre en ligne avec les politiques publiques de notre Ville.

Donc, nous avons l'occasion notamment d'avoir différents élus de la Ville qui échangent dans ce cadre-là avec les entreprises. Cette plate-forme est aujourd'hui remarquée au niveau national, ainsi la secrétaire nationale de la plate-forme RSE a fait son premier déplacement dans la ville de Nantes, hors de la région parisienne, et cette plate-forme travaille en particulier sur l'intégration des critères socio-environnementaux dans la commande publique.

Nous sommes, avec Nantes Métropole et le Département de la Loire-Atlantique, dans la Ville de Nantes, la première collectivité qui a signé un partenariat avec l'association Planète RSE qui regroupe les différents réseaux économiques du territoire pour essayer de simplifier la preuve aux PME et aux TPE de leur engagement en matière de développement durable.

Aujourd'hui, cela devient un facteur d'attractivité pour notre territoire. Il y a des entreprises qui viennent s'installer ici sur le territoire parce qu'il y a cette dynamique et cet engagement de notre territoire.

Comme l'a dit Julie, cela ne doit pas nous amener à nous satisfaire de nos acquis, mais il faut toujours aller plus loin sur la transition écologique, économique et sociale, et l'on pense effectivement que la ville et les métropoles ce sont les bonnes échelles pour fédérer les différents acteurs et travailler tous ensemble en consensus.

Mme LE MAIRE – Merci. Fabienne Padovani.

IV – 64

Mme PADOVANI, Adjointe – Merci Mme le Maire. Alors tout d'abord, à la lecture de ce rapport, j'ai eu quelque frayeur : le quartier de Saint-Félix-Hauts-Pavés avait disparu de la version numérique, pour ne voir que Breil-Barberie et Centre-ville. Je me suis dit : « Diantre ! ». Mais me voilà tout à fait rassurée lorsque j'arrive dans ma lecture à la page 13 où effectivement j'ai retrouvé les actions réalisées sur le Grand quartier, en collaboration avec les habitants.

Vous l'avez dit, là est bien l'essentiel, ce rapport est une étape, une étape de ce qui a été fait et une étape qui nous projette dans ce qui va être fait. Alors oui, il y a bien les trois composteurs sur lesquels nous avons travaillé. Je reviendrai sur ce sur quoi Thomas Quero a insisté. C'est-à-dire qu'avant tout, ces outils à la disposition des habitants existent parce qu'il y a un investissement fort des habitants de ce quartier autour de ces composteurs et bien évidemment avec le travail, je ne l'oublie pas, de Compostri.

Et puis il y a aussi la carte collaborative qui a vu le jour après pas moins de 10 mois de travail avec les ateliers citoyens, carte qui reprend les ressources du quartier et qui promet aux habitants de mieux connaître leur quartier, lieu de vie, faune et flore remarquable, aires de jeu, points tri, et j'arrête là l'énumération.

Néanmoins cet outil, s'il est complémentaire de l'action et de l'application Nantes dans ma poche, il est aussi un outil de découvertes et de balades de notre quartier, de notre ville. On voit aussi à la lecture de ce rapport que chaque politique municipale est impliquée. On retrouvera les ateliers pédagogiques proposés aux enfants des écoles, les projets de jardins partagés, les actions Fleurs et ma rue.

Je m'arrêterai là car l'important est aussi cet avenir. Ce rapport est une étape et met en lumière nos marges de progression. Ainsi, il ne faut pas hésiter toujours à expliquer et à communiquer dans ce domaine auprès des habitants et des habitantes. Ainsi, je prendrai l'exemple de la création de la frayère au parc de la Beaujoire, le long de la promenade de l'Erdre, qui certes a vu changer le chemin des promeneurs et des joggeurs, mais qui néanmoins, par des panneaux simples, explique de façon très simple l'intérêt d'avoir des frayères le long des bords de l'Erdre.

Je parlerai aussi de l'arrêt de l'emploi des produits phytosanitaires dans les cimetières et de notre impérieuse nécessité d'informer les habitants de ce retour nécessaire des herbes folles dans ces lieux.

Enfin, cela a été dit par un certain nombre d'entre nous : il y a avant tout un défi que nous devons relever, je le pense, de manière collective. Car s'il est un sujet qui n'est pas de la science-fiction, c'est la raréfaction des ressources de notre planète qui, nous le savons toutes et tous, elle, n'a pas de plan B.

Alors nous pourrions parler de la Lithothèque qui nous invite à rentrer dans une aire de la sobriété énergétique pour vivre sans polluer. Sobriété quasi inéluctable qu'il appartient à chaque acteur lorsqu'il dispose de leviers d'intervention (et les Villes ont de forts leviers d'intervention en la matière) d'être une courroie de transmission et de faire en sorte que cette sobriété soit une sobriété choisie et non pas une sobriété subie.

Alors Mme le Maire, je vais m'autoriser à prendre deux exemples, deux exemples sur lesquels nous pourrions travailler à l'avenir. Par exemple les constats que nous faisons autour de l'urbanisation et la densification urbaine qui entraînent la perte de zones boisées. Peut-être pourrions-nous aller jusqu'à réfléchir sur ce qui se fait dans d'autres pays pour regagner du terrain, du terrain et de la nature, et rendre des terrains urbains, pourquoi pas en envisageant le reboisement des cimetières ?

Un autre exemple sur lequel j'aimerais partir, c'est le tri du verre. Vous n'êtes pas sans savoir que sur le quartier Saint-Félix-Hauts-Pavés, nous verrons la construction d'une nouvelle déchetterie, d'un nouveau point. Je ne doute pas que les habitants qui ont été fort mobilisés en amont sur ce projet seront auprès de nous mobilisés pour cet avenir.

Cet été, lorsque je lisais en dehors de mes lectures estivales, je suis tombée sur les travaux de Philippe Bihoux qui nous invite à réfléchir sur une accélération de nos choix en la matière, en

IV – 65

prenant comme exemple (j'en prendrai un parce qu'il y en a énormément) la raréfaction du sable et nous emmène, nous entraîne dans une autre logique sur le recyclage. Actuellement, le recyclage du verre c'est le recyclage dans des bornes, fonte, avec utilisation du sable pour avoir de nouvelles bouteilles.

Eh bien, le développement durable, c'est aussi la proposition de nouvelles façons de travailler, de nouvelles façons de produire, de nouvelles façons de créer de l'emploi et du travail. Il propose un travail sur un certain nombre de bouteilles d'un certain type et un retour à cette bonne vieille consigne du verre.

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, mais pour moi, quand j'étais enfant, c'était une façon d'avoir de l'argent de poche, d'emmener le verre au Leclerc du Tertre pour avoir des petits sous et mon argent de poche. Revenir à la consigne et derrière retravailler derrière à tout un processus de production autour du lavage des bouteilles, du retour dans les usines pour un nouvel embouteillage.

Voilà ce que je voulais vous apporter aujourd'hui au niveau de la contribution. Le développement durable, ce n'est pas qu'un grand mot que beaucoup utilisent. C'est un rapport. Ce rapport est un retour utile qui doit être la base, qui nourrit notre réflexion et notre action publique. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Alassane Guissé.

M. GUISSÉ, Conseiller municipal – Merci Mme le Maire. En guise de contribution sur ce rapport concernant la situation en matière de développement durable, je voudrais tout simplement ajouter la pratique sportive libre. Nous savons qu'aujourd'hui, dans les activités que nous proposons aux Nantais, beaucoup de jeunes, beaucoup de personnes intergénérationnelles pratiquent par rapport à ce que la nature nous offre. Je pense que dans le cadre de ce programme, mon cher Thomas, c'est aussi de dire que grâce à cet espace et au travail qui a été réalisé par les services du SEVE aujourd'hui, des personnes âgées, l'intergénérationnel, la sauvegarde des efforts à travers des randonnées pédestres se fait. Aujourd'hui, c'est une des valeurs que nous avons dans notre espace, dans notre collectivité. Il est important de le souligner.

L'autre volet sur lequel je voudrais m'appuyer concerne aujourd'hui l'engagement des jeunes sur le volontariat, à travers les chantiers que nous faisons avec les jeunes, les échanges de jeunes, à pouvoir échanger cette partie qui est sur le développement durable. C'étaient quelques suggestions que je voulais ajouter sur la situation concernant le rapport sur le développement durable. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autre demande... Pardon, il reste trois demandes : M. Reneaume, M. Salecroix et M. Noury.

M. RENEAUME, Conseiller municipal – Merci madame. Je ne m'étais pas inscrit, mais je vous remercie de me donner spontanément la parole. Je me posais juste une question en écoutant. Je trouve ce rapport très bien, c'est intéressant comme tout, et on voit même que cela progresse enfin, c'est bien. Je me posais une question et je voulais revenir juste un court instant avant que vous me disiez que c'est complètement hors sujet, sur le projet de transfert de l'hôpital. Je répète que ce projet de transfert nous apparaît à tous être une nécessité. Je sais que...

Mme LE MAIRE – Vous avez raison de faire la petite précision au préalable, mais je vous laisse poursuivre.

M. RENEAUME, Conseiller municipal – J'anticipais et je sais que votre voisin de gauche a envie de persister depuis 10 ans à refuser tout type de comparaison. Vous savez très bien que ce projet n'a rien de très développement durable tel qu'il est aujourd'hui prévu, uniquement du fait de son implantation. Parce que ni au plan économique, ni au plan environnemental (je rappelle la position de l'autorité environnementale au passage), ni au plan social, il ne correspondra à un progrès par rapport à la situation actuelle.

IV – 66

Je voulais juste suggérer que dans le cadre de ces actions de développement durable, un, nous prenons l'initiative, à la Ville de Nantes, de rechercher une vraie alternative sérieuse en termes d'implantation uniquement, et que deux, quand on l'aura, on puisse faire établir correctement un bilan carbone qui serait aussi un élément de choix entre les différents sites. Merci Madame.

Mme LE MAIRE – Merci. M. Salecroix.

M. SALECROIX, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, le rapport présenté fait état des engagements concrets de la Ville de Nantes dans les quatre axes stratégiques de la politique publique de développement durable. Soulignons en cela l'effort porté sur la construction en nombre de logements de qualité, faciles à vivre et respectueux de l'environnement, notamment sociaux, au-delà des engagements du PLH.

Comme en attestent ces initiatives, les labels obtenus, notre majorité prend incontestablement ses responsabilités en la matière. Nous le savons : cette délibération soumise à notre approbation prend une importance capitale, à l'heure où la conférence mondiale sur le climat va se tenir à Paris.

Face aux défis des dérèglements climatiques, il y a urgence à engager le monde, notre pays et notre collectivité dans la transition énergétique, la promotion des transports propres et l'économie au service des populations et de leur environnement. Rappelons que le texte de négociation initial de la COP 21, soumis au débat, a fort justement déclenché la colère des pays émergents alors que 60 % des émissions de gaz à effet de serre ont été émis depuis la Révolution industrielle et sont du fait direct de 90 multinationales comme Chevron, Exxon ou encore BP.

L'enjeu est donc plus que jamais que les pays riches, largement responsables des émissions de gaz à effet de serre, contribuent à financer l'aide au développement des pays les plus vulnérables. C'est une nouvelle fois le choix de la solidarité contre celui de la concurrence qui est en question.

Dans ce contexte, la France et notre Ville, notamment dans le domaine de la coopération internationale, sur le volet du développement durable, ont un rôle important à jouer pour faire avancer les positions. D'autant que la loi portant sur la transition énergétique, adoptée en juillet dernier, a, entre autres articles, retenu le principe de la réduction de 40 % de nos émissions de gaz à effet de serre en 2030, avec l'objectif de les diviser par quatre en 2050.

Comment comprendre alors qu'au prétexte de création d'emplois, la loi Macron vienne de libéraliser le transport de passagers par autocars longue distance ? Outre l'attaque en règle engagée avec le transport du réseau ferré qui risque de voir réduire son nombre d'usagers, à terme la disparition de lignes et donc d'emplois, jeter des autocars sur les routes renforce l'utilisation d'énergies carbonées, contribue au réchauffement climatique et pose bien évidemment des questions de sécurité routière.

Quelle contradiction avec les ambitions affichées par bon nombre de nos collectivités, à l'exemple du Département, promoteur des autoroutes de la mer. Plutôt que de se contenter de répéter que la maison brûle sur la base des synthèses du Groupement Intergouvernemental Évolution et Climat, notre pays et l'Union européenne, pour être à la hauteur des urgences climatiques, devraient d'abord poser publiquement le constat de l'impasse dans laquelle nous conduit le capitalisme mondialisé.

Cet acte de courage politique devrait aussi s'accompagner de propositions concrètes, à l'image de celles mises en œuvre par notre collectivité, d'abord en matière énergétique, de transport, et aussi de coopération Nord-Sud. Au-delà des querelles de chiffres, rarement suivies d'effets, il faut que la conférence de Paris sur le climat matérialise un nouveau chemin dans la politique climatique sur laquelle toute une série de Gouvernements progressistes commencent d'ailleurs à construire des alternatives au libre-échange, si néfaste au climat. Nous en sommes convaincus : à la dérive climatique, la période exige plus que jamais des réponses politiques. Je vous remercie.

IV – 67

Mme LE MAIRE – Merci. Franck Noury.

M. NOURY, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, cette année la publication du rapport développement durable s'effectue dans un contexte particulier, celui de la conférence des parties COP 21.

La Ville de Nantes n'a pas été attentiste devant les bouleversements climatiques qui s'annoncent. Le titre de capitale verte en 2013 a marqué la reconnaissance de notre stratégie et nous a encouragés à poursuivre ce travail d'un point de vue écologique, mais aussi humain et social. Ces axes de réflexion, de mutation, sont porteurs d'emplois et de progrès social. Il ne faut pas en avoir peur.

Ainsi, en ce qui concerne la filière agricole de production biologique ou raisonnée, depuis plus d'une dizaine d'années, ce sont près d'une cinquantaine d'AMAP qui sont implantées en effectuant le maillage de la ville. Si la ville ne possède pas de ferme, elle n'est pas moins un bassin de distribution essentiel pour la région. Ce sont ainsi des paysans, des producteurs qui, vis-à-vis de leur banque, de leur vie tout simplement, ont une lisibilité d'avenir.

Au lendemain de la crise redondante, dont la dernière en date, l'été dernier, dans la filière agricole intensive, je vous assure qu'il est plaisant de croiser des paysans, des producteurs et des éleveurs souriants. Dans la filière bio ou raisonnée on vit de sa marge, alors que dans la filière intensive, on vit de son volume, à la merci des sautes d'humeur des cours.

La Ville de Nantes a favorisé cette implantation en aidant ces AMAP, en leur offrant des lieux de distribution. Nous travaillons actuellement en coconstruction, par l'intermédiaire de l'InterAMAP, à un projet de signalétique pour augmenter la visibilité.

En ce qui concerne la cuisine centrale, près de 14 000 repas par jour, l'introduction de produits bio ou locaux s'est poursuivie. Demain, un travail avec la légumerie du lycée Jules Rieffel permettra d'accentuer ce travail. D'autre part, l'ensemble de la chaîne a été sensibilisé au gaspillage alimentaire, des écoliers au personnel : pesée des légumes non consommés, concours d'affiche, et bien d'autres actions.

Ainsi la Ville de Nantes en matière de développement durable, ce sont près d'un millier d'événements et d'animations qui se déroulent sur la voie publique tout au long de l'année, sensibilisant ainsi la population de la ville et créant du lien social.

Aussi, ce sont des conférences, des rencontres, des colloques qui se succèdent avec pour sujet latent le développement durable. Récemment, s'est déroulé mi-octobre le colloque organisé par la FNAB et le GAP 44 dont la Ville était partenaire, avec pour sujet « bio, proximité, solidarité ». À ce sujet, je vous invite et encourage à vous rendre sur la toile pour rechercher une vidéo qui traite de l'action Biocabas dans la région Nord, qui a pour objet de familiariser et banaliser la consommation de produits bio auprès des personnes à revenus faibles. Le bio comme la culture doit être accessible à tous.

La semaine suivante, nous avons la Green Week. J'ai pu assister à différents débats autour du commerce équitable et de l'économie circulaire. À ce propos, Nantes a lancé différentes actions de compostage partagé, ce qui permet de transformer ce que l'on appelle des déchets en ressources, des charges en produits, le tout en tissant du lien social entre des habitants d'un quartier. Dans les jours à venir, les semaines de la solidarité internationale pointent le bout de leur nez du 5 au 30 novembre, pour l'essentiel à Cosmopolis.

Je m'arrête sur l'inventaire des actions et des réflexions que mène la Ville de Nantes sur les choix qu'elle devra prendre dans l'avenir pour maintenir, développer son activité, son économie et sa qualité de vie que l'on nous envie souvent. Il appartient à chacun d'œuvrer pour un développement durable, mais c'est aux collectivités, à la Ville de Nantes en particulier, d'insuffler la volonté collective.

Les richesses fournies par la terre ne sont pas expansives, mais finies. Nous devons dès à présent en être économes. Quant à parler de croissance comme on parle d'Europe en sautant

IV – 68

sur sa chaise comme un cabri, il serait plutôt opportun de redéfinir cette croissance. C'est le but de tous ces échanges qui se font dans notre ville, les réflexions, les croisements d'expérience, la coconstruction, le jeu à la nantaise en un mot.

Devant le défi qui se dresse devant nous, j'espère et je souhaite que la réduction des dotations d'État ne viendra pas freiner cette mutation nécessaire pour notre Ville, pour nos villes, toutes ces actions où les citoyens et les collectivités sont engagés et n'ont qu'un but : pas celui de sauver la planète (elle a survécu à l'extinction des dinosaures), mais de sauvegarder l'espèce *homo sapiens*, entre autres. Je vous remercie. Bon appétit.

Mme LE MAIRE – Merci. Chers collègues je vous propose effectivement que nous fassions la pause déjeuner, et je vous invite à nous retrouver dans cette assemblée à 14 heures 30, soit d'ici une heure.

Le Conseil prend acte.

La séance est levée à 13 heures 20.

La séance est reprise à 14 heures 45.

Mme LE MAIRE – Chers collègues, je vous propose de vous asseoir pour que nous reprenions, et je donne la parole à Julie Laernoës pour la délibération numéro 17.

Mme LAERNOES, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 17, intitulé :

Renouvellement de la labellisation de la politique énergie/climat – Démarche européenne Cit'Ergie – Approbation

Mme LAERNOES, Conseillère municipale – Mme le Maire, mes chers collègues, délibération 17 : il s'agit du renouvellement de la labellisation de la politique énergie climat, une démarche européenne qui s'appelle Cit'Ergie. Cela fait suite à l'engagement métropolitain, que nous avons acté au dernier Conseil métropolitain, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de notre territoire de 50 % à l'horizon 2030.

Je dis bien que c'est un objectif du territoire avec tous ses acteurs économiques, citoyens, associatifs. La Ville de Nantes souhaite décliner cette stratégie au plus près des citoyens. Vous avez pu voir, la semaine passée notamment, certaines actions qui allaient dans ce sens-là, dans le cadre de la Green Week, notamment la venue du Train du climat ou bien encore le bateau Tara.

Cette action est transversale. Le label Cit'Ergie n'est pas un énième prix que l'on mettrait dans nos placards, mais c'est bien une évaluation indépendante de notre action en matière d'énergie et climat, et nous avons donc passé au crible toutes nos politiques publiques de manière transversale par rapport à un référentiel européen. Nous avons choisi d'avoir une double labellisation Nantes et Nantes Métropole puisque certaines des compétences qui sont observées à travers le label Cit'Ergie, comme sur l'énergie ou les transports, relèvent plus de la Métropole.

Pour autant, nous avons des marges de manœuvre et des choses à engager aujourd'hui pour mener à bien la transition écologique sur notre territoire. La labellisation Cit'Ergie est particulièrement intéressante puisqu'en dehors d'être une évaluation indépendante et externe, elle permet aussi d'identifier nos points forts et nos points faibles, et de repérer les marges de manœuvre qu'il nous reste à manier pour aller justement plus loin et atteindre ces objectifs de 50 % de diminution de nos gaz à effet de serre sur le territoire, et d'entraîner avec nous tous les acteurs.

IV – 69

Adossé à cette délibération, vous trouverez donc un plan d'action qui est mutualisé Nantes Métropole et Ville de Nantes, où nous proposons d'aller plus loin sur un certain nombre d'axes comme par exemple l'intégration des enjeux énergie climat dans le plan de sauvegarde et de mise en valeur du centre-ville, ou bien le développement en animations conjointes multithématiques habitat, déchets, déplacements, qui ont aussi été exposées dans le rapport développement durable présenté précédemment.

Je vous propose, mes chers collègues, d'adopter cette délibération.

Mme LE MAIRE – Merci. Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint – Oui, Mme le Maire, merci. Moi, je voudrais surtout témoigner en tant qu'élu en charge de l'évaluation, terme qui a été prononcé par Julie Laernoës. Ce label est vraiment une photographie que nous renvoient des experts indépendants, de nos efforts et de notre engagement, de la manière la plus transversale qui soit en la matière.

Et je voudrais saluer plus particulièrement, outre l'engagement de Julie en la matière, mais qui ne surprendra personne, le fait que nous nous sommes appuyés, lorsque l'auditeur Cit'Ergie est venu à la fois nous rendre compte de ses premières constatations et nous écouter, nous avons pu compter sur une mobilisation à la fois de l'ensemble des services de la Ville et de Nantes Métropole, mais aussi des élus (il y avait Thomas bien sûr et j'en oublie), qui a permis de démontrer à l'auditeur qu'il y avait là, dans cette démarche, une mobilisation collective, transversale, politique et technique de la part de l'ensemble des acteurs de l'institution Ville et de l'institution Nantes Métropole.

En termes d'évaluation, c'est-à-dire en termes de capacité que nous devons avoir (je vais employer un néologisme que je n'aime pas beaucoup d'habitude) à « challenger » et nos politiques publiques et leurs résultats. Cette démarche est absolument essentielle. C'est pourquoi je voulais insister sur ce que vient de dire Julie Laernoës, sur le fait que ce n'est pas un prix supplémentaire, c'est une démarche permanente, une démarche continue, une démarche où nous serons réévalués de manière régulière et où nous pouvons mesurer les progrès que nous faisons en la matière.

Et ces progrès, ils sont le fruit d'une volonté politique partagée et d'une mobilisation collective. Je voulais insister sur cet aspect.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention... Pardon. Thomas Quero.

M. QUERO, Conseiller municipal – Je voudrais aussi, en complément de Pascal, dans cet exercice d'audit que nous avons fait collectivement, où l'on était dans un audit effectivement transversal Ville et Nantes Métropole, insister une nouvelle fois sur la caractéristique de ce type de démarche, un peu comme nous l'avions eu précédemment dans l'exercice Nantes capitale verte européenne, sur l'exercice de démonstration qui est important sur ce prix. On n'est pas dans simplement une fourniture de documents.

Il y a bien une procédure où l'on est questionnés, interrogés, où l'on doit expliquer ce que nous faisons, quel en est le sens, à quoi cela correspond et quels sont les moyens qui sont mis derrière, et la réalité des moyens a d'ailleurs pendant l'entretien surpris un petit peu l'auditeur qui pensait pouvoir débusquer quelques abus de langage ou exagérations comme il peut y en avoir parfois dans le discours des collectivités, et qui au contraire, pendant l'exercice et les jeux de questions-réponses que nous avons eus entre les élus présents, a permis de lui faire percevoir des choses, par exemple sur le travail d'organisation des différents satellites et les demandes qu'on leur faisait dans le cadre des délégations de service public, dont il n'avait pas conscience à la vue simple du dossier que nous avons établi.

Donc, en disant qu'effectivement nous avons, sur les questions de l'énergie et sur ce travail d'organisation, en transversalité vis-à-vis de nos partenaires et de nos satellites, des démarches plutôt avancées par rapport à ce qui se peut se passer en France et qui nous ont fait récupérer des points dans notre évaluation.

IV – 70

Évidemment, cela ne veut pas dire que les objectifs que nous nous sommes fixés, qui sont quand même ambitieux, d'atteindre éventuellement le statut de Gold, seront faciles. Il y aura effectivement du travail, mais en tout cas cet exercice de confrontation avec l'auditeur dans la réalité, la vision politique que nous pouvons porter en tant qu'élus, et puis l'action technique qui est conduite par les services, a permis de regagner des points et à l'issue de l'audition on a gagné quelques places et quelques points déjà, avant même le vote de ce plan d'action qui devrait normalement nous permettre de nous mettre dans les meilleures conditions pour atteindre les objectifs et l'ambition qui nous est donnée en matière d'économie d'énergie.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Dossier 18, Marie-Annick Benâtre.

Mme BENÂTRE, Adjointe, donne lecture du dossier n° 18, intitulé :

Atelier santé Ville – Convention d'attribution de subvention ACSé – Approbation

Mme BENÂTRE, Adjointe – Je vous propose d'approuver la convention d'attribution de subvention de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances, de 40 000 euros pour l'année 2015. Elle porte sur la coordination Ateliers santé Ville. Ces ateliers permettent de développer des projets de santé en concertation avec les acteurs de santé, dont les habitants eux-mêmes. Des actions d'éducation pour la santé, des accompagnements auprès des professionnels, des diagnostics locaux de santé aboutissant à l'élaboration d'un projet local de santé pour le quartier, ont été mis en place par ces Ateliers santé Ville.

Elles se traduisent sur le terrain par le Focus santé par exemple, des échanges dans les quartiers, les actions dans le cadre de l'événement Fraîch'attitude, des actions dans le cadre de la Semaine d'information sur la santé mentale, les Diagnostics en marchant dans le quartier, une étude d'impact de santé à Bellevue dans la perspective de la maison pluriprofessionnelle, ou encore la priorisation des actions de prévention auprès des élèves du premier degré.

Je vous remercie d'approuver cette délibération.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Délibération 19, Catherine Piau.

Mme PIAU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 19, intitulé :

Participation au comité national MONALISA (MObilisation NAtionale contre L'ISolement des Âgés) – Approbation

Mme PIAU, Adjointe – Merci. La délibération, c'est la délibération de MONALISA, cela va permettre d'acter notre action dans le cadre de notre politique volontariste de lutte contre l'isolement, notamment par la participation des personnes âgées à la vie de la cité.

Ce rapport, en résumé, a pour but de favoriser la synergie et les initiatives citoyennes et institutionnelles entre la société civile et les associations réunies en collectifs, et les institutions, sous l'impulsion du Ministre des Personnes âgées et à l'Autonomie, autour de principes de solidarité, ce qui est très important, le respect humain de chacun, la démocratie, l'intérêt général et la coopération.

L'objectif de la Ville est bien notre participation pour valoriser et renforcer les actions déjà existantes, mais aussi de bénéficier d'un réseau national et de permettre de profiter d'expériences et de savoir-faire sur d'autres territoires que le nôtre.

IV – 71

Mme LE MAIRE – Merci. Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe – Merci. Très rapidement, je voulais simplement me féliciter de la décision prise par la Ville effectivement de participer à ce comité national. Je rappelle simplement que sur Nantes, ce sont 50 000 personnes âgées, personnes de plus de 60 ans, ce qui représente près de 18 % de la population nantaise et parmi ces personnes (Catherine l'a rappelé, notre engagement c'est la lutte contre l'isolement), parmi ces 50 000 personnes, 25 % rencontrent peu ou pas de personnes donc se retrouvent totalement isolées.

Et faciliter effectivement la mise en synergie de plusieurs acteurs sur ces sujets-là permettra effectivement de lutter efficacement contre l'isolement. Notre engagement permettra effectivement d'animer des services pour l'accompagnement des personnes âgées, le CLIC, le Guichet unique pour les plus de 60 ans et leur famille, la livraison des repas à domicile, les aides à domicile et les actions qui sont menées également pour changer le regard sur le vieillissement.

Organiser également des veilles, ce qui semble important, avec des actions partenariales parce que lutter contre l'isolement, faciliter les initiatives menées par les associations permet également de contribuer à la lutte contre la détérioration de l'état de santé des personnes âgées, et ainsi de mieux répondre à leurs besoins, et puis également inciter à la mobilisation des acteurs nantais pour une innovation sociale autour de la lutte contre l'isolement.

Mais cette adhésion à ce comité national permet aussi de développer de nouvelles actions, notamment en travaillant à la mobilisation de l'ensemble des directions municipales de manière transversale par le soutien au développement de projets émergents, par exemple l'expérimentation des citoyens relais qui permettront de relayer dans leur quartier toutes les actions qui peuvent être menées en direction de ce public fragilisé, le déploiement d'équipes de service civique pour intervenir auprès des personnes âgées à domicile, un diagnostic qui est en cours également sur la question de la mobilité, qui est un enjeu fort également pour lutter contre l'isolement, et puis également un travail multipartenarial en cours sur l'accès à la culture avec une attention particulière sur le public isolé. Voilà : je voulais simplement me féliciter de cette participation à ce comité national. Je vous invite à voter pour.

Mme LE MAIRE – Merci. Christine Meyer.

Mme MEYER, Conseillère municipale – Oui, aujourd'hui nos sociétés, en particulier les plus développées auxquelles nous appartenons, et nous ne pouvons que nous en féliciter, sont confrontées au phénomène du vieillissement de la population et ce phénomène, nous n'en avons pas perçu jusqu'à maintenant l'ampleur et les enjeux.

En effet, la vieillesse a souvent été pensée à partir du modèle de l'allongement de la vie, ce dont tout le monde s'est félicité, et c'est bien compréhensible, surtout lorsque cet allongement a été accompagné de mesures sociales, je veux parler très précisément de la possibilité de bénéficier d'une retraite honorable.

La vieillesse a été abordée sous l'angle financier et aussi au coup par coup, en gérant ce que l'on appelait les urgences et plus particulièrement les nouveaux problèmes qui apparaissaient, à savoir les problèmes de dépendance.

Mais le vieillissement n'est pas seulement un problème financier et pas seulement un problème médical. C'est aussi un problème social, et je dirais même un problème anthropologique. Quelle place pour les personnes âgées dans notre société ? Et quel modèle de société sommes-nous en train de construire ? Les personnes âgées ont du mal effectivement à trouver une place dans cette société gouvernée par un idéal de jeunesse, de performance et de concurrence. Certaines se trouvent dans une situation d'isolement physique, social et moral d'autant plus dramatique qu'il n'est justement pas visible et connu.

Donc, la Ville de Nantes fait déjà beaucoup pour lutter contre cet isolement et ma collègue Abbassia Hakem a rappelé un certain nombre de mesures tout à fait importantes. J'insisterai par exemple sur une initiative qui a été prise dans le quartier Breil-Barberie, qui s'appelle Voisin-

IV – 72

Âge et qui relève effectivement des citoyens relais. C'est-à-dire qu'il s'agissait d'identifier une personne qui s'identifiait volontairement comme référent dans un immeuble vis-à-vis des autres personnes âgées auxquelles ces personnes pouvaient s'adresser en cas de difficulté ou bien par exemple pour essayer de communiquer avec les moyens de communication modernes bien sûr que sont Internet et les réseaux sociaux.

Donc nous soutenons l'adhésion au comité MONALISA car on a besoin de bénéficier de toutes les bonnes idées et comme l'on dit, mais c'est assez juste, on est toujours plus intelligent à plusieurs. Cependant, quels que soient la qualité et l'intérêt de ces actions, nous ne pourrions nous dispenser d'une réflexion un peu plus globale sur le modèle social et le modèle humain que nous proposerons.

Le modèle social, cela doit être celui d'une société fondamentalement intégratrice qui propose un projet fédérateur où chacun trouve sa place. De ce point de vue, je voudrais faire deux remarques par rapport aux valeurs qui sont prônées par le comité MONALISA. Première remarque : d'ordre sémantique, mais là je suis un tout petit peu choquée, j'ai rarement l'habitude de faire ce genre de remarque, par ce que j'appellerais un jargon. J'ai un petit peu lu et je n'ai pas compris.

« L'exercice de l'altérité », là oui, l'altérité je sais que ce que cela signifie. L'exercice de l'altérité, je dois dire que j'ai un petit peu de mal. On comprend l'idée, honnêtement cela ne veut rien dire. « L'altruisme des engagements ». Un engagement altruiste je sais ce que cela veut dire, mais « l'altruisme des engagements », là encore j'ai un peu pas compris. Après on met tout dedans : on met à la fois les relations de réciprocité où chacun trouve sa place, les identités sont préservées, les cultures sont préservées, l'action collective est respectée, et puis on rajoute un petit peu à la fin la recherche de l'intérêt général, parce que, bon, il faut bien quand même le rajouter.

Bref, je trouve que l'on a mis un petit peu tous les éléments « à la mode » ensemble, on a (si je peux me permettre l'expression) un peu « touillé » et cela manque un petit peu d'un projet de cohérence que j'aimerais bien retrouver et que nous nous proposons dans ce que l'on appellerait tout simplement « faire société ».

Faire société, c'est-à-dire aussi rappeler que la vieillesse, ce n'est pas la jeunesse, que quelque part il y a des écarts, voilà, dans un projet certes fort généreux, mais il faut trouver cela. Il faut aussi par exemple réfléchir sur le fait qu'il ne faut pas de sociétés trop vieillissantes. Là aussi, cela fait partie d'un projet politique plus global. On voit que les sociétés vieillissantes sont des sociétés qui ont plutôt tendance à privilégier la rente et les rentiers, ce qui implique des problèmes économiques qui doivent être aussi pris en compte.

Il y a tous ces problèmes sociaux, je crois, qui doivent être abordés dans le cadre de la vieillesse. Et enfin, permettez-moi juste un mot sur une réflexion que j'appellerais sur « la finitude humaine ». Effectivement, l'homme est un être qui possède ce que j'appellerai « des limites intrinsèques ». Cela signifie des limites qui ne sont pas liées seulement à des circonstances extérieures, qui renvoient à une forme, comme on pourrait dire, de fragilité, que l'on pourrait aussi appeler de finitude, une sorte de manque originel avec lequel il faut apprendre à vivre au lieu d'essayer peut-être de le combler de façon artificielle.

Voilà des sujets de réflexion, je crois, que je propose un peu plus globaux, ce qui ne dévalorise absolument pas les actions ponctuelles, mais je crois qui nécessite effectivement ce type de réflexion à la fois sociale et plus globale sur l'humanité.

Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Juste un mot sur le fond avant de mettre aux voix la délibération, pour souligner l'importance non seulement de cette délibération, mais plus globalement du sujet du vieillissement.

On le sait, c'est une question de société qui monte dans notre pays, un certain nombre de diagnostics locaux démontrent à quel point il est essentiel de se saisir de ce sujet à bras-le-

IV – 73

corps. La semaine dernière, dans un entretien que j'avais avec le Professeur Berrut en charge du Gérontopôle, nous évoquions les chiffres pour les années à venir sur la Ville de Nantes, sur l'agglomération et sur la région. Je l'évoquais ici simplement quelques instants parce que je crois que collectivement nous devons nous mettre au bon niveau pour traiter ces sujets qui seront des sujets absolument déterminants pour demain.

J'observe que c'est parfois un sujet qui est un peu passé sous silence dans certains débats publics. Je cite un exemple et alors là toutes tendances politiques confondues : dans le cadre du débat d'organisation territoriale dans le cadre de la loi NOTRe, on a vu nos associations et nos collectivités se mobiliser, les unes pour avoir la compétence économique, les autres pour garder la compétence tourisme, les autres pour être chef de file sur l'emploi.

On a vu peu de débats, voire quasiment pas de débat sur la question des compétences santé et vieillissement. Je crois que cela fait partie des sujets sur lesquels nos collectivités, en partenariat avec les partenaires de l'écosystème, doivent se mobiliser. C'est donc à l'évidence un sujet sur lequel nous aurons collectivement à revenir. Je voulais profiter de cette délibération pour le signaler.

Je mets donc aux voix l'approbation de notre participation au comité national MONALISA Allez-y.

Mme KRYSMANN, Conseillère municipale – Mme le Maire, mes chers collègues, nous souscrivons pleinement aux objectifs et enjeux du comité national MONALISA et voterons cette délibération sans réserve. Nous formulerons juste deux remarques.

D'abord, nous nous félicitons que la charte du comité souligne la valeur singulière et irremplaçable de chaque personne humaine. Cela nous paraît particulièrement important dans le contexte actuel du débat national sur la fin de vie, sur son accompagnement et sa signification. À cet égard du reste, nous déplorons que le développement des soins palliatifs soit au point mort depuis trois ans. C'est aussi un enjeu majeur dans la lutte contre l'isolement.

Ensuite, nous exprimons un regret finalement, c'est que la charte souligne assez peu la richesse de la contribution des personnes âgées à la cohésion sociale et leur rôle spécifique en matière de transmission et de mémoire en direction des générations suivantes. Nous nous réjouissons d'ailleurs de voir que des jeunes en service civique souhaitent s'engager auprès de nos aînés et faire leur service civique auprès des aînés.

De manière générale, nous souhaitons que soient développés les liens intergénérationnels à Nantes de façon à reconnaître la valeur des aînés auprès des plus jeunes. Le grand chantier de la caserne Mellinet qui s'ouvre devrait être l'occasion de créer un projet de logements intergénérationnels. Il conviendrait également de travailler la proximité des lieux de vie enfants/seniors dans notre agglomération, en limitant la spécialisation fonctionnelle des zones d'activités.

Je terminerai en relayant la demande de dizaines de personnes âgées qui déplorent de ne pouvoir déambuler à leur rythme dans les rues de Nantes, privées de bancs publics. Les bancs génèrent peut-être quelques nuisances, mais ils sont un lieu et un outil efficace de lien social et de lutte contre l'isolement. Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Catherine Piau.

Mme PIAU, Adjointe – Je vous remercie de l'intervention parce que c'est vrai que l'intergénérationnel, c'est vraiment le dur du sujet de cette charte. C'est vrai que l'on a tendance à cantonner les personnes dans le vieillissement, un vieillissement souvent lié au sanitaire, lorsque j'ai bien commencé avec la personne âgée dans la cité.

C'est vrai que le banc en fait partie. Il y a un travail qui est fait de manière globale, parce que l'on ne souhaite pas le faire au coup par coup, mais plutôt de manière globale. Cela fait partie de leviers, de choses qui sont nécessaires, et je rejoindrai ce qu'a dit Mme le Maire : cela nécessite vraiment un temps pour se poser, parler de la société que l'on veut, ce que l'on veut

IV – 74

en faire, et cela a été l'amorce, mais vous le savez puisque vous êtes au CA du CCAS, l'amorce aussi du travail qui a été fait par rapport notamment à l'aspect culturel, et toute la concertation et la forme participative que l'on a voulu donner à ce débat. Mais l'important à un moment donné est de se poser et d'en parler ensemble pour faire ce que disait Christine, pour faire société.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Délibération 20, Sonia Méziane.

Mme MEZIANE, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 20, intitulé :

Lutte contre les violences conjugales – Adhésion au dispositif de téléprotection grave danger – Convention – Approbation

Mme MEZIANE, Conseillère municipale – Mme le Maire, chers collègues, cette délibération concerne l'adhésion à la convention relative au dispositif de téléphone grand danger. Permettez-moi, avant de vous présenter ce dispositif, peut-être de vous citer quelques chiffres concernant la violence faite aux femmes.

En France, en 2014, ce sont 216 000 femmes qui ont subi des violences de la part de leur conjoint ou partenaire. Malheureusement, 118 d'entre elles en sont mortes, dont une en Loire-Atlantique. Ces violences malheureusement touchent aussi les enfants, les enfants qui sont présents au moment des faits. Et en 2014, 13 enfants ont perdu la vie à cause des violences.

À Nantes, l'association Solidarité femmes a reçu 1 400 femmes en 2014. C'est pourquoi la Ville de Nantes ne peut que s'engager dans ce combat, en adhérant à la convention téléphone grand danger. Concrètement, comment va fonctionner ce dispositif ? C'est un dispositif de téléprotection. Il est constitué d'un téléphone portable disposant d'une touche préprogrammée, qui permettra à la victime de joindre en cas de danger une plate-forme d'assistance sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

Un ou une téléassistant-e sera alors chargé-e d'évaluer la situation et en cas de danger immédiat, il ou elle pourra demander l'envoi des forces de l'ordre par un canal spécial qui est dédié directement dans la salle de commandement opérationnel de la police nationale ou de la gendarmerie. Dans les autres cas, il ou elle orientera la victime vers l'association référente localement qui sera en charge et se chargera d'accompagner cette femme.

Quelles conditions pour l'attribution de ce dispositif ? Le dispositif va être attribué à une victime de violences commises par son partenaire ou ex-partenaire, en l'absence de cohabitation entre cette dernière et l'auteur des faits, et surtout, lorsque ce dernier a fait l'objet d'une interdiction judiciaire d'entrer en contact avec la victime dans le cadre d'une ordonnance de protection juridique.

C'est la Procureure (je dis « la » parce que la Procureure du tribunal de Nantes est une femme), c'est la Procureure de la République qui dans notre région, va avoir la responsabilité du pilotage opérationnel du dispositif. En lien bien évidemment avec les différents partenaires locaux, c'est-à-dire la Ville, le Conseil départemental, elle décide, avec l'accord exprès de la victime, de l'attribution de ce téléphone grave danger pour une période de six mois renouvelable.

Le dispositif bien évidemment est encadré par une convention multipartenariale qui précise d'une part les modalités de mise en œuvre opérationnelle, mais aussi son financement, ainsi que la coordination entre les parties.

Afin de favoriser le déploiement sur le territoire nantais du dispositif grave danger, il est proposé que la Ville de Nantes adhère à la convention locale avec l'État et les différents partenaires

IV – 75

associés pour l'année 2016, et renouvelle son adhésion par tacite reconduction jusqu'en 2019. Leur nombre est susceptible d'évoluer par décision du comité de pilotage stratégique.

Dans le cadre de ce dispositif, la Ville de Nantes apportera chaque année un soutien financier, mais pas seulement. Elle participera, par l'intermédiaire des travailleurs sociaux, à l'accompagnement et l'orientation des femmes victimes de violences qui seraient susceptibles de bénéficier d'un téléphone grave danger.

Alors je vous demande, mes chers collègues, d'approuver cette délibération.

Mme LE MAIRE – Merci. M. Stekr-Ridel.

M. STEKR-RIDEL, Conseiller municipal – Merci Mme le Maire. Je me félicite en tant qu'homme que notre municipalité ait souhaité faire de la lutte contre les violences faites aux femmes l'un des axes de sa politique publique en matière d'égalité entre les sexes.

Notre groupe de la droite et du centre soutient bien entendu le dispositif de téléprotection par téléphone pour les femmes en grave danger de violence au sein du couple, violences qui sont considérées comme une priorité de santé publique nationale. Dans la continuité de la grande cause nationale 2010 voulue par le Premier Ministre François Fillon, les liens entre services de santé, de police et de justice ont été renforcés par l'État dans le cadre du quatrième plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes.

Au-delà de ce dispositif bienvenu de téléprotection, nous souhaiterions attirer votre attention, Mme le Maire, sur une violence commise quotidiennement contre les femmes dans notre ville et ce parfois au vu et au su de tout le monde sur de grands axes de circulation. Il s'agit bien entendu de la prostitution, mal hélas florissant chez nous comme ailleurs. Pourriez-vous nous éclairer sur les mesures que les services municipaux mettent en œuvre pour lutter contre ce fléau et l'accompagnement social spécialement proposé aux femmes concernées ? Je vous remercie.

Mme LE MAIRE – Merci. Aïcha Bassal.

Mme BASSAL, Adjointe – Mme le Maire, mes chers collègues, notre collègue Sonia Méziane vient de nous donner des chiffres effroyables et inacceptables. En effet, aujourd'hui en France une femme meurt tous les trois jours du fait de la violence de son conjoint, de son compagnon, de son petit ami.

Les violences faites aux femmes touchent tous les milieux, tous les âges. La violence contre les femmes est une violation des droits de l'homme. Il y a une nécessité à agir collectivement pour permettre la protection des femmes victimes de violences. Même si en l'espace de peu de temps les droits des femmes ont évolué, rien n'est acquis. Les chiffres sont éloquentes. L'égalité réelle entre les femmes et les hommes reste encore un champ de conquête et toutes les initiatives prises pour bousculer les mentalités et déconstruire les stéréotypes sont nécessaires.

Notre Ville s'est donné comme objectif de promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. La lutte contre les violences faites aux femmes est à la fois une composante et une condition indispensable de réussite de notre politique de l'égalité. Le dispositif qui nous est proposé aujourd'hui s'inscrit pleinement dans ce cadre pour endiguer les violences de genre et lutter contre les violences faites aux femmes.

Avec ce dispositif, c'est un pas de plus contre les violences conjugales que nous faisons ici à Nantes : la lutte contre les violences conjugales. Il vient en effet compléter plusieurs de nos actions, entre autres l'octroi de subventions que nous accordons aux associations de lutte contre les violences faites aux femmes dont je voudrais ici publiquement saluer le travail et l'engagement quotidien au service de cette cause, mais aussi les formations internes qui sont destinées aux agents de la Ville qui peuvent être potentiellement au contact de femmes ou d'enfants victimes de ces violences.

Mais ce sont aussi les actions menées auprès des jeunes Nantais et Nantaises sur les questions de relations garçons-filles, et c'est demain le centre post-traumatique qui verra

IV – 76

prochainement le jour. Ce centre post-traumatique pour les femmes ayant subi des violences devra permettre une approche globale en accompagnant ces femmes d'un point de vue juridique, psychologique et social, tout en apportant une reconnaissance de leur situation de victimes. Cette prise en charge pluridisciplinaire devra permettre à ces femmes de reprendre confiance en elles.

Nous pouvons également nous appuyer sur le Conseil nantais de l'égalité femmes-hommes qui vient d'être installé pour permettre la formation, la sensibilisation et la mobilisation du plus grand nombre, car c'est bien en dénonçant et en travaillant collectivement avec l'ensemble des acteurs que nous pourrions enrayer ces violences. Il nous incombe, à nous toutes et tous, de prévenir et de combattre la violence à l'égard des femmes. Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Jean-Jacques Moreau.

M. MOREAU, Conseiller municipal – Merci Mme le Maire, chers collègues. Par ce rapport, le Conseil municipal doit s'exprimer sur l'adhésion de notre Ville au dispositif téléprotection grave danger mis en place en commun avec les acteurs impliqués sur notre territoire. Parce qu'il permet une avancée en matière de protection pour les femmes, le groupe communiste se félicite de la mise en place de ce dispositif d'alerte. Même si ce dispositif ne s'applique que dans le cadre de violences conjugales ou de viols, rappelons que c'est un véritable outil mis à disposition pour protéger ces femmes en grand danger face à leurs ex ou partenaires. L'actualité sordide de ces derniers jours nous le rappelle, tout comme le chiffre cité par Sonia des 14 cas de violences faites aux femmes déclarés en 2014 à Nantes. Notre Ville n'est pas à l'abri de ces actes violents.

Cette question de la violence envers les femmes doit nous interroger sur la vision que porte notre société sur celle-ci. En effet, quand à Nantes elles représentent encore 70 % des travailleurs pauvres, qu'elles sont à la tête de neuf familles monoparentales sur 10, qu'elles sont payées 20 % de moins que les hommes, nous voyons bien que la question va bien au-delà de la prise en charge des femmes victimes de ces violences.

Cette grande précarité de toute une frange de la population place les femmes en position vulnérable quant à l'accès à l'emploi, à l'expression citoyenne, ou encore face à certains prédateurs qui n'hésitent pas abuser de la situation de faiblesse économique, sociale ou psychologique, dans laquelle certaines d'entre elles se retrouvent plongées.

La place des femmes dans notre société, sur notre territoire et dans l'exercice de la citoyenneté, est encore un long combat à mener. La Ville de Nantes a ouvert en grand les perspectives en lançant le Conseil de l'égalité femmes-hommes et en s'impliquant auprès de leurs acteurs associatifs et institutionnels pour faire valoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'emploi notamment.

La Ville est engagée de longue date pour prévenir, accompagner, protéger les femmes victimes de violences en abordant l'égalité hommes-femmes dans les écoles, en prévenant la vulnérabilité des femmes en état d'hyperalcoolisation, ou encore en travaillant à la création d'une maison d'accueil post-traumatique pour les femmes.

Le secteur associatif qui a été rappelé tout de suite, dynamique et impliqué sur notre territoire, permet d'apporter prévention, soutien et protection à des femmes victimes de violences. L'engagement de la Ville sur ce sujet est une étape indispensable pour faire progresser l'égalité des droits, mais ne doit pas masquer la réalité vécue au quotidien par des milliers de femmes. L'adhésion de la Ville à ce dispositif permet donc un pas de plus dans la voie de la protection des femmes les plus vulnérables, mais n'oublions pas que la route est encore bien longue pour gagner l'égalité entre les femmes et les hommes. Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Gilles Nicolas.

M. NICOLAS, Adjoint – Pour répondre à la question qui concernait la prostitution, la Ville finance l'association Médecins du monde qui est en contact régulier avec un certain nombre de prostituées pour les aider, voire pour certaines essayer de les sortir de ce monde-là, et

IV – 77

naturellement en liaison avec la police nationale. Tout ce qui peut être démantèlement de trafic, on suit cela de très près.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Délibération 21, Aïcha Bassal.

Mme BASSAL, Adjointe, donne lecture du dossier n° 21, intitulé :

Politique publique migration intégration diversités – Attribution d'une subvention exceptionnelle à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) – Approbation

Mme BASSAL, Adjointe – Chers collègues, cette délibération concerne l'attribution d'une subvention exceptionnelle à hauteur de 4 500 euros à la Ligue des Droits de l'Homme. En effet, le 24 octobre dernier, la Ligue des Droits de l'Homme, en partenariat avec plus d'une trentaine d'associations, a organisé la Fête de la solidarité, un événement qui a réuni un large public avec une vraie diversité culturelle et intergénérationnelle.

Cette manifestation festive qui s'est déroulée sous les neufs a été l'occasion de permettre au grand public de s'informer et d'échanger sur la question du fait migratoire. Cet événement répond pleinement aux objectifs de notre plan d'action migration intégration diversité, c'est-à-dire : conforter toutes les actions de sensibilisation, de formation et de communication, et favoriser une citoyenneté active.

Avec la tragédie humanitaire aux portes de l'Europe, et parce que cela fait partie des valeurs de solidarité et de fraternité que nous portons, la Ville souhaite marquer et accompagner les initiatives qui visent à rassembler autour de la question migratoire et du vivre ensemble tel que l'a été cet événement initié par la Ligue des Droits de l'Homme. Il vous est donc demandé, mes chers collègues, d'approuver cette délibération.

Mme LE MAIRE – Merci. Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe – Merci Mme le Maire. Je souhaitais intervenir suite à la présentation de cette délibération, de cette subvention exceptionnelle accordée à la Ligue des Droits de l'Homme. Ce qui nous semble important, parce que la LDH est un acteur incontournable dans ce domaine, et la réussite de cette manifestation le samedi 24 octobre dernier nous donne espoir aussi sur la manière dont l'opinion publique, et notamment nantaise, est prête encore à venir partager des valeurs de tolérance et de prise en compte des personnes en difficulté.

Je voulais simplement dire quelques mots sur les modalités de prise en charge notamment des réfugiés suite à l'annonce du Gouvernement de la décision d'accueillir des réfugiés. Vous avez, Mme le Maire, pris la décision de vous inscrire très rapidement dans ce dispositif Villes solidaires, et vous nous avez demandé de nous mobiliser et d'essayer de mobiliser tous les acteurs pour essayer d'accueillir dans les meilleures conditions les publics de réfugiés.

Simplement dire aussi que Nantes porte une tradition d'accueil de longue date et que, même si c'est une compétence au départ de l'État, il est important qu'une collectivité comme la nôtre, vous le dites souvent, la sixième Ville de France, puisse aussi mettre en place des mesures pour accueillir les personnes les plus en difficulté. Donc, nous avons par exemple sur notre territoire un centre, le CNHR, un Centre Nantais des Hauts Réfugiés qui existe sur notre territoire depuis déjà un certain nombre d'années, et qui accueille plus d'une cinquantaine de personnes, pour lequel nous allons demander à augmenter de 50 % nos places d'hébergement.

Nous avons également un projet qui est en cours avec Terre France d'asile, qui vise à travailler sur l'accueil de six à huit familles sur le territoire nantais. Les services de la Ville ont recensé

IV – 78

depuis quelque temps les premiers logements propriétés de la Ville et qui seront susceptibles d'accueillir rapidement les familles qui arriveront sur Nantes pour une mise à l'abri.

Nous avons organisé, sous la houlette d'Aïcha Bassal, une soirée le 15 octobre dernier de rencontre entre les associations qui œuvrent dans ce domaine et toutes les personnes qui s'étaient manifestées pour dire : « Qu'est-ce que moi je peux faire aujourd'hui ? Comment je peux apporter ma pierre aussi à l'accueil de ce public ? » Et cela a été une soirée qui a rencontré un franc succès.

Et puis également, nous avons proposé l'accompagnement de l'ouverture d'une plateforme d'interprétariat municipal pour soutenir le travail des associations. Et puis, j'ajouterai et c'est tout à l'heure Franck Noury, notre collègue, qui en a parlé, la solidarité c'est aussi bien sur tout le soutien que l'on apporte aux associations qui œuvrent dans ce domaine et en particulier la Maison des citoyens du monde qui existe depuis 1996 sur Nantes, fortement accompagnée par la Ville et qui organise, qui participe notamment à cette Semaine nationale de la solidarité. Je pense que c'est important, qui va être inaugurée le 5 novembre prochain.

L'occasion, s'il en était besoin, de rappeler que la solidarité, elle est pour tous et s'adresse à tous, à tous les Nantais, à l'ensemble des Nantais les plus vulnérables en précisant, je le préciserai d'ailleurs tout à l'heure à l'occasion de la présentation de ma délibération sur le renouvellement de la convention du CCAS et de la Ville de Nantes, une Ville solidaire et juste. Au-delà de la fiche que l'on peut donner, pour moi c'est une méthode dans tous les cas de travail qui doit permettre de prendre en compte chacun et ne laisser personne au bord de la route. Voilà ce que je voulais dire, Mme le Maire. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Hervé Grelard.

M. GRELARD, Conseiller municipal – Mme le Maire, chers collègues, cette prise de parole pour expliquer une position de vote des élus centristes de notre groupe qui ne sera pas la même que les autres élus. Les élus UDI que je représente ici tiennent, à l'occasion de cette délibération, à saluer le travail réalisé par la Ligue des Droits de l'Homme et son engagement fort auprès des migrants et réfugiés, notamment cette manifestation qui était l'occasion de rassembler et de fédérer un certain nombre d'acteurs associatifs.

Nous, élus centristes, nous voterons cette subvention car il nous semblait nécessaire de témoigner en cette période particulière notre soutien à tous les acteurs associatifs mobilisés sur le terrain pour accueillir les réfugiés, mais aussi tous ceux qui font œuvre de pédagogie auprès de l'opinion publique, vous en parliez tout à l'heure, pour sensibiliser et essayer d'évacuer les peurs ou les tensions qui pourraient naître à l'occasion de ces opérations de migration forte.

L'accueil des réfugiés dans la dignité est une priorité et doit mobiliser l'État, les collectivités, les associations. Mais il convient, pour répondre aux véritables enjeux, d'élaborer des réponses pérennes aux flux migratoires et de ne pas limiter notre seule action aux seuls principes d'accueil.

Vous imaginez que je veux parler ici de la dimension européenne : une réponse politique forte doit être trouvée et elle ne peut-être coordonnée et mise en œuvre qu'au niveau européen. L'agence européenne FRONTEX, qui est destinée à piloter la gestion commune de nos propres frontières, dispose aujourd'hui d'un budget ridicule, la moitié de celui de la Fédération Française de Football, soit 1 % du budget européen.

À ce titre, je tiens à saluer l'initiative de notre Député Jean Arthuis de réunir le 7 novembre prochain à Angers, dans le cadre d'Assises qu'il monte, le Directeur général de FRONTEX pour réfléchir à ces questions. Il nous faut une vraie ambition sur cette question aiguë, et créer un véritable ministère européen des Frontières, des Douanes et de l'Immigration. Seule une institution créditée d'autorité et de moyens en conséquence pourra effectuer un contrôle strict de l'immigration économique, tout en organisant l'accueil massif des populations menacées par le terrorisme et qui ont déjà pris la route de l'exil.

IV – 79

En termes de mobilisation, à l'échelle de la Ville, je laisserai présenter tout à l'heure Blandine Krysmann qui interviendra. Elle soutient une proposition que je soutiens aussi, qui pourrait être de mobiliser certains fonds vers les actions de coopération décentralisée, car l'action est à mettre en place effectivement ici, mais aussi là-bas. Donner à chacun des membres de notre grande famille qu'est l'humanité la possibilité de vivre en paix et en dignité n'est pas une option politique à mon sens, mais un devoir moral qui doit nous mobiliser toutes et tous.

Mme LE MAIRE – Merci. Mme Krysmann.

Mme KRYSMANN, Conseillère municipale – Mme le Maire, vous le savez : depuis plusieurs mois c'étaient 120 à 150 migrants demandeurs d'asile qui arrivaient chaque mois à Nantes. Depuis juillet, on atteint les chiffres de 180 adultes et d'une quarantaine d'enfants par mois. Soit pour l'instant plus de 1 400 demandeurs d'asile sur l'année à Nantes.

Nous saluons vos annonces qui rappellent notre devoir de solidarité et d'accueil de ces populations en très grande détresse. Et nous nous félicitons de la création en septembre dernier d'un groupe de coordination entre l'État, la Ville, les associations et les représentants des cultes. Cette coordination suscitée par l'émotion de la photographie du petit Aylan, décédé sur une plage de Turquie, est hélas arrivée tardivement. Elle était particulièrement urgente pour plusieurs raisons.

Les associations font un travail essentiel à budget constant, voire réduit, pour accueillir toujours davantage de personnes. Ainsi, le prochain marché annuel de l'État pour 2016 prévoit un financement pour l'accueil de 1 200 demandeurs d'asile, chiffre déjà obsolète. Le 115 reçoit 20 000 à 30 000 appels par semaine, 140 places d'hébergement d'urgence sont nécessaires pour une vingtaine existantes.

Les associations méritent d'être soutenues par la Ville financièrement bien sûr, mais aussi par cette action de coordination, surtout quand l'État se désengage. Les situations et statuts des personnes accueillies sont aussi très variés et complexes pour les associations. Le squat de Doulon, 90 personnes depuis plus d'un an, même si le dossier avance, illustre cette diversité des cas qui relèvent de la compétence de différents ministères et donc de différents budgets.

Nous nous interrogeons et nous avons eu une partie de la réponse avec ce que nous a dit Abbassia Hakem sur les nouvelles mesures concrètes mises en œuvre pour anticiper et accompagner durablement l'accueil de réfugiés à Nantes en termes de logement, d'emploi, d'apprentissage de la langue et de la culture française.

Vous nous proposez aujourd'hui de subventionner la LDH. Au-delà du simple vote de cette subvention, la position de la Ligue des Droits de l'Homme sur l'accueil des migrants nous interroge. Elle nous semble utopique et déconnectée des réalités. La LDH a publié il y a un mois un manifeste pour un accueil respectueux et protecteur de toutes les personnes qui souhaitent rejoindre l'Europe.

Je vous cite quelques passages. « La France et les pays européens doivent ouvrir des voies d'accès légales et sûres pour toutes les personnes qui se trouvent dans les pays tiers (Liban, Jordanie, Libye) et qui souhaiteraient rejoindre l'Europe sans risquer leur vie et sans être obligées d'avoir recours à des passeurs. La France a la capacité logistique, économique et sociale de proposer à toutes et tous, quelle que soit l'antériorité de leur présence en France, des mises à l'abri dans des dispositifs en dur. » Reste à démontrer la volonté politique. La mobilité pour toutes et tous est une source majeure de progrès pour une société. Nous aimerions savoir si ce sont des positions que vous soutenez.

Que l'immigration soit envisagée sous l'angle euphémistique de la mobilité en dit long sur le peu de cas que l'on fait des racines des personnes déplacées et sur la solidité des identités. 1,5 million de personnes, chrétiens, yézidis, musulmans, ont dû trouver refuge au Kurdistan en abandonnant tout ces derniers mois. Le premier droit des personnes est pourtant de pouvoir rester sur leurs terres. Leur offrir la mobilité est une bien triste perspective quand celle-ci n'ouvre que sur le déracinement.

IV – 80

Notre position est la suivante : outre l'accueil des personnes déjà arrivées chez nous, Nantes doit apporter son aide aux populations restées chez elles afin d'endiguer cette fuite en avant. Promouvoir nationalement l'accueil des réfugiés sans travailler sur les causes est parfaitement inconséquent.

Nous vous proposons plutôt un redéploiement de notre politique de coopération décentralisée en direction de l'Irak en mettant notamment en place un parrainage de la ville d'Erbil où sont arrivés des centaines de milliers de réfugiés. Nous rejoignons ainsi les propos de Bassem Asseh qui disait : « Je propose d'envoyer aux réfugiés de l'aide humanitaire, nourriture, couvertures – le Kurdistan irakien est très dur l'hiver – et des livres scolaires. J'ai vécu le parrainage pendant la guerre du Liban, jumelage avec des écoles françaises, cela donnait envie d'être comme les autres enfants. »

Nous vous avons déjà fait cette proposition par courrier Mme le Maire, sans toutefois avoir obtenu de réponse. Vous l'avez compris : nous ne souscrivons pas à l'idéal certes généreux, mais irréaliste qui sous-tend l'action de la LDH. Aussi, nous ne voterons pas cette subvention.

Mme LE MAIRE – Merci. Jean-Paul Huard.

M. HUARD, Adjoint – Mme le Maire, chers collègues, c'est un honneur pour la Ville de soutenir cette Fête de la solidarité organisée par la Ligue des Droits de l'Homme. Cette fête a été une réussite. Au nom des élus écologistes et citoyens, je tiens à remercier la Ligue des Droits de l'Homme et les 30 associations partenaires, les artistes et collectifs. Comme un certain nombre d'entre nous, j'étais présent sous les nefs ce samedi 24 octobre. L'ambiance était chaleureuse, pleine d'émotion.

Lors du spectacle Squat en scène, des migrants ont montré qu'ils valaient mieux que les conditions de vie indignes auxquelles ils sont soumis. Dans une période de repli sur soi, de peur de la différence, je salue tous ces militants et bénévoles qui agissent au quotidien et qui témoignent de leur action pour l'accueil de l'autre. Ils montrent que la générosité est une richesse. Ils donnent du sens, ils encouragent l'engagement. Ils allègent les souffrances, ils donnent de l'espoir, mais ils portent aussi l'exigence du respect du droit humain et des moyens nécessaires.

Dans ces moments de morosité, ils montrent qu'un autre monde est possible. À la Fête de la solidarité, les migrants exprimaient leur gratitude, mais aussi leurs histoires douloureuses, leurs souffrances et leurs combats. À Nantes, il existe trois squats, vous en avez parlé déjà, dont un de mineurs isolés. À l'ancien presbytère de Doulon, ils vivent entassés sur des matelas par terre, jusqu'à 14 par chambre dans la promiscuité et les risques sanitaires.

Des associations leur assurent l'alimentation et facilitent leur intégration dans le quartier. Le squat, c'est mieux que l'angoisse et l'insécurité de la rue, mais les conditions sont inhumaines. La Ville soutient une démarche avec les parties prenantes en direction de l'État pour trouver des solutions, mais le temps passe depuis leur expulsion de la rue des Stocks à l'été 2014.

Allons-nous laisser retourner à la rue ceux qui ne correspondent pas aux critères ou sont en cours de régularisation ? Ce n'est pas possible. C'est vrai : parmi nos concitoyens, certains sont inquiets de ces migrations. Certains parce qu'ils craignent le risque de dégrader leurs conditions déjà difficiles, d'autres parce que cela pourrait remettre en cause leur confort. Oui, c'est une question compliquée quand certains attisent les peurs. Oui, les élus locaux ont des responsabilités pour entraîner les citoyens vers l'ouverture aux autres, l'accueil et le vivre ensemble.

N'opposons pas les uns, Nantais de souche, aux autres (c'est ce que vous avez fait un peu) qui ont fait aussi de la Ville sa richesse et sa grandeur. Au dernier Conseil communautaire, j'ai été chahuté en indiquant que la droite surfait sur les inquiétudes et les peurs. À la réflexion, si nous avons des divergences, j'ai peut-être manqué de discernement. Malgré certaines déclarations, à droite, il y a des humanistes avec qui il est possible d'agir. On le voyait à l'instant.

IV – 81

Je souhaite sincèrement que vous puissiez voter cette délibération. Je souhaite aussi votre soutien, toutes tendances confondues, à la recherche de solutions, pour encourager les Nantais déjà nombreux à proposer leur aide à ceux qui arrivent et surtout ne pas oublier ceux qui sont déjà là. Avec l'État, prévoyons la mise à disposition de logements, un accompagnement, et aussi des moyens aux associations et collectifs de plus en plus sollicités qui œuvrent pour l'humanisme, les droits et la dignité.

La sixième Ville de France doit être la Ville des droits humains. Je finirai en citant Stéphane Hessel : « Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers. Pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés. » Pour mieux comprendre la richesse de l'immigration avec des milliers de Nantais, je vous invite à participer à Tissé métisse, la Fête du vivre ensemble le 28 novembre à la Cité des congrès ; également dès ce jeudi, Abbassia en a parlé tout à l'heure, aux Semaines de la solidarité internationale organisées par la Maison des citoyens du monde. Il y sera question notamment des migrations climatiques. Ces initiatives ont le soutien de la Ville et nous pouvons nous en féliciter.

Mme LE MAIRE – Merci. Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame de m'avoir cité. Je pense que dans votre proposition de jumelage entre telle ville et telle ville, il y avait quand même un petit souci : vous avez choisi plus spécifiquement la ville d'Erbil ; et qu'on pourrait très bien choisir d'autres villes qui peuvent être aussi concernées sur la frontière turque, ou la frontière libanaise, ou autres.

Je pense par contre que vu la dimension du drame que vivent ces gens qui sont loin d'ici et pour certains qui se rapprochent d'ici, je pense qu'il est plus judicieux d'utiliser nos faibles moyens pour se concentrer sur ceux qui sont à deux doigts d'arriver dans cette ville, et donc de s'assurer qu'ils vont bien trouver un toit, voire plus, une école pour les enfants, etc. Dans cette logique, je pense que le choix d'une ville particulière n'aurait pas été judicieux et qu'il faudrait être jumelé avec un paquet de villes, ce qui n'est pas faisable, d'où ma volonté aujourd'hui de remercier le groupe UDI en l'occurrence, du choix qu'il a fait de voter pour cette subvention extraordinaire en faveur de la Ligue des Droits de l'Homme. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Quelques éléments. Le premier sur la délibération. Je rappelle que cette délibération nous invite à voter sur l'attribution d'une subvention exceptionnelle à la Ligue des Droits de l'Homme pour un moment bien précis, pour un moment bien particulier, à savoir le projet de Fête de la solidarité. Et je le dis au passage : si dans cette assemblée nous ne soutenions, nous ne subventionnions que des acteurs associatifs ou syndicaux avec lesquels nous sommes d'accord à 100 % avec leurs positions, qu'elles soient syndicales ou politiques, je crois que vous nous le reprocheriez et vous auriez raison.

La deuxième chose sur laquelle je voudrais revenir, c'est le fond de la question des réfugiés. Sur ce sujet, deux enjeux pour la Ville : ce que nous pouvons faire nous-mêmes, l'exemplarité, la prise de responsabilité, et comment nous pouvons contribuer à l'énergie collective et à la solidarité.

Ce que nous faisons nous-mêmes, je le rappelle. D'abord, nous avons décidé l'augmentation de 25 places par un appel à projets auquel nous avons répondu puisque Nantes est une des rares Villes à gérer en propre, pour le compte de l'État, un centre de réfugiés. 50 places aujourd'hui, je l'espère 75 places demain.

La deuxième chose concrète que nous avons faite, c'est de répondre favorablement au soutien d'un projet porté par France Terre d'asile qui concerne plusieurs familles. La troisième chose que nous avons faite, puisque le Gouvernement a pris ses responsabilités sur ce sujet, a nommé un coordonnateur national puis des coordonnateurs locaux : sous la responsabilité du Préfet qui a cette compétence, j'ai demandé aux services de la Ville de recenser les logements qui pouvaient être disponibles pour qu'ils puissent être mis à disposition du Préfet qui aura en charge d'attribuer la mise à l'abri des réfugiés qui pourront arriver sur notre territoire.

IV – 82

Madame, je ne sais pas bien d'où viennent les chiffres que vous avez puisqu'ils ne correspondent pas aux chiffres que nous avons, et que de nombreuses discussions avec la Préfecture sont en cours sur ce sujet.

La deuxième chose que la Ville peut faire, c'est d'accompagner celles et ceux qui tout au long de l'année sont dans une grande diversité, et je crois que cette diversité est bénéfique pour un sujet aussi difficile, œuvrent pour assurer l'accueil, la mise à l'abri et le soutien de ces hommes et de ces femmes.

C'est dans cet état d'esprit qu'à ma demande, ces acteurs associatifs ont été reçus en mairie dans un premier temps par Aïcha Bassal. Ils nous ont demandé un certain nombre de choses très concrètes, j'en cite une. Ils ont demandé par exemple le fait que la Ville puisse mettre à leur disposition des moyens en termes d'interprétariat. C'est une chose que nous avons faite. Voilà une deuxième manière par laquelle la Ville peut concrètement agir en aidant ceux qui, sur le terrain et dans la cohérence de leurs positions, agissent sur ces sujets.

Enfin, la troisième manière dont nous pouvons agir, c'est dans la mise en relation des Nantaises et des Nantais de bonne volonté et de ces acteurs associatifs qui agissent sur le terrain. C'est ce que nous avons fait en organisant à Cosmopolis récemment et pour la première fois sous cette forme-là, un forum entre ces acteurs associatifs, d'Emmaüs en passant par la Pastorale des migrants, pour mettre en relation des Nantais et des acteurs associatifs.

Pour être passée à l'issue de ces forums, je voudrais ici faire deux ou trois retours de ce que nous ont dit ces acteurs associatifs. La première, une dame d'une association qui m'a dit : « Vous savez, j'étais très sceptique sur cette initiative parce que nous, parfois, les responsables associatifs, on se sent un peu seuls sur ces sujets et cela fait du bien de voir des gens venir à notre rencontre et nous dire : « Eh bien oui, on est prêts, non pas forcément à s'engager toute l'année, mais là, à donner un coup de main ». Et cela, je crois que c'est important parce que c'est là que la Ville joue son rôle de facilitateur entre des hommes et des femmes qui sont prêts à contribuer à cette dimension de solidarité collective.

Enfin, je voudrais témoigner de deux retours différents de Nantais que nous avons eus, parce que je crois que collectivement nous devons entendre ces deux types de retours. Le premier, c'est quand nous avons fait le choix de mettre en place un numéro d'accès direct, un accès Internet direct pour toutes celles et tous ceux qui voulaient contribuer à la solidarité collective nantaise.

Ce premier retour, il est positif puisque c'est un entrepreneur qui nous dit par exemple : « Moi, j'ai plusieurs milliers de mètres carrés à mettre à disposition, si cela peut être utile, je le fais. », « Moi, j'ai deux offres d'emploi à mettre au pot commun, si cela peut être utile, je le fais. »

Mais je crois qu'en lucidité, il faut aussi partager d'autres retours que nous avons eus des Nantais. Nous avons eu quelques appels par exemple au sein de nos bailleurs sociaux qui nous disaient : « Moi, je suis inquiet, je suis en attente de demande de logement. Est-ce que ce qui va être attribué aux uns ne sera pas à mon détriment ? ».

Je le dis cet après-midi parce que je crois sur ces sujets il faut mettre les choses sur la table. Je veux dire aux Nantaises et aux Nantais que non, ce qui est donné aux uns n'est pas repris aux autres. Je tiens donc à la disposition de tous les membres de cette assemblée le courrier que j'ai adressé au Préfet et qui retrace l'ensemble de ces actions, ce que l'on fait nous-mêmes, comment on aide les acteurs associatifs et comment on aide la mise en relation entre les Nantais et les acteurs associatifs.

Ce courrier rappelle par ailleurs deux principes. Le premier, c'est qu'il ne nous appartient pas de faire le tri ou de faire la hiérarchie entre les détrences humaines. Le second invite à la pérennité du comité de coordination dont nous avons souhaité la mise en place et qui donne je crois, pas après pas, étape après étape, un certain nombre de résultats intéressants.

Pour finir, j'ai eu l'occasion de rencontrer il y a à peine huit jours le responsable de l'ONU en charge des réfugiés qui faisait le tour d'un certain nombre de grandes villes françaises qui ont

IV – 83

pris leurs responsabilités sur ce sujet. Il était tout à fait intéressé par la manière dont nous agissons à Nantes sur ces sujets. Mais il insistait sur un point qui me paraît absolument déterminant. Tous ceux qui suivent ces sujets avec sérieux et attention savent bien que ces batailles se gagneront dans la durée.

Je salue donc aujourd'hui le positionnement de toutes celles et tous ceux qui en conscience font un choix de vote de solidarité, qui en conscience sont prêts à contribuer sur ce sujet. Je nous invite à être solides dans la durée sur cette question qui n'est pas une question de jours, qui n'est pas une question de semaines. Malheureusement, chacun mesure, sur un sujet aussi complexe que c'est bien sur différentes échelles de territoire, du local à l'Europe, sur les différentes échelles de temps, de l'urgence au temps long, qu'il nous faudra agir.

Merci. Je mets donc aux voix la délibération qui nous a été proposée. Mme Krysmann.

Mme KRYSMANN, Conseillère municipale – Juste un mot sur les chiffres parce que vous aviez l'air de dire que mes sources n'étaient pas fiables. Je crois qu'en fait, pour les chiffres il faut juste s'adresser au 115, à la veille sociale, à AIDA qui est la plate-forme d'Accueil, d'Information des Demandeurs d'Asile, aux différentes associations, on en a déjà parlé aussi au CCAS, qui vous donnent exactement les mêmes chiffres.

Mme LE MAIRE – Je parlais, Madame, pour être précise, des chiffres en ce qui concerne les réfugiés. Il y a deux questions qui ont été abordées cet après-midi : il y a les chiffres qui concernent l'ensemble des demandeurs d'asile, effectivement ces chiffres sont connus puisqu'il y a une procédure, des dépôts de demandes de dossiers en Préfecture, et que l'ensemble des acteurs que vous évoquez, les Adjointes en charge du sujet, je pense notamment à Aïcha Bassal, mais aussi à Abbassia Hakem, mais aussi à Marie-Annick Benâtre qui suit avec attention ces questions, sont en relation quasi quotidienne avec ces associations.

Je mets donc aux voix la délibération.

Le Conseil approuve (6 avis contraires et 4 abstentions du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Mme LE MAIRE - Délibération suivante, Karine Daniel.

Mme DANIEL, Adjointe, donne lecture du dossier n° 22, intitulé :

Échanges internationaux et Cosmopolis – Soutien aux projets – Subventions – Approbation

Mme DANIEL, Adjointe – Il s'agit de la délibération qui concerne les échanges internationaux et les subventions attribuées aux porteurs de projets qui développent des initiatives au sein de Cosmopolis. Pour Cosmopolis, nous avons deux subventions qui concernent pour l'une le soutien au projet de manifestation « Manaus, le fleuve est mon allié ». Le deuxième projet concerne un projet sur le Groënland.

Ensuite, vous avez les subventions qui concernent les échanges internationaux dans le cadre des partenariats que nous avons avec les différentes Villes avec lesquelles nous entretenons des échanges régulièrement. Vous voyez, je ne vais pas les décliner, que ces projets concernent des échanges avec les États-Unis, avec le Japon, et beaucoup de projets concernent des échanges avec Sarrebruck et l'Allemagne. Elles s'inscrivent évidemment dans l'anniversaire du jumelage que nous fêtons avec nos partenaires de Sarrebruck, les 50 ans du jumelage cette année.

J'attire votre attention sur le fait que beaucoup de ces soutiens et subventions concernent des échanges scolaires et particulièrement des échanges scolaires que nous avons encouragés d'étudiants ou de jeunes qui s'inscrivent dans des formations professionnelles. Vous avez une convention particulière qui est déclinée avec l'établissement de la Joliverie, qui concerne un échange de bac pro en métallurgie chaudronnerie. C'est une attention particulière que nous avons, à encourager des échanges, particulièrement pour des jeunes qui s'inscrivent dans des

IV – 84

parcours de professionnalisation, y compris très tôt dans leur parcours scolaire et, nous le souhaitons, universitaire.

Je vous demande d'approuver ces subventions qui s'établissent à un montant de 3 600 euros pour les subventions au projet Cosmopolis, et pour 10 605 euros pour les projets d'échange avec nos villes partenaires.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention sur le sujet, je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, David Martineau.

M. MARTINEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 23, intitulé :

Associations culturelles – Quatrième répartition de subventions – Conventions et avenants – Approbation

M. MARTINEAU, Adjoint – Mme le Maire, mes chers collègues, une délibération somme toute assez traditionnelle et assez symptomatique de la politique culturelle de la Ville de Nantes, la culture avec un S, comme a souvent l'occasion de le rappeler Johanna Rolland, et que l'on retrouvera sous toutes ses formes, et cette culture du quotidien que l'on va pouvoir retrouver pour tous les Nantais, dans tous les quartiers.

Un certain nombre de sujets aujourd'hui dans cette délibération, après ce week-end marqué par à la fois le grand succès des Utopiales, mais je crois que je laisserai Aymeric Seassau en dire un mot, lui qui a porté le projet ce week-end, le succès de la Nuit noire et le succès du festival SOY – je crois encore un week-end assez frappant dans sa diversité et dans la diversité des porteurs de projets.

Premier point concernant le spectacle pluridisciplinaire : une subvention aux Femmes en fil qui portent l'espace de la Cale 2 et qui ont participé cette année encore au Voyage À Nantes par une exposition photo qui a eu un grand succès sur le site de la Cale 2 avec en plus, au-delà de l'intérêt artistique de la proposition, un point accueil café, thé, croissants et autres gourmandises qui étaient très agréables dans le cadre du parcours du Voyage À Nantes qui s'est tenu à la Cale 2. Quand on va à la Cale 2, on se régale les yeux et on se régale quelquefois un peu plus que cela grâce aux propositions qui sont faites et à l'accueil qui est fait.

Trois conventions ensuite. La première : celle pour la Cité des congrès de Nantes qui porte majoritairement, en grande partie, l'organisation de ce festival des Utopiales qui s'est tenu ce week-end, une subvention de 70 000 euros pour ce festival qui a, je crois, cette année battu encore de nouveaux records de fréquentation et qui continue de s'implanter dans le domaine de la science-fiction. Dans le domaine de la science-fiction il y avait Franckie Trichet, il y a maintenant Aymeric Seassau, on est aujourd'hui dans cette équipe armés pour faire face aux questions de science-fiction.

Une convention avec l'association Musique et danse en Loire-Atlantique qui, j'allais dire, fait suite à l'intensification des relations entre la Ville de Nantes et Musique et danse en Loire-Atlantique, liée à un travail partenarial qui a été fait de diagnostic sur la scène chorégraphique sur le territoire de Nantes, de Nantes Métropole et de la Loire-Atlantique et donc une convention pour la mise en place d'un événement qui se tiendra prochainement en décembre, La Danse en fabrique, dont l'objet est de mettre en évidence un petit nombre d'acteurs. Je crois qu'ils sont sept ou huit compagnies de danse qui vont pouvoir présenter leurs travaux à des professionnels lors d'une journée professionnelle.

On a la particularité, sur le territoire de Loire-Atlantique, d'avoir 98 % des compagnies de danse qui sont sur ce territoire, qui résident à Nantes. Donc un partenariat qui se poursuit et qui se renforce avec une petite partie supplémentaire, c'est l'adhésion à l'association Musique et

IV – 85

danse, mais vous voyez dans la délibération que son montant est modeste puisqu'il est de 14 euros pour cette adhésion à Musique et danse en Loire-Atlantique.

L'association Arkham sur Loire qui nous a donc proposé ce week-end les Nuits noires et qui nous a proposé aussi les Contes des estuaires de Nantes Québec : une subvention de 24 000 euros au global, 20 000 pour les Contes de l'estuaire, et 4 000 pour la mise en place de cette manifestation de la Nuit noire de ce week-end.

Une subvention dans le domaine de la danse pour l'association 1divisible pour la réalisation d'un film dans le quartier de Bellevue. *État de présence*, c'est le titre provisoire, on verra quand il sortira très prochainement ce film, et je vous proposerai d'aller voir les travaux qui ont été réalisés.

Concernant les Fabriques, un avenant concernant l'association Songo pour l'organisation du festival Scopitone avec une subvention de 66 000 euros. Scopitone qui cette année encore et cette année plus qu'encore, a lui aussi battu des records de fréquentation et continue année après année de s'imposer comme le festival des cultures numériques, avec un S, à la fois musicales et graphiques, et avec le grand succès de ce festival Scopitone et son accompagnement de la Digital Week, une semaine forte sur notre territoire début septembre dans le domaine des cultures numériques.

Ensuite, vous verrez un certain nombre d'associations dans lesquelles la Ville de Nantes participe au financement, modestement, des emplois aidés : Lhaksam sur Loire, Oro, la compagnie de Loïc Touzé, Get up, Tissé métisse, le collectif Culture Bar Bars, Zoo Gallery, la Fidèle idée, PaQ' la Lune et la compagnie Parole en l'air. Je vais vite parce que les subventionnements sont modestes dans le cadre de ces emplois aidés, mais chacune de ces associations mériterait par son action au quotidien un discours beaucoup plus long sur les activités qui sont menées.

Pour finir dans le domaine de l'investissement, une convention et un avenant. Une convention avec l'association NEMO qui porte le carnaval de Nantes à hauteur de 15 000 euros pour financer divers matériels qui permettront de réaliser cette année encore les défilés du carnaval, et un avenant à la convention avec Songo. Là, on n'est plus dans le cadre de Scopitone, mais on est bien dans le cadre du renouvellement habituel du matériel de cette association pour la salle Stéréolux.

Voilà Mme le Maire, mes chers collègues, présentée brièvement cette délibération culture.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

- Non participation au vote de Mme Daniel, M. Le Brun, Mmes Bocher, Sotter et Guerra pour la convention avec la SPL « Cité des Congrès ».

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, dossier 24, David Martineau.

M. MARTINEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 24, intitulé :

Prix des arts visuels de la Ville de Nantes – Approbation

M. MARTINEAU, Adjoint – On a une présentation de prévue donc on va pouvoir avoir des extraits des œuvres des cinq personnes qui ont été cette année récompensées par le Prix des arts visuels de la Ville de Nantes. Le Prix des arts visuels de la Ville de Nantes, c'est un prix qui existe déjà depuis plusieurs années, qui permet de soutenir des artistes émergents. Vous le voyez dans les cinq qui ont été choisis cette année : la plupart d'entre eux – ils sont trois - sont des locaux sortant du Musée des beaux-arts, deux autres ont fait leurs études ailleurs, mais tous portent en commun de résider et de pratiquer leur activité artistique à Nantes et ce sont donc des artistes que l'on souhaite pouvoir accompagner dans le développement de leur action.

IV – 86

Ce Prix des arts visuels, il consiste en deux choses. Première chose, c'est une bourse de 6 000 euros qui est versée sur deux années, 3 000 euros la première année, 3 000 euros la deuxième année, bourse qui sert aussi à ces artistes pour préparer une exposition à l'Atelier, cette salle municipale qui se trouve rue de Chateaubriand et qui est la salle phare municipale des arts visuels de la Ville de Nantes.

Ne faites pas de confusion parce qu'actuellement, l'exposition du Prix des arts visuels se tient à l'Atelier, mais il concerne les titulaires du prix de l'année précédente puisque l'on propose à ces artistes de préparer pendant un an une exposition sur lesquels ces artistes font des réalisations originales pour mener cette exposition. Je vous encourage à les rejoindre à l'Atelier. Cette bourse de 6 000 euros, la mise à disposition quand c'est possible et pour ceux qui en ont besoin d'un atelier pendant une période de deux années pour pouvoir réaliser le travail de création dont ont besoin ces jeunes artistes, et donc cette exposition à l'Atelier pour finir.

J'ai vu que le PowerPoint avait tourné pendant la présentation. Je vous laisse découvrir les œuvres de tout un chacun, sachant que les dossiers présentés par l'ensemble de ces artistes sont des dossiers extrêmement complets. Ce sont des artistes foisonnants avec une œuvre qui est extrêmement diverse, donc il a été choisi un exemple pour chacun d'entre eux. Je vous propose de les découvrir avec ce PowerPoint qui je crois, ou en tout cas je vous le propose, vous sera distribué à l'issue de ce Conseil municipal pour pouvoir découvrir le portrait de chacun de ces artistes. Merci de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 25, intitulé :

Lecture publique et associations culturelles – Quatrième répartition de subventions – Convention – Dispositions diverses – Approbation

M. SEASSAU, Adjoint – Merci Mme le Maire. David m'invitait à l'instant à refaire un bref retour sur les Utopiales qui ne se sont pas arrêtées hier, mais aujourd'hui avec 1 500 élèves de Nantes présents à la Cité des congrès, dont 16 classes d'écoles, mais jusqu'au collège et au lycée. Les Utopiales, ce n'est pas seulement une affiche magnifique cette année qui a inondé la ville, représentant le Quai de la fosse et la Cale des chantiers navals, pas seulement un festival de science-fiction, pas seulement la plus grande librairie de science-fiction – on a toujours hésité entre l'Europe et le monde, donc on s'est convaincus que c'était la plus grande librairie de science-fiction de la galaxie, comme cela on était sûrs de notre coup.

C'est la fête de tous les imaginaires, une fête qui prend racine dans le passé sur la Ville de Nantes et dans son patrimoine vernien, et c'est aussi un des tout premiers événements culturels nantais avec une édition 2015 de très haut niveau. Pour ceux qui ne l'ont pas vu, il y avait la création *Les Hommes debout* qui était tout à fait magnifique puisqu'il s'agissait d'hommes et de femme des Dervallières qui se racontaient dans la bouche de mannequins que l'on pouvait faire parler en interagissant.

C'est cette année plus 20 % de participation, donc plus de 60 000 participants. C'est aussi un record absolu battu de chiffre d'affaires des libraires nantais, ce qui est particulièrement important pour nous, et c'est une très belle collaboration avec le Québec qui a permis les lectures voyageuses qui étaient proposées aux usagers de la TAN avec 13 000 pages vues, ce qui nous engage à y réfléchir. On pouvait lire de la science-fiction en prenant son tram. C'est peut-être à imaginer dans d'autres cadres.

Je voulais aussi, au-delà des Utopiales, revenir sur la forte actualité vernienne du moment avec des propositions variées et nombreuses d'expositions au musée Jules-Verne lui-même, une

IV – 87

exposition de linogravures, avec des projections au planétarium. Il s'agissait là d'un film en salle voué pour le planétarium, *Jules Verne, trois voyages impossibles*, une avant-première presque internationale puisque le film avait été vu une seule fois à Hambourg avant d'être projeté à Nantes dans le cadre de ces Utopiales puisque notre Ville avec son musée avait participé à la réalisation du film.

Je voulais aussi informer le Conseil municipal de l'acquisition pour la modique somme, quand il s'agit de vente aux enchères, de 14 500 euros du manuscrit de la pièce de théâtre *Tour du monde en 80 jours*, qui a préfiguré le livre du même nom. C'est un événement assez important. Il s'agit d'une pépite : ce n'est pas moi qui le dis, c'est *Le Figaro* du 8 octobre 2015, annonçant la vente, absolument.

Eh bien figurez-vous que nous avons acquis la pépite décrite par *Le Figaro* et nous en sommes fiers, en rappelant que les acquisitions que nous faisons sont bien évidemment destinées à être restituées. Le manuscrit de *L'Étoile du Sud* qui a fait grand bruit, si vous vous en souvenez, est en cours de numérisation, et les affiches Jules Verne, les affiches de l'œuvre de Jules Verne au cinéma dont j'avais eu le plaisir et l'honneur de vous présenter la délibération visant à leur acquisition, sont actuellement exposées au Lieu unique avec une très belle exposition jusqu'en janvier : *Jules Verne grand écran*. Je tenais à remercier les équipes du musée Jules-Verne et du Lieu unique. C'est assez rare que l'on puisse restituer une acquisition et la mettre en scène de manière aussi rapide.

Pour revenir à la délibération en tant que telle, une première subvention de 17 000 euros qui me tient particulièrement à cœur puisqu'il s'agit de préfigurer un lieu dédié à la bande dessinée à Nantes. Je ne sais pas si vous le savez, mais Spirou habite à Nantes – ses auteurs du moins. De la même manière que Bob Morane vient d'y renaître, que le Président du Festival d'Angoulême de 2015, Gwen de Bonneval, est nantais, tout comme Cyril Pedrosa dont la sortie de l'album récent *Équinoxe* enflamme les critiques, le Directeur de la collection Série B chez Guy Delcourt dont les 20 ans de la série ont fait l'objet d'une exposition aux Utopiales est nantais, et que Nantes compte de nombreux collectifs et éditeurs de talents comme Vide cocagne, Ici même, Professeur Cyclope.

Si vous ne le saviez pas, c'est qu'il manque une corde à notre arc et donc un espace dédié à la bande dessinée qu'il reste à créer. Je vous propose de voter cette délibération visant à préfigurer un lieu dédié à la BD et aux arts graphiques à Nantes, un lieu de convergence, un lieu de ressources, un lieu de visibilité, un lieu de vie tout simplement avec ce travail qui est maintenant bien engagé puisqu'il y avait plus de 80 personnes, d'auteurs, etc., à se réunir en juin en marge de l'événement Fumetti.

Ensuite, un deuxième volet dans cette délibération qui est tout simplement le dispositif de sortie des emplois aidés pour l'association Impressions d'Europe, ce qui me permet de vous rappeler qu'Impressions d'Europe, l'événement, aura lieu au Grand T le week-end du 27 novembre. Après avoir réuni la fine fleur des écrivains africains l'année dernière, il s'agit cette année de l'Angleterre. Nous accueillerons Jonathan Coe, Tim Willocks, et il y aura des conférences qui parviendront à passer de Virginia Woolf à Churchill, jusqu'à Joy Division. Il n'y a qu'Yves Douet et Patrice Viart pour réussir cet exploit. Je vous invite donc tous au Grand T à la fin du mois.

Ensuite, une subvention d'investissement de 40 000 euros qui est assez classique pour le CRDC, le Lieu unique, pour mettre à jour leurs équipements scéniques. C'est l'occasion pour moi de souligner que le Lieu unique a accueilli cette année l'édition de Midi minuit poésie qui a été à nouveau une réussite d'une grande richesse. Mais je ne prendrai qu'un exemple : nous avons accueilli la poète russe Anna Glazova, éditée par l'éditeur nantais Joca Seria.

Le même jour, nous accueillons la braderie de la bibliothèque municipale qui a battu un nouveau record d'affluence cette année, d'affluence et évidemment de recette avec 17 000 documents vendus et 2 057 précisément usagers encaissés, mais il faut à mon avis au moins doubler le chiffre vu l'affluence, et j'y ai passé une bonne partie de la journée, mais

IV – 88

notamment les bibliothécaires proposaient d'encaisser les familles et j'ai vu peu de gens à arriver seuls. Il y a là un très beau chiffre qui nous encourage à reconduire cet événement.

Par la suite, une convention de partenariat entre la bibliothèque municipale et l'association Valentin Haüy. Il a déjà été évoqué la spécialisation et l'expertise de la médiathèque Floresca-Guépin dans l'accueil des publics en situation de handicap. L'association Valentin Haüy, dans un premier temps, nous mettra à disposition 200 livres au format DAISY qui est un format audio très accessible, mais surtout, il s'agit dans ce domaine de bénéficier de l'expertise de l'association la plus forte dans ce domaine, en plus de ce que nous réalisons avec les Donneurs de voix, la bibliothèque sonore, les Voix dans la nuit et un certain nombre d'autres associations qui complètent les objectifs que nous nous sommes fixés ce matin en matière d'accessibilité.

Ensuite, une charte du ministère de la Culture pour la conservation des collections patrimoniales dans les bibliothèques, que je vous propose d'adopter. Il s'agit là tout simplement d'harmoniser les bonnes pratiques dans les bibliothèques de France, ce qui sera facile pour la nôtre.

Et pour conclure, un don à la bibliothèque municipale de Guy Lanoë, qui nous fait don des correspondances de son père avec des hommes et des femmes aussi célèbres que René-Guy Cadou, Jean Cocteau. C'est un don estimé à 267 000 euros, aussi avec votre accord je voudrais profiter de ce moment pour exprimer toute notre gratitude à M. Guy Lanoë pour ce très beau don.

Je ne serai pas plus long. Un peu plus long qu'à l'accoutumée, mais l'automne concentrant de nombreux événements de la vie littéraire nantaise, je crois que chacun pourra se réjouir de la vitalité de ce milieu. Merci de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée à l'unanimité.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

- Non participation au vote de MM. Martineau et Mauduit pour l'association CRDC « Lieu Unique ».

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, dossier 26, Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 26, intitulé :

Politique publique du patrimoine – Subvention – Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Ravalements obligatoires et restaurations – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint – Merci, Mme le Maire. Il vous est donc proposé d'approuver, chers collègues, deux subventions dans le cadre de notre politique de soutien au patrimoine. Une première subvention, donc, de soutien au patrimoine fluvial avec une subvention d'investissement d'un montant de 4 614 euros à l'association Le Cercle de la belle plaisance nantaise pour la rénovation du Vezon qui a rejoint les collections municipales suite au don de la famille Aubin. C'est une subvention d'investissement.

Et une deuxième subvention qui concerne le bâti et le ravalement de façade, les restaurations d'immeubles, avec une première aide qui concerne une aide à la pierre pour un montant de 23 004,48 euros et enfin, une aide au diagnostic pour un montant de 2 700 euros. On est sur un montant total de 25 704,48 euros pour cette partie ravalement.

Et juste un petit mot si vous me le permettez, à l'occasion de cette délibération patrimoniale puisque Marie-Hélène Jouzeau, qui était directrice de la Direction du patrimoine et de l'archéologie, a fait valoir ses droits à la retraite. Je sais que Mme le Maire, vous aurez l'occasion de la saluer, de lui dire un mot tout à l'heure, nous aurons l'occasion de le faire, mais je voulais profiter du Conseil municipal pour la remercier chaleureusement, lui dire toute notre gratitude parce que le travail qu'elle a accompli, la passion qu'elle y a mise, sa passion pour la

IV – 89

Culture, pour les arts, pour le patrimoine, elle a su la faire partager. Je sais que je peux associer à ces propos David Martineau et Stéphane Junique certainement.

Je voulais vraiment pouvoir la remercier et lui dire que son aide, à titre personnel, a été très précieuse depuis ces derniers mois, et vraiment renouveler toute notre gratitude pour son investissement tout au long de ces années au service de la collectivité, avec son sens de l'intérêt général et du service public. Voilà, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. Oui.

M. ROUSSELY, Conseiller municipal – Mme le Maire, merci. Chers collègues, nous nous réjouissons que la Ville apporte une aide financière aux associations du patrimoine et soutienne les projets de ravalement dans le secteur sauvegardé. La préservation de notre héritage urbain nous semble tout à fait essentielle. Notre groupe de la droite et du centre considère qu'il y a un devoir de mémoire de la ville, de sa forme et des paysages urbains. Une ville qui se développe comme la nôtre doit renforcer ses racines.

S'il est normal que certaines silhouettes architecturales disparaissent au fil des aménagements et de la vie des quartiers, il est indispensable de veiller à la protection des bâtiments les plus remarquables. Le dossier de l'hôtel de la Duchesse Anne nous émeut en ce moment tout particulièrement. Comme beaucoup de Nantais, c'est avec une grande tristesse que nous avons vu démolir au moins partiellement il y a quelques jours cette architecture art déco. Elle proposait un dialogue intéressant avec le château des Ducs, le cours Saint-Pierre et la tour Lu.

Nous regrettons vivement qu'aucune solution depuis des années n'ait été trouvée pour préserver cette façade, et regrettons aussi le manque de volontarisme de votre majorité sur ce dossier. Que va devenir le site de l'hôtel de la Duchesse Anne ? Quel projet se prépare-t-il à cet emplacement ? Avec quelle garantie de bonne intégration dans ce secteur sauvegardé ? Pour que de nouvelles populations continuent à s'établir à Nantes, pour que les touristes trouvent un agrément renouvelé et s'y promènent, Nantes doit rester une Ville de patrimoine. Les nouveautés de l'île de Nantes ne remplaceront pas 1 000 ans d'histoire.

Mme LE MAIRE – Merci. Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint – Je crois que vous avez raison. Sur le patrimoine effectivement, nous avons extrêmement à cœur de le défendre, de le valoriser et de le sauvegarder, de le préserver. C'est en tout cas tout le sens de la politique qui est conduite par la municipalité. Il ne vous aura pas échappé que sur le cas précis de la Duchesse Anne, ce n'est pas de la responsabilité propre de la Collectivité puisqu'en l'occurrence ce sont les héritiers qui n'ont pas su se mettre d'accord sur les projets à mettre en œuvre, et nous regrettons, je peux dire que nous regrettons effectivement la destruction à laquelle nous arrivons ces derniers jours, mais elle s'explique parce qu'il y avait une mise en danger inévitable puisque la dégradation était telle qu'il nous fallait agir et prendre des mesures conservatoires qui devenaient urgentes.

Les démarches ont été faites, je regrette que mon collègue Alain Robert ne soit pas là à cet instant parce qu'il a suivi le dossier tout au long de ces différentes phases, mais tout a été mené pour obtenir justement la préservation de cet édifice. En l'occurrence il y a un désaccord, on est sur des propriétaires privés et en tout cas la collectivité devait faire face et prendre ses responsabilités en matière de sécurité, ce qu'elle a fait.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée à l'unanimité.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Avant de repasser la parole à Olivier Chateau pour le dossier suivant, je voudrais m'associer aux propos qui ont été évoqués concernant le départ en retraite de Marie-Hélène Jouzeau. Celles et ceux qui ont eu l'occasion de travailler avec elle mesurent à la fois son érudition sur les sujets qui sont les siens, sa passion pour ces sujets, sa discrétion aussi, et sa totale maîtrise de la conduite de projet.

IV – 90

Elle a notamment été extrêmement précieuse, que ce soit sur le projet autour du château, mais aussi sur le projet du mémorial. J'aurai l'occasion de le lui dire tout à l'heure, mais je tenais à profiter de cette séance pour le faire publiquement y compris parce que derrière Marie-Hélène Jouzeau, on peut saluer et apprécier la diversité des métiers, au pluriel, qu'il y a dans la fonction publique, dans une époque où l'on entend parfois de manière rapide le vocable de fonctionnaires, sans mesurer la richesse et la diversité des métiers qui composent la fonction publique.

Sincèrement, pour l'avoir côtoyée notamment sur le projet du château, je peux témoigner ici du fait que ce projet n'aurait pas été le même sans l'implication personnelle de Marie-Hélène Jouzeau. Je tenais donc à le mentionner publiquement cet après-midi.

Olivier Chateau pour le dossier 27.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 27, intitulé :

Dénomination de voies – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint – Merci Mme le Maire. Il vous est proposé deux dénominations de rues, deux rues situées dans le secteur du boulevard de la Prairie-au-Duc. Les deux noms qui vous sont proposés, c'est d'abord la rue Magdeleine-Esclave-Résistante, sur proposition d'une classe de terminale du lycée polyvalent Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane, des élèves qui sont venus lors des cérémonies du 10 mai dernier en mémoire de l'abolition de l'esclavage et qui justement avaient porté ce projet de dénomination de rue pour mettre en valeur la mémoire d'une femme esclave mi-africaine mi-amérindienne qui fut accusée de meurtre, du meurtre de deux régisseurs blancs en 1831 et qui par sa défense, par ses convictions à défendre sa liberté, a su montrer et symboliser la résistance du peuple guyanais. Elle en est aujourd'hui une figure importante. Le lieu d'ailleurs a été choisi à proximité du port pour symboliser aussi cette ouverture au grand large.

La deuxième rue qui vous est proposée, juste à proximité, c'est la rue Nadine-Gordimer, qui était sud-africaine, écrivaine, romancière, nouvelliste, critique. Elle a été prix Nobel de littérature en 1991, décorée de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Arts et Lettres, elle a milité inlassablement contre l'apartheid, continué à exercer son regard et un regard très critique, y compris à la fin de l'apartheid, sur la société telle qu'elle évoluait en Afrique du Sud.

Elle racontait que c'est à la bibliothèque de son école qu'elle avait découvert la littérature. Elle citait Proust, Tchekhov, Dostoïevski, et expliquait même que si elle avait été à l'époque noire, elle ne serait jamais devenue écrivain parce que la bibliothèque lui aurait été interdite. À l'occasion de son décès, le quotidien *Libération* avait titré : « L'Afrique du Sud perd conscience ». Il vous est donc proposé de dénommer cette rue du nom de Nadine Gordimer. Voilà, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE - Dossier suivant, dossier 28, Élisabeth Lefranc.

Mme LEFRANC, Adjointe, donne lecture du dossier n° 28, intitulé :

Transactions foncières diverses – Approbation

Mme LEFRANC, Adjointe – Mme le Maire, mes chers collègues, c'est la délibération concernant les projets de transactions foncières sur le territoire de la ville. Le premier est l'étape suivante d'un dossier que l'on a déjà abordé lors de notre Conseil du 19 juin dans le cadre du transfert de propriétés des équipements municipaux à la Métropole. On avait au mois de juin transféré une première partie qui concernait les immeubles qui n'avaient pas besoin de

IV – 91

l'intervention d'un géomètre et là, nous sommes donc dans la deuxième phase concernant les immeubles qui ont besoin, du fait de leur configuration parcellaire, de l'intervention d'un géomètre.

Vous avez la liste des immeubles concernés : dans le champ du sport, le stade Louis-Fonteneau, le centre de formation José-Arribas, la plaine de jeux de la Jonelière ; dans le champ de la culture et du patrimoine, le Museum d'histoire naturelle et le planétarium. Concernant la patinoire du Petit-Port, compte tenu de la configuration de la parcelle, qui imbrique la piscine, le centre de loisirs et une crèche associative, il a été préféré, à des fins d'usage pratique, de procéder à un transfert en gestion qui est la meilleure forme juridique pour que Nantes Métropole prenne les droits et obligations du propriétaire sur l'équipement qui relève de sa compétence sans effectuer le démembrement préalable.

Le deuxième et le troisième dossier concernent des dossiers équivalents et qui se situent dans la même zone puisque c'est la prairie de Mauves où nous avons des Nantais qui nous ont sollicités pour nous vendre des parcelles dont ils ont hérité. La première concerne les conjoints Auvigné qui nous proposent d'acheter une parcelle de 9 990 mètres carrés qui est intéressante au titre de l'aménagement à moyen terme de ce secteur en zone Natura 2000, et nous vous proposons de l'acheter pour un prix de 3 500 euros.

La deuxième parcelle, c'est M. Ferdinand Binot qui nous a sollicités pour nous la vendre, et nous vous proposons de l'acheter à un prix net vendeur de 2 600 euros.

Ensuite, sur le dossier de la rue Gambetta, juste pour mémoire, la Ville a acheté dans le programme de Nantes Habitat, la Ville a acheté deux volumes, les volumes 3 et 4, pour y installer des services administratifs du Musée des arts. Ces volumes ont été livrés fin juin, bruts de béton, vitres posées et fluides en attente. Pendant l'exécution des travaux, nous avons demandé à Nantes Habitat des aménagements supplémentaires, des travaux supplémentaires de façon à rendre ensuite l'aménagement intérieur plus facile pour ces deux volumes. Il s'agit simplement de régulariser et de rembourser à Nantes Habitat le montant de 34 999,55 euros pour ces travaux supplémentaires.

Le dossier suivant concerne le projet de construction d'une maison relais et d'un transfert du groupe Logement français avec qui on avait signé le dossier, à la société de HLM Coopération et famille qui sera donc la porteuse du projet, la substitution du groupe logement Français... la prise par le groupe HLM Coopération et famille de l'acquisition des propriétés. On vous demande juste d'approuver ce transfert.

Le dossier suivant concerne le gros projet de la rue d'Auvours. Je ne vais peut-être pas vous résumer parce qu'on l'a déjà évoqué plusieurs fois, mais en l'occurrence, ce qui concerne aujourd'hui le Conseil municipal, c'est la deuxième phase qui était envisagée, qui était d'intervenir par la vente pour un montant de 480 000 euros de la partie du bâtiment de 1910 et du foncier occupé par l'Écopoint.

Là, ce que l'on va vous proposer c'est de procéder en deux étapes de façon à aller un petit peu plus vite, c'est-à-dire de vendre tout de suite la parcelle, la partie concernant le bâtiment ancien de 1910, et de vendre à la fin du projet la petite partie pour 30 000 euros concernant l'Écopoint.

L'intérêt de cette proposition, c'est d'abord de percevoir effectivement le prix plus tôt, et, je pense que cela plaira à Pascal Bolo, d'être libérés aussi de la surveillance et de la responsabilité du bâtiment, et enfin du fait qu'il y a une certaine avance dans les travaux, de permettre aux habitants du quartier une fin de chantier plus rapide que ce qui avait été envisagé auparavant.

Le dossier suivant, c'est assez basique, c'est classique, ce sont des transferts de propriétés à titre gratuit à Nantes Métropole au titre de ses compétences sur diverses parcelles.

Ensuite, on va à la Bottière sur la ZAC Bottière-Chênaie, sur le mail Haroun-Tazieff, où l'on a deux parcelles. C'est pareil, ce sont des régularisations, ce sont des parcelles qui sont

IV – 92

actuellement la propriété de Nantes Métropole alors qu'elles sont intégrées dans un parc communal. Ce sont des opérations de transfert.

Ensuite nous allons à Malakoff, où l'on conclut l'opération puisque l'on procède à des régularisations foncières au terme des travaux sur la parcelle rue de la Tchécoslovaquie sur laquelle la Ville a aménagé un square. C'est la régularisation et du coup la clôture de ce dossier.

Ensuite nous allons aux Dervallières sur la grande parcelle de la rue Auguste-Renoir et la rue Ernest-Meissonnier, parcelle de 13 690 mètres carrés sur laquelle est implanté le pôle associatif la Fabrique et sur laquelle il y a un gros programme porté par Nantes Habitat de logements locatifs sociaux, de logements d'accession abordable, un relais parental, sept places pour la Croix-Rouge et un EHPAD géré par le CCAS.

Ce que l'on vous propose dans cette délibération, c'est de neutraliser le coût du foncier pour l'EHPAD de façon à ce que les futurs résidents de l'EHPAD ne payent pas dans leur prix d'hébergement un coût de foncier trop élevé et du coup que l'EHPAD soit accessible à tous les Nantais qui en ont besoin et notamment les personnes âgées du quartier.

Dans le dossier suivant, c'est l'avenant de clôture de la convention qui porte... On est toujours à Malakoff, on est sur les locaux de la mairie annexe de quartier, on vous propose l'avenant de clôture. Il est intéressant, pour une fois, de signaler le coût définitif de l'opération pour la Ville à 1 216 000 euros au lieu du coût prévisionnel de 1 325 000 euros. On peut souligner le fait que nous avons des opérations qui coûtent moins cher que ce que nous avons prévu.

Et enfin, le dernier dossier qui est très très classique : la constitution d'une servitude au profit d'ERDF pour le passage d'une canalisation souterraine. Voilà, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. Oui ? Mme Guerra.

Mme GUERRA, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire. Parmi les points évoqués dans cette délibération, l'avenant de clôture à la convention de maîtrise d'ouvrage passée avec Nantes Habitat pour la construction de la mairie annexe de Malakoff me donne l'occasion de faire part d'un constat.

Le choix d'installer une mairie annexe dans chaque quartier est une chose légitime. C'est un choix de proximité que l'on peut entendre, bien qu'à l'heure de la dématérialisation, les pratiques de nos concitoyens évoluent. Il va falloir anticiper ce changement de comportement. En tout cas, toujours est-il qu'à Malakoff ou sur l'île de Nantes, ou bientôt à Nantes Sud, ce sera le cas. J'observe que notre collectivité implante ses annexes dans des lieux de premier choix.

Je veux dire par là que les locaux sont, en tout cas pour ces dernières implantations, situés dans des emplacements privilégiés, des emplacements qui auraient parfaitement pu accueillir des activités commerciales ou artisanales. Les Nantais sont pragmatiques, raisonnables. Ils savent qu'en période de tension avec les finances publiques, toutes les économies sont importantes : même si au final on paye peu moins cher sur ce coup-là, cela reste un peu un budget important.

Je pense qu'ils sont prêts (et je ne pense pas, j'en suis sûre puisque j'ai discuté avec bon nombre d'entre eux), ils sont prêts à marcher 20 mètres, 50 mètres de plus pour aller dans une mairie annexe peut-être un peu plus éloignée de l'axe principal, dans des locaux un peu moins coûteux donc plus respectueux des deniers publics, sans rogner sur la qualité d'accueil du public et tout en optimisant les conditions de travail des agents de la Ville. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Juste une remarque. Je n'ai pas tout à fait compris si votre proposition était une proposition partagée par l'ensemble du groupe de la droite et du centre. C'est quoi, du coup ? C'est la déconstruction des mairies annexes actuelles pour, sur le lieu de leur emplacement, réserver cela plutôt à des espaces économiques ? Auquel cas, si l'on doit regarder sur l'ensemble de l'équilibre économique, sans même parler du principe de ce que représente une mairie annexe dans les quartiers, je...

IV – 93

Mme GUERRA, Conseillère municipale – Je parle au nom du groupe du Centre et de la droite et il n'est absolument pas question de remettre en cause les implantations des mairies annexes, c'est un choix qui a été délibéré. Encore une fois je l'ai dit, on peut tout à fait l'entendre.

Il s'agit simplement de faire une remarque et un constat sur les lieux qui sont choisis. Il y a moyen de trouver... Je pense parler français pourtant. Mais vous savez, quand on fait des constructions neuves, il y a tout un tas de locaux disponibles. Il y en a qui sont plus coûteux, d'autres un peu moins en fonction de leur emplacement. Je remarque simplement et nous remarquons simplement que sur ces trois dernières implantations le choix de la Ville a été fait de prendre les emplacements les mieux situés chaque fois dans ces bâtiments neufs. C'est juste cela.

Mme LE MAIRE – Très bien. Je n'avais pas noté que cela concernait le choix que nous avons fait, effectivement, sur les trois derniers emplacements. Et, oui, je vous confirme absolument que nous avons fait le choix d'emplacements bien desservis, très accessibles et de qualité, parce que nous sommes extrêmement attachés à ce service public de proximité. Donc oui, madame, je vous confirme que c'est absolument un choix de notre part.

Je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dossier suivant, Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe, donne lecture du dossier n° 29, intitulé :

Convention entre la Ville de Nantes et le Centre Communal d'Action Sociale – Approbation

Mme HAKEM, Adjointe – Merci Mme le Maire. Je voulais profiter, à l'occasion de la présentation du renouvellement de la convention entre la Ville de Nantes et le Centre Communal d'Action Sociale, peut-être donner quelques éléments, quelques chiffres pour pouvoir aussi montrer l'activité qu'a le CCAS tout au long de l'année, peut-être rappeler qu'il y a un Conseil d'administration composé de 16 membres, 8 élus de l'équipe municipale et 8 représentants d'associations qui œuvrent dans le domaine de la solidarité, qui ont été choisis par le Maire. Ce Conseil d'administration se réunit sept à huit fois par an.

Le budget de fonctionnement du CCAS est de 44 millions d'euros dont 19,5 millions en budget annexe concernent plutôt les foyers logements et les EHPAD, et la subvention d'équilibre de la Ville est à hauteur de 18 900 000 euros. Ce sont 615 agents dont 335 qui travaillent dans les établissements foyers logements et EHPAD pour personnes âgées.

En termes de fréquentation, ce sont 128 588 accueils sur l'année, soit en moyenne 500 accueils par jour. Ce sont plus de 10 000 ménages qui sont aidés via le dispositif d'aides facultatives. C'est en EHPAD 458 places et 22 places en accueil de jour et en foyers logements 315 places, et puis, pour les centres d'insertion et le CNHR, 55 places en hébergement et 50 pour le CNHR.

N'est pas noté dans la liste que je viens de vous donner le restaurant Pierre-Landais qui est quand même un équipement important sur la ville de Nantes puisqu'il accueille par jour plus de 200 personnes.

Vous avez une cartographie des équipements du CCAS sur la ville de Nantes. Vous voyez que ces équipements sont relativement bien équilibrés à l'échelle du territoire. Ensuite, peut-être vous donner quelques éléments sur les modes d'intervention du CCAS. La coproduction et le développement de projets sur les territoires : nous avons quatre territoires avec notamment les rencontres d'innovation sociale qui sont des lieux, des moments de réflexion action avec les acteurs, les habitants du territoire et des professionnels.

Nous avons le développement des Points conseil budget sur l'Est et puis sur l'Ouest, le Point Info Nantes Solidaire, les PINS, que l'on a sur plusieurs lieux de Nantes. Il y a la Pose de la Cigarière, mais l'on pourrait citer d'autres exemples. Le soutien aux associations qui luttent

IV – 94

contre la précarité et l'isolement : tout à l'heure, nous avons parlé du dispositif Voisin-Âge, qui met en lien un voisiné et un voisineur, pour lutter contre l'isolement, toutes les associations d'aide alimentaire qui font un travail exceptionnel tout au long de l'année et notamment cette année ont vu leur activité augmenter de façon très importante, je voulais les saluer. Je pense qu'il est important de les citer.

Bien sûr il y a la Banque alimentaire, le Secours catholique, le Secours populaire, la Croix-Rouge, et les associations d'insertion sociale qui œuvrent effectivement dans ce domaine. Tout le travail qui est fait en accompagnement individuel, notamment les allocataires du RSA, les personnes isolées, pour effectivement prévenir les situations de précarité, éviter leur détérioration, et surtout accéder à l'autonomie des usagers, et puis toute la gestion de services à la population.

Je vous ai parlé du dispositif d'aides facultatives qui représente plus de 2 200 000 euros par an, des dispositifs spécifiques tels que la Maison des aidants, les Logements bleus, bien sûr des actions d'insertion notamment avec l'atelier Alizé qui fait un travail aussi très important, notamment adossé au restaurant Pierre-Landais, également les logements intermédiaires qui sont une étape aussi pour l'accès au logement pour certaines personnes éloignées, notamment de l'insertion sociale, des équipements, je vous ai parlé des foyers logements, des EHPAD, et puis également des restaurants intergénérationnels qui sont un lieu important pour faciliter la mixité et les rencontres entre générations, et bien sûr le restaurant Pierre-Landais.

Je voulais également rappeler deux choses : le contexte socio-économique est difficile et dans ce cadre, les actions qui sont mises en œuvre notamment dans l'insertion sociale visent à co-construire de nouvelles réponses sociales et territoriales à la précarité, en essayant d'associer les acteurs de la société civile, et c'est tout le travail de proximité qui est mené par les agents sur le territoire, sécuriser les parcours de vie des Nantais vulnérables et favoriser leur accès au droit, c'est également tout le travail de proximité pour limiter le non-recours aux droits qui reste encore quelque chose de très important puisque 52 % des personnes qui pourraient accéder à certains dispositifs ne le font pas. Et puis proposer ou adapter effectivement des réponses aux besoins spécifiques des personnes les plus fragilisées.

Également peut-être nous avons parlé tout à l'heure, Mme le Maire a insisté sur le contexte de vieillissement de la population et des enjeux forts que cela pouvait représenter. Effectivement, nous avons une politique très volontariste en direction des personnes âgées, notamment en essayant de se mettre en adéquation avec les orientations nationales et départementales et notamment pour faciliter à tous les seniors de prendre leur place pleine et entière dans la vie sociale locale et éviter effectivement l'isolement, proposer et orienter vers des services qui permettent à tous les Nantais de bien vieillir à domicile et de faciliter leur parcours de vie, améliorer la prise en charge des personnes les plus fragiles pour répondre à leur souhait de vieillir à domicile parce qu'aujourd'hui, effectivement, les personnes souhaitent rester à leur domicile, dans leur environnement, et offrir également des conditions d'hébergement et de prise en charge de qualité qui soient respectueuses des droits des personnes âgées.

Je pense que c'était nécessaire de le rappeler ici parce que c'est un travail qui ne se voit pas, qui se fait tout au long de l'année, mais qui contribue effectivement à la cohésion sociale. Et si ce travail-là n'était pas fait, je ne sais pas comment on pourrait limiter la casse, notamment dans le contexte économique et social dans lequel nous sommes.

L'objet de cette délibération d'aujourd'hui, c'est de renouveler les modalités de coopération qui étaient jusque-là fixées par une convention qui datait de 2002, qui était renouvelée par tacite reconduction. Elle permettait d'ajuster le périmètre des concours réciproques entre la Ville et le CCAS, et notamment de travailler dans une logique d'optimisation notamment des mutualisations, et préciser également les conditions de fonctionnement du CCAS soit par le recours à ses propres services, soit par le recours à des services de la Ville de Nantes.

IV – 95

Donc je me propose peut-être de m'arrêter là. C'est une convention qui est prévue pour six ans, par tacite reconduction, et qui sera opérationnelle si vous en êtes d'accord à partir du 1^{er} janvier 2016.

Mme LE MAIRE – Merci. Cécile Bir.

Mme BIR, Adjointe – Merci. Mme le Maire, chers collègues, le renouvellement de cette convention entre la Ville et le CCAS est un exemple concret de notre solidarité envers cet organisme de grande utilité au service de la Ville. Je vais être assez brève car on a échangé précédemment sur la question déjà de l'isolement des personnes âgées et la question du vieillissement.

Mme Meyer nous a fait un exposé fort intéressant sur la question de l'isolement et Mme le Maire, vous nous avez parlé de chiffres, je souhaitais juste en évoquer un, en rappeler un, c'est que depuis 1999, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans dans l'agglomération a progressé de 20 %. Donc l'espérance de vie ne cesse d'augmenter, mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, stagne. Devant cet enjeu, tu parlais tout à l'heure de politique volontariste, il nous revient d'aller encore plus loin dans l'intergénérationnel que nous souhaitons pour notre Ville en matière de logement, mais aussi de culture, de transport, d'accès aux services, y compris en ligne.

Pensons à la collocation intergénérationnelle, aux facilités de partage et d'échange entre jeunes et seniors, et incluons l'ensemble des populations dans nos réflexions sur la transition écologique, la transition numérique et le partage de lieux et de moments en commun.

Depuis 2001, le CCAS s'est imposé comme un partenaire incontournable pour la Ville. Son expertise, formalisée notamment par le Nantoscope, permet de guider au mieux l'action de la municipalité. C'est pourquoi le CCAS doit continuer à être un partenaire privilégié sur toutes les questions sociales, notamment l'enjeu du vieillissement de la population. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Marie-Annick Benâtre.

Mme BENÂTRE, Adjointe – Mme le Maire, chers collègues, comme nous l'avons vu dans la présentation d'Abbassia Hakem, le CCAS de Nantes constitue l'outil privilégié de la Ville pour répondre aux besoins sociaux des Nantaises et des Nantais les plus fragiles, les plus vulnérables.

Lutter contre les processus de précarisation et d'isolement, agir sur les leviers favorisant l'inclusion et s'adapter à un contexte en constante évolution, telles sont les missions de notre CCAS. De ce point de vue, force est de constater que les besoins vont grandissant en la matière. La crise n'en finit pas de produire des dégâts considérables, en particulier chez les salariés et les familles populaires.

Le nombre de salariés privés d'emploi sur la Ville reste à un haut niveau. Le chômage des moins de 25 ans persiste, celui des 50 ans et plus progresse de 9,67 % sur une année, générant ainsi une évolution négative du chômage longue durée qui représente plus de 35 % des chômeurs.

Tout cela conduit à une précarité grandissante. Près de 12 000 allocataires du RSA attestent de cette réalité de la paupérisation de la population. 17 % des ménages nantais vivent sous le seuil des bas revenus, plus de 40 % d'entre eux ne sont pas imposables alors que 28 % des ménages consacrent plus de 40 % de leur revenu pour se loger. Ces indicateurs permettent de mesurer combien cette situation fait grandir les besoins sociaux dans notre ville. Cela justifie sans nul doute toutes les actions qu'Abbassia Hakem vient de nous présenter.

Permettez-moi d'insister sur l'adaptation de nos réponses aux besoins spécifiques des personnes les plus fragilisées et les plus vulnérables – parmi elles, les femmes victimes de violences. C'est ainsi que la Ville de Nantes, en complément de la délibération que nous venons d'approuver sur le dispositif de téléprotection, va reprendre la gestion de 42 places d'hébergement et de réinsertion sociale accueil mère enfant. Ces places d'insertion ainsi gérées

IV – 96

par la Ville et financées par l'État accueillent des femmes majeures avec ou sans enfant afin d'aboutir à leur insertion, à leur réinsertion professionnelle et sociale.

Comme nous le faisons en matière d'accueil des réfugiés, nous l'avons évoqué à propos d'une délibération précédente, la Ville de Nantes en effet est la seule Ville en France à gérer pour le compte de l'État un centre provisoire d'hébergement des réfugiés. C'est un vrai signe de la solidarité internationale de la Ville sur une compétence qui n'est pas la nôtre.

L'extension de places sur laquelle la Ville souhaite s'engager montre notre détermination pour non seulement la seule mise à l'abri de ces personnes réfugiées, mais pour un hébergement avec un réel accompagnement social et permettre ainsi une intégration réussie dans notre ville, dans notre pays. Notons là aussi que pour ces deux actions volontaristes de la Ville pour le compte de l'État, là encore le financement de l'État n'est pas à la hauteur de ces enjeux.

C'est donc un engagement déterminé dans l'accompagnement individuel qui vise à prévenir les situations de précarité ou leur détérioration, à faciliter l'autonomie des usagers et contribuer à leur intégration sociale dans les divers champs de leur vie quotidienne. Avec cette nouvelle convention, nous voulons coconstruire de nouvelles réponses sociales et territoriales en luttant contre les phénomènes de non-recours et de disqualification sociale.

L'ambition affichée est à la hauteur des enjeux, et puisque nous sommes dans le temps du Débat d'Orientations Budgétaires, je veux rappeler ici qu'il nous faut affirmer la même ambition en termes de moyens humains et financiers pour répondre aux défis du vivre tous ensemble dans notre ville, du bien grandir et bien vieillir à Nantes. Je vous remercie de votre attention.

Mme LE MAIRE – Merci. Catherine Piau

Mme PIAU, Adjointe – Oui, très rapidement, même s'il reste, c'est vrai, des progrès à faire notamment en termes d'intergénérationnel et de mobilité et d'évolution dans la diversité des logements sur le parcours résidentiel de nos seniors et personnes âgées, je voulais simplement souligner que grâce au CCAS, on a un service public de qualité en termes de veille, en termes de logement, sur les tarifs, ce qui met un peu plus d'égalité face au vieillissement et aux dépendances.

Mme LE MAIRE – Merci. Mme Krysmann.

Mme KRYSMANN, Conseillère municipale – Mme le Maire, je serai brève parce que je n'avais pas forcément prévu d'intervenir. C'est vrai que l'on n'a pas l'occasion toujours de parler du CCAS dans cette assemblée puisque c'est quelque chose qui est à côté. Pourtant, c'est quelque chose de très important.

Effectivement, Abbassia Hakem nous a bien mentionné vis-à-vis de tous les publics les plus fragiles, je ne reviendrai pas là-dessus, le rôle du CCAS et des services qui sont très importants. Je voudrais juste en fait attirer notre attention, et on en a déjà parlé d'ailleurs au CCAS sur le fait effectivement, c'est vrai, que l'on accueille du monde et toujours plus de monde au CCAS, et qu'en même temps il ne faut pas oublier effectivement ces 52 % de personnes qui n'ont pas recours à leurs droits, toutes ces fragilités et j'allais dire des cas de grande misère qui nous sont inconnus et que l'on découvre par exemple à l'occasion de l'invasion des punaises de lit dans les tours Québec. On s'est aperçus qu'il y avait des personnes qui vivaient dans une très très grande précarité, qui n'étaient pas connues. Il faut toujours renouveler notre souci d'aller vers les plus fragiles et pas juste vers ceux qui viennent vers nous. C'était tout.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dossier 30, Pascal Bolo pour le rapport d'activité de Nantes Métropole.

IV – 97

M. BOLO, Adjoint donne lecture du dossier n° 30, intitulé :

Rapport d'activité de Nantes Métropole – Information

M. BOLO, Adjoint – Mme le Maire, chers collègues, Nantes Métropole, je le dis souvent, c'est nous, c'est notre Établissement Public de Coopération Intercommunale et même s'il est vrai que nous sommes nombreux autour de cette table à siéger au Conseil métropolitain et donc à ne pas ignorer grand-chose de l'activité de Nantes Métropole, la moindre des choses est que nous prenions connaissance du rapport d'activité de Nantes Métropole.

Alors, sous quelle forme et dans quel rythme ? C'est toujours un petit peu délicat parce que je ne vous cache pas que le PowerPoint qui vient de commencer sur vos écrans ébahis fait rien moins que 59 diapositives qui comportent une quantité de texte parfois un petit peu déraisonnable. Alors nous allons essayer de relever le challenge de les faire défiler rapidement parce que je pense que quand même sur le principe, y compris pour nos collègues qui ne sont pas au Conseil métropolitain, il est important que nous puissions prendre connaissance de l'ensemble de ce rapport. Donc nous présenterons l'action de Nantes Métropole avant de voir une synthèse financière et de faire une synthèse de l'activité.

C'est marqué « du pôle pour notre commune » : naturellement, pour notre commune cela fait plusieurs pôles et c'est là que peut-être il y a un détail sur lequel nous ne nous appesantirons point.

L'action de Nantes Métropole, c'est d'abord une Métropole attractive et ouverte sur le monde. Elle est attractive et ouverte sur le monde parce qu'elle est tournée vers l'extérieur à travers des actions fortes que vous découvrez à l'écran. Elle est attractive et ouverte parce qu'elle est au cœur de la recherche avec l'ensemble des exemples que vous pouvez voir là, elle est également au cœur de l'innovation notamment en encourageant la création, l'innovation et le développement du numérique, Franckie Trichet vous en dira et vous en dirait beaucoup plus. Elle est ouverte sur le monde et attractive parce que l'économie est au cœur de son développement avec des lieux qui se régénèrent, avec des lieux qui se transforment et avec des grands projets d'équipements structurants. On cite souvent la gare, l'École des Beaux-Arts, etc.

L'action de Nantes Métropole, c'est aussi une action de Métropole solidaire qui agit pour l'emploi et l'insertion et qui agit pour le développement de l'économie sociale et solidaire. Vous connaissez pour la plupart le détail qui est inscrit ici.

Une Métropole solidaire, c'est aussi une Métropole qui produit des logements pour tous, qui favorise la cohésion sociale avec l'accueil des gens du voyage et l'action en faveur des personnes en situation de handicap.

Une Métropole solidaire, c'est aussi une Ville durable et accessible pour tous, c'est-à-dire la mobilisation pour l'égalité des territoires, l'aménagement d'une Ville durable et accessible pour tous. Là encore, dans les divers exemples que vous voyez à l'écran, il y a l'illustration de ces volontés politiques fortes.

L'action de Nantes Métropole, c'est aussi une Métropole en mouvement. Une Métropole en mouvement, c'est une Métropole qui prépare un nouveau plan de déplacement urbain avec l'ensemble des éléments que vous avez vus notamment autour du débat sur la Loire et avec la coordination et le pilotage des équipes complémentaires sur les franchissements notamment.

C'est une Métropole de réseaux de déplacement organisés, complémentaires et accessibles. Je ne reviens pas sur le succès des lignes chronobus et de la carte LiberTan, bientôt étendue à Bicloo et Marguerite. C'est une Métropole qui prévoit des déplacements urbains où l'on favorise les modes doux et où les changements de comportement sont accompagnés par différents programmes et différents équipements que vous connaissez. Le déplacement urbain, c'est aussi l'apaisement de la circulation, c'est aussi l'adaptation de l'offre de stationnement en fonction des usages.

IV – 98

Et une Métropole moderne, c'est aussi une écométropole, avec un dialogue citoyen renouvelé et un agenda 21 conforté, avec un plan climat énergie territorial et de transition énergétique comportant des actions tout à fait concrètes et tout à fait efficaces en faveur d'un développement durable de la Métropole. C'est évidemment, compte tenu de ses compétences, une Métropole qui trie, qui collecte, qui valorise les déchets avec un plan d'actions 2008-2014 qui a un bilan tout à fait conséquent et de nouveaux plans d'actions 2014-2020 qui sont en train d'être mis en place et en œuvre.

Une écométropole, c'est évidemment la gestion du cycle de l'eau avec des investissements tout à fait structurants et considérables dont vous avez entendu parler, des travaux dont on voit l'importance dans la ville, et des systèmes d'assainissement toujours plus modernes et adaptés.

Les préoccupations environnementales évidemment traversent également les services urbains. Nous avons des espaces naturels et agricoles à soutenir et à protéger, et nous devons en permanence prévenir les risques et les pollutions et préparer notre territoire à la gestion de ces risques. Voilà pour l'action brièvement décrite.

En matière de synthèse financière, je ne reviendrai pas sur le schéma de gouvernance que vous voyez ici – je pense que même de vos places avec des grands écrans, il est relativement peu lisible –, pas plus que je ne m'attarderai sur ce tableau.

Simplement, l'essentiel est de constater que les dépenses réalisées, tous budgets confondus, à Nantes Métropole, s'établissent à 967,2 millions d'euros, c'est-à-dire presque 1 milliard, et que les dépenses consacrées directement aux politiques publiques s'établissent à 630 millions, c'est-à-dire une immense majorité de ces montants, et qu'enfin, les indicateurs financiers 2014 prolongent une évolution tout à fait favorable de la situation financière avec une capacité d'autofinancement net de 21,9 % qui est maintenue en 2014, et avec un résultat excédentaire tout à fait satisfaisant, permettant là encore une projection dans l'avenir tout à fait positive et tout à fait ambitieuse.

La synthèse de l'activité des pôles pour Nantes, c'est d'abord le pôle Loire, Sèvre et Vignoble qui œuvre principalement sur les quartiers de Nantes Sud et dont vous voyez les actions en matière de voirie, d'espace public, d'assainissement et d'eaux usées, d'éclairage public évidemment, mais également en matière d'habitat et d'urbanisme, de développement économique et de déplacement. Là, nous sommes sur les équipements de proximité.

De la même manière sur le pôle Erdre et Loire dans le quartier de Doulon-Bottière, des opérations prévues à notre PPI et les opérations dites d'entretien, rénovation et sécurité et qui ont eu lieu dans ce quartier. Nous reviendrons peut-être ultérieurement sur l'importance de la gestion urbaine de proximité dans les quartiers populaires, mais le quartier Doulon-Bottière, c'est aussi de l'action dans tous les domaines de compétence de Nantes Métropole.

Un petit mot peut-être sur le développement économique. On le sait trop rarement, mais il y a dans chacun de nos pôles de proximité des équipes dédiées au développement économique des différents territoires nantais et métropolitains.

Sur le quartier Erdre-Porterie, là encore une action tout à fait importante de la part du pôle Erdre et Loire (s'il en était autrement, Catherine Piau s'en serait déjà émue, nous n'avons aucun doute à avoir là-dessus), également en matière de développement économique avec la ZAC Chantrerie 2 qui est importante. Je crois que l'on peut passer directement à la suivante, avec l'ouverture du Hub Créatic notamment où 65 entreprises sont installées.

Le pôle Erdre et Cens auquel je porte parfois une attention particulière, il faut bien le dire, également agit en matière de voirie et d'espaces publics, d'habitat et d'urbanisme avec beaucoup de logements autorisés, de développement économique, avec la mise en place d'une animation spécifique dédiée aux sites universitaires puisque c'est le quartier qui comprend une bonne partie de nos sites universitaires. Sur les déplacements de travaux... sur les déplacements doux, des coordinations de travaux tout à fait importantes.

IV – 99

Le pôle Nantes Ouest, Bellevue, Chantenay/Sainte-Anne, Dervallières/Zola, Hauts-Pavés-Saint-Félix et Breil-Barberie, voilà un beau morceau de ville, si j'ose m'exprimer, ainsi avec des travaux réalisés dans tous les quartiers, dans tous les domaines. Ceux-là, vous les connaissez, c'est la proximité, des travaux de proximité à la demande des quartiers, des travaux dans les quartiers de la politique de la Ville et le programme annuel de gestion urbaine de proximité, je disais combien cet aspect-là était important. Assainissement eaux usées : dans tous les quartiers de Nantes il y a des rénovations de collecteurs, des rénovations de réseaux. Habitat et solidarité, la construction, vous voyez le rapport d'activité de ce pôle, je n'y insiste pas.

En matière de développement économique, on peut noter l'action dans la zone franche urbaine de Bellevue Nantes Saint-Herblain, c'est aussi dans la proximité que cela se passe, et puis des participations évidemment au projet urbain piloté par la DTA Nantes Ouest.

Le développement économique toujours, c'est l'immobilier privé qui se développe, ce sont des projets d'entreprises, c'est l'action sur les commerces de proximité. Voilà une présentation extrêmement exhaustive de l'activité du pôle de Nantes Ouest ainsi qu'en matière de déplacements, les travaux liés aux lignes chronobus et aux déplacements doux.

Le pôle Nantes Loire, et nous en aurons presque terminé. Il commence par une synthèse de l'activité du pôle Nantes Ouest. Il doit y avoir un petit bug dans la présentation. On n'en reste pas moins sur les quartiers Centre-ville, Saint-Donatien, Malakoff et Ile de Nantes avec là aussi des travaux quotidiens et des participations aux grandes opérations tout à fait importantes, je ne rentre pas dans ce détail. Je crois que l'on peut les faire défiler tranquillement : développement économique, la coordination de la SAMOA sur le projet Ile de Nantes, évidemment, tout cela est essentiel, le projet Euronantes, vous voyez là des domaines et des projets qui ont été et qui sont d'une importance considérable pour le futur de la Ville et sur lesquels c'est bien Nantes Métropole et ses pôles de proximité qui sont l'opérateur le premier titré.

Voilà donc la présentation un petit peu rapide, vous m'en excuserez, d'une activité particulièrement fournie et riche qui montre bien que la complémentarité entre les compétences et les politiques publiques menées par la Ville et celles menées par Nantes Métropole est absolument indispensable pour bien comprendre le développement ambitieux de notre agglomération.

Mme LE MAIRE – Merci. Pas de demande d'intervention, de demande de précision ? Très bien. Comme tout rapport, ce dossier n'est pas soumis au vote. Je propose donc que nous enchaînions et je donne la parole à Élisabeth Lefranc pour le dossier 31.

Le Conseil prend acte.

Mme LEFRANC, Adjointe, donne lecture du dossier n° 31, intitulé :

Avis sur le projet de schéma de coopération et de mutualisation de la Métropole nantaise

Mme LEFRANC, Adjointe – Qui est assez cohérent après la présentation de Pascal Bolo puisqu'il s'agit de vous proposer d'émettre un avis favorable au projet de schéma de coopération et de mutualisation de la Métropole nantaise.

Pascal vous l'a révoqué dans la présentation donc je ne vais pas revenir sur l'historique de la création de la Métropole, mais rappelez-vous que fin 2014, on a lancé le pacte métropolitain avec une réflexion renforcée sur les mutualisations, les coopérations à l'échelle de la Métropole, que parallèlement il y a une démarche qui a été menée début 2015 avec les Maires des communes et les Directeurs généraux des services de chaque commune pour préciser les objectifs attendus, tout cela afin de petit à petit construire un schéma de coopération qui est devenu entre-temps une obligation par la loi NOTRE du 7 août 2015 qui demande à chaque EPCI, à chaque Métropole de soumettre à chacun des Conseils municipaux des Villes qui composent la Métropole le projet de schéma de coopération de mutualisation de la Métropole.

IV – 100

Il se trouve que l'on était assez bien avancés sur ce projet-là, et ce que l'on vous propose aujourd'hui, c'est un avis favorable sur ce projet sachant qu'il reprend... vous avez un dossier assez épais parce qu'il reprend tout l'historique de la mutualisation avec la Métropole, il décrit le mode de gouvernance, il décrit aussi les projets sur lesquels les communes ont proposé de travailler pour l'avenir, sur les chantiers prioritaires, etc. Donc voilà, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve (abstention du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Mme LE MAIRE – Dossier suivant, Elisabeth Lefranc.

Mme LEFRANC, Adjointe, donne lecture du dossier n° 32, intitulé :

Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation

Mme LEFRANC, Adjointe – Il s'agit de la délibération concernant le personnel municipal, en plusieurs chapitres. Le premier chapitre concerne l'adaptation du tableau des effectifs avec des transformations, 11 transformations qui donneront lieu à des créations de postes et autant de suppressions sur un prochain Conseil, avec 105 suppressions de postes suite au transfert à la Métropole dans le cadre de la constitution justement des services communs département ressources humaines, direction de la communication externe, direction des établissements culturels, direction du patrimoine et de l'archéologie, et direction développement culturel. Et enfin, 8 suppressions de postes conformément à un prévisionnel d'un précédent Conseil.

Dans le chapitre 2 de cette délibération, on est sur la nécessité d'élargir et de revoir du coup, de faire des avenants concernant les conventions de services communs entre la Ville et la Métropole puisqu'il y a un élargissement des services communs, donc on vous propose d'actualiser les conventions.

Dans le chapitre 3, là c'est vraiment une correction technique qui concerne l'indemnité de contrôle des champignons dont le montant forfaitaire passe à 27,05 euros bruts, avec une mise en œuvre rétroactive, pardon, pas rétroactive, au 1^{er} décembre qui apparaîtra sur la paie de février 2016.

Le chapitre 4 est un chapitre important parce qu'il concerne l'accueil des stagiaires de l'enseignement scolaire et universitaire au sein des services de la Ville de Nantes. En fait, on met en œuvre le décret du 27 novembre 2014 relatif à un certain nombre de points sur les gratifications sur l'encadrement des périodes de formation. On propose la revalorisation des gratifications des stagiaires. On propose l'octroi de titres de restauration aux stagiaires qui ne sont pas gratifiés parce que jusqu'à maintenant, seuls ceux qui étaient gratifiés touchaient des titres de restauration. Là, on élargit à ceux qui ne sont pas gratifiés. On propose la prise en charge par l'employeur des frais de transport au même titre et au même niveau que les agents de la Ville, ainsi que le même traitement pour les autorisations d'absence. Sachant que pour vous donner une précision, sur les 1 100 stagiaires que la Ville accueille chaque année, 853 sont concernés par ces mesures.

Dans le chapitre 5, là aussi c'est très technique, donc je ne vais pas trop m'étendre dessus parce que l'on est juste dans l'application d'un décret du 29 avril 2015 qui abroge l'indemnité exceptionnelle pour la remplacer par une indemnité dégressive dans le temps. Cela concernait l'augmentation du taux de CSG.

Le chapitre 6 concerne les nouvelles modalités d'indemnisation des dommages matériels aux agents, liées à l'évolution de notre contrat d'assurance, ce qui fait de nouvelles règles de gestion : toute demande d'indemnisation pour les dommages matériels subis par les agents de la Ville sera donc traitée par l'assureur.

IV – 101

Enfin, le dernier chapitre, qui est peut-être le plus symbolique et important, nous permet de faire bénéficier le conjoint salarié de la femme enceinte, de la possibilité d'une autorisation d'absence, pardon, pour aller aux examens médicaux, aux examens prénataux - merci Abbassia, j'en oubliais le terme, cela doit être l'âge - les trois examens prénataux obligatoires. Cela permet aux conjoints de bénéficier d'autorisations d'absences légales pour pouvoir accompagner la future maman aux examens prénataux. Voilà, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve (abstention du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Mme LE MAIRE – Dossier suivant, dossier 33, Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 33, intitulé :

Dispositions relatives aux marchés publics - Fonctionnement et travaux – Convention – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint – Merci, Mme le Maire. Il s'agit d'approuver deux consultations et un avenant en matière de groupement de commandes.

La première consultation concerne des travaux, un programme d'entretien durable sur Notre-Dame-de-Toutes-Aides. L'église de Notre-Dame-de-Toutes-Aides avec des travaux de couverture notamment de zinguerie, divers travaux d'accompagnement, échafaudage, reprise de corniche, des murs intérieurs, renforcement et traitement de l'ensemble des charpentes. 12 mois de travaux sont envisagés à partir du mois de mai prochain, pour un coût d'opération évalué à 650 000 euros.

La consultation suivante concerne la piscine Jules-Verne avec des travaux d'isolation et d'étanchéité. Je vous rappelle que la piscine Jules-Verne a été construite en 1996 alors que les normes en termes d'isolation n'étaient pas aussi strictes qu'aujourd'hui. Nous avons donc nécessité à reprendre et effectuer un certain nombre de travaux pour combattre notamment la surchauffe due à la verrière et les phénomènes de condensation intérieure qui sont importants.

Les travaux ont pour but, donc, d'étanchéifier la terrasse qui est accessible au public. Il y aura donc une reprise des vitrages de la verrière, une isolation par l'extérieur et une mise aux normes qui est importante pour l'accès des personnes à mobilité réduite. Il y a huit mois de travaux d'envisagés à partir du mois de mars 2016 sachant qu'en ce qui concerne le changement de la verrière, cela ne peut être pratiqué qu'en période de fermeture de l'établissement donc cela aurait lieu entre le 1^{er} juin et le 30 septembre prochain. Le montant des travaux est évalué à 950 000 euros.

Enfin, concernant l'avenant pour le groupement de commandes, c'est un groupement de commandes Nantes Métropole, Ville de Nantes, CCAS, ESBANM, c'est l'avenant numéro 24 qui concerne donc :

- l'extension des familles des périmètres d'achat avec des prestations d'enquête, la fourniture de vêtements et d'accessoires pour les agents de la police municipale et du service stationnement, coordonnateur de l'opération de la Ville de Nantes ;
- la location de salles, et des prestations de services annexes à la Cité des congrès, c'est Nantes Métropole qui coordonne ;
- l'acquisition de vêtements, de chaussures et d'accessoires de sport, c'est la Ville de Nantes qui coordonne ;
- et enfin du matériel professionnel de nettoyage et c'est la Ville de Nantes qui coordonne l'opération ;
- s'agissant de l'acquisition de matériel, de mobilier sportif, la Ville de Nantes coordonnera ;

IV – 102

- la distribution de documents sur le territoire de la Ville et de Nantes Métropole, c'est Nantes Métropole qui coordonne ;
- enfin, les prestations en conseil éditorial, c'est la Ville de Nantes qui sera coordonnateur de l'opération.

Voilà, Mme le Maire.

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve (abstention du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Mme LE MAIRE – Dossier 34, Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint donne lecture du dossier n° 34, intitulé :

Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) – Rapport du 2 juillet 2015 – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Merci, Mme le Maire. Il s'agit de ce que l'on a évoqué ce matin au moment du DOB. De la fameuse Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges qui s'est réunie conformément à la loi pour examiner et valider le montant de l'allocation dite de compensation, qui devait être et qui devra être à l'avenir retranché des versements de Nantes Métropole aux communes qui ont bénéficié en quelque sorte ou qui se sont vu transférer des compétences vers Nantes Métropole.

Cette commission s'est réunie plusieurs fois et lors de sa séance du 2 juillet 2015, elle a approuvé à l'unanimité le rapport d'évaluation des charges nettes transférées au titre de ses équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, et des compétences archéologie, sport de haut niveau et art lyrique, ainsi que sur le transfert de la compétence nettoyage qui était restée à la charge de la commune de Saint-Aignan qui en 2001 n'avait pas souhaité opérer ce transfert de charge.

Donc, ce rapport vous l'avez eu en annexe, peut-être en avez-vous pris connaissance. Il décrit très précisément le type de charges qui sont retenues, c'est-à-dire des charges de fonctionnement direct, des charges indirectes et des charges dites transversales et de fonctions de ressources de type cellule de gestion, une part des fonctions de direction, et puis également le détail entre ce qui relève du fonctionnement et ce qui relève aussi de l'investissement. Ont été retenus comme méthode de travail, trois ans de fonctionnement pour éviter les effets liés à des situations ou à des années exceptionnelles, et pour l'investissement c'est une période de 15 ans qui a été retenue, pour mesurer la régularité de la charge d'investissement.

Et c'est au terme de cela que le récapitulatif amène pour la Ville de Nantes notamment à cette charge nette de 24,6 millions d'euros qui sera donc retranchée de l'allocation de compensation que désormais Nantes Métropole versera à la Ville de Nantes. Une autre précision par rapport à ce que je disais ce matin : si pour une raison ou pour une autre, Nantes Métropole décidait de supprimer les politiques publiques liées à ces compétences transférées, cela n'entraînerait en aucun cas un reversement à la Ville de Nantes des sommes retranchées de l'allocation de compensation. Il peut y avoir des cas par exemple comme l'archéologie ou le sport de haut niveau où une majorité, je ne sais pas laquelle, pourrait dire : « On ne subventionne plus les sports de haut niveau. » Cela ne rapporterait rien de plus à la Ville de Nantes. La responsabilité et la décision politique est également transférée dans ce cadre à Nantes Métropole.

Je suis prêt à répondre à toutes vos questions. Je voulais juste souligner le travail considérable qui a été fait par les services de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole et notamment les services financiers qui ont fait un travail d'inventaire en toute transparence. On a eu des débats en commission locale avec des réponses aux questions qui ont été extrêmement précises. Je voulais saluer vraiment le sérieux et l'engagement de nos services dans cette affaire.

IV – 103

Mme LE MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve (abstention du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Mme LE MAIRE – Dossier 35, Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 35, intitulé :

Association Les Amis de Saint-Vincent-de-Paul – Réhabilitation d'une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) Saint-Vincent-de-Paul – Emprunt de 1 000 000 euros auprès du Crédit coopératif – Garantie d'emprunt de la Ville à hauteur de 50 % – Convention

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit là d'une garantie d'emprunt auprès de l'association Les Amis de Saint-Vincent-de-Paul, une garantie d'emprunt de la Ville à hauteur de 50 % pour un emprunt de 1 million au Crédit coopératif. Rien de particulier. Il y aura une hypothèque de premier rang qui sera prise conformément à nos règles habituelles. Il n'y a pas de difficulté à accorder à cette association qui est en pleine santé financière cette garantie d'emprunt. Nous ne prenons pas beaucoup de risques.

Mme LE MAIRE – Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LE MAIRE – Dernière délibération, dossier 36, Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint donne lecture du dossier n° 36, intitulé :

Décision Modificative 2015 n° 2 et dispositions diverses à caractère budgétaire et financier – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit là de la Décision Modificative numéro 2 du budget 2015 où nous allons avoir des ajustements liés à la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement, pour des montants tout à fait modestes au regard des budgets concernés, et nous allons avoir aussi des inscriptions budgétaires plus importantes en fonctionnement qui correspondent paradoxalement principalement à la mise en sécurité de la basilique Saints-Donatien-et-Rogatien (on oublie toujours Rogatien dans cette affaire, et je trouve cela tout à fait injuste), puisque 2,8 millions d'euros sont nécessaires en inscription pour assurer les premiers travaux de mise en sécurité. Ils sont évidemment intégralement couverts par une recette d'assurance correspondante, mais le paradoxe veut que, alors même que la nature des travaux n'est pas celle-là, c'est en fonctionnement que nous devons inscrire tout cela.

Nous avons aussi des ajustements qualitatifs opérés par Nantes Action Périscolaire pour la réforme des rythmes scolaires avec 804 000 euros, des régularisations sur le marché du gaz et un équilibre de Décision Modificative assuré sans difficulté par l'ajustement des chapitres réservés aux dépenses imprévues en fonctionnement et en investissement.

Par ailleurs, traditionnellement cette délibération est aussi celle de subventions et prix accordés. Je ne rentre pas dans le détail, vous pourrez nous poser toutes les questions nécessaires en la matière, des dispositions tarifaires là aussi tout à fait traditionnelles, des dispositions financières diverses avec des remboursements anticipés d'emprunts, avec des choses tout à fait techniques et juridiques, pour le bon déroulement d'un certain nombre de dossiers (je ne vois rien qui soit essentiel à vous mentionner, vous l'aurez sûrement lu par vous-même), avec enfin des dispositions relatives aux régies, et les traditionnelles remises gracieuses et annulations de titres, ainsi que les admissions en non-valeur de créances irrécouvrables, et constatations de créances éteintes.

Mme LE MAIRE – Merci. Mme Guerra.

IV – 104

Mme GUERRA, Conseillère municipale – Merci Mme le Maire. Dans cette délibération, vous proposez d'intégrer la rue Fontaine-de-Barbin à la zone payante. C'est pour nous une occasion de revenir sur l'extension de la zone payante faite cet été par notre collectivité. Cette mesure, prise pour éliminer les véhicules-tampons, a visiblement fonctionné puisqu'il est effectivement plus facile d'y stationner en journée. Le but est atteint, mais comme c'était à craindre, le problème s'est déplacé dans les quartiers périphériques qui sont toujours plus saturés.

Dans la pratique, cette mesure ne répond pas à la vie des quartiers de l'île de Nantes. Comme évoqué dans l'enquête sociologique, cette partie de Nantes est la moins favorisée financièrement. Le tarif résidents pose donc de réelles difficultés à de nombreuses familles. Les commerçants et artisans qui y travaillent déplorent l'absence de concertation préalable à cette mise en place. Ils souhaitent être consultés, pouvoir bénéficier et faire bénéficier à leurs salariés du tarif résidents, qu'ils sont prêts à prendre (notamment pour ceux qui travaillent en horaires décalés) à prendre tout ou partie à leur charge.

Le centre commercial Beaulieu propose à ses clients trois heures de stationnement gratuit, et le Hangar à bananes est hors zone payante. Comment les cafés et restaurants peuvent-ils rivaliser avec des armes différentes sur un même territoire ? Il y a encore du monde après 14 heures, prêt à consommer. La gratuité entre midi et deux ne répond pas... n'est pas suffisante.

L'île de Nantes a aussi la particularité d'accueillir de nombreuses activités sportives au stade Lecointre ou au complexe Mangin-Beaulieu, des activités sportives que l'on ne retrouve pas forcément dans les autres quartiers. Des activités culturelles également grâce au conservatoire. Ainsi, de nombreuses familles hors secteur de l'île viennent y déposer plusieurs fois par semaine leurs enfants pour qu'ils puissent pratiquer leur activité favorite.

Ce coût de stationnement vient donc s'ajouter au prix des activités elles-mêmes et représente un budget supplémentaire que certains ne pourront plus assumer. Si le but de notre collectivité était réellement juste d'éliminer le stationnement nuisible, pourquoi s'être imposé le stationnement payant qui pénalise les résidents et ceux qui viennent y travailler et consommer ? L'instauration d'une zone bleue aurait tout autant permis la rotation des véhicules.

Et puis, un mot rapide sur le fonctionnement : deux mois et demi après, il y a encore de gros dysfonctionnements dans les parcmètres. Un exemple concret boulevard Gustave-Roch : sur à peine 100 mètres, vous avez quatre parcmètres, deux qui ne fonctionnent pas. Résultat : on met quasiment plus de temps à mettre de l'argent dans le parcmètre qu'à aller chercher ses chaussures chez le cordonnier. Merci.

Mme LE MAIRE – Merci. Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint – Oui, j'ai découvert en lisant la délibération que la SEITA nous donnait deux cloches, une plaque en fonte, un four de torréfaction et une plaque commémorative, et après que l'entreprise a supprimé 327 emplois et fermé une usine rentable, on se demandait tout simplement si Imperial Tobacco ne nous prendrait pas un peu pour des cloches.

Mme LE MAIRE – Juste un élément suite à l'intervention précédente. Je vous propose que quand nous aurons suffisamment de recul, d'ici quelques mois, sur l'extension du stationnement payant, l'Adjoint du quartier Ile de Nantes puisse faire un bilan devant cette assemblée ou en commission, des mesures qui ont été prises.

Juste un élément d'information : dans la suite d'ailleurs d'un point de votre déclaration, madame, la Ville enregistre à ce stade 29 courriers relatifs au report des véhicules extérieurs au détriment de leur propre zone de stationnement et demandant à être intégrés à la zone payante. Je le dis parce que quand on évoque ce sujet parfois et que l'on dit que l'on est parfois dans une situation où dans certains quartiers nantais ou dans certains microquartiers nantais, les habitants eux-mêmes demandent l'intégration à la zone de stationnement payant, cela surprend et je sais que cela peut surprendre.

IV – 105

Je donne simplement cet élément qui confirme des éléments de terrain que vous avez en partie évoqués. On voit bien que ces mesures sont complexes, qu'elles sont à manier avec précaution, et l'expérience passée nous montre qu'il y a besoin de laisser passer le temps de l'installation, du nouveau mode de stationnement et du passage au payant, parce que cela entraîne la régulation de nouvelles habitudes de transport et de déplacement. Il faut donc collectivement nous laisser un peu de temps pour pouvoir faire une évaluation la plus objective possible de cette évolution.

Je mets donc aux voix la délibération. Pardon.

(Intervention inaudible)

Oui, tout à fait. Merci de la précision. Cette délibération est donc adoptée.

Le Conseil approuve (avis contraire du groupe « Groupe d'union de la droite et du centre »).

Non participation au vote de :

- *Mme Benâtre pour la convention avec le Groupement de Coopération Sociale et Médico-sociale,*
- *Mme Rodriguez pour la subvention à l'association « A l'Abordage, le Café des enfants »,*
- *M. Rebouh, Mme Naël, MM. Salecroix, Huard, Martin, Mme Bassal, M. Moreau, Mme Hakem pour l'ACCOORD.*

Mme LE MAIRE - Mes chers collègues, nous avons donc épuisé l'ensemble de l'ordre du jour de notre Conseil municipal. Je vous en remercie et je souhaite à chacune et à chacun une bonne soirée.

La séance est levée à 17 heures 20.
